

# REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE FAURILLES

## Rapport de Présentation

Révision prescrite par délibération du Conseil Communautaire le 16 mai 2013.  
Carte communale mise à l'enquête publique du 10 octobre 2016 au 10 novembre 2016.  
Carte communale approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 23 janvier 2017.

# SOMMAIRE

1	PREAMBULE .....	5
1.1	Présentation de la commune de Faurilles .....	5
1.2	Le bilan de la carte communale.....	7
1.3	Les raisons de la révision de la Carte Communale .....	10
2	INTRODUCTION .....	11
2.1	Le cadre réglementaire .....	11
2.1.1	Les principes fondamentaux de la loi SRU .....	11
2.1.2	L'évolution législative des lois Grenelle I et II et de la loi ALUR .....	12
2.1.3	La loi sur l'eau et les milieux aquatiques .....	13
2.1.4	La loi sur l'archéologie préventive.....	14
2.1.5	Législation relative aux risques sismiques .....	15
2.2	La procédure et le dossier de Carte Communale.....	16
2.2.1	Les modalités de révision d'une carte communale .....	16
2.2.2	Constitution du dossier de Carte Communale.....	16
2.2.3	Contenu du rapport de présentation de la carte communale .....	16
3	Le Cadre territorial .....	19
3.1	L'intercommunalité et le SCOT Bergeracois.....	19
3.2	Le SDAGE Adour Garonne 2016-2021 .....	23
3.2.1	Le SDAGE .....	23
3.2.2	LE SAGE.....	27
3.3	Le Programme d'Intérêt Général (PIG).....	28
4	LES HABITANTS .....	29
4.1	DEMOGRAPHIE : EVOLUTION DE LA POPULATION.....	29
4.2	Indice de Jeunesse .....	30
5	ECONOMIE ET ACTIVITES .....	31
5.1	La principale activité de la commune repose sur l'économie agricole.....	31
5.2	Autres activités économiques.....	39
5.3	Le service scolaire et autres services.....	41
5.4	Les associations.....	41
6	ANALYSE ET HABITAT .....	42

6.1	Implantation du bâti .....	42
6.2	Archéologie, architecture et patrimoine .....	44
6.3	Les logements.....	51
7	EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX .....	53
7.1	Eau potable et défense incendie .....	53
7.2	Assainissement des eaux usées .....	55
7.3	Autres réseaux .....	55
8	CIRCULATION, TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS .....	60
8.1	Le réseau routier.....	60
8.2	Le réseau de transports en commun .....	60
9	LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE DE FAURILLES .....	62
10	CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE DE FAURILLES .....	65
10.1	Topographie .....	65
10.2	Pédologie.....	66
10.3	Hydrologie.....	69
11	MILIEUX NATURELS .....	71
11.1	Les zones sensibles.....	71
11.1.1	Les ZNIEFF.....	71
11.1.2	Le site Natura 2000 .....	71
11.1.3	Les zones humides .....	75
11.2	Les boisements .....	77
11.3	Trame verte et bleue.....	78
	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, pour lequel l'enquête publique s'est déroulée du 27 avril au 5 juin 2015, relève que pour la commune de Faurilles, le milieu humide, situé sur la partie centrale du territoire communal, est un réservoir de biodiversité. Ce réservoir longe les cours d'eau. ....	78
12	RISQUES ET NUISANCES.....	81
12.1	Risques recensés.....	81
12.2	Nuisances sonores .....	85
12.3	Recensement des sites et sols pollués .....	85
13	EXPLICATION DES EVOLUTIONS APPORTEES AU ZONAGE .....	87
13.1	Le développement de l'habitat .....	87
13.2	L'accompagnement de projets économiques .....	87
14	SYNTHESE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTEES.....	106

Annexes.....	103
--------------	-----

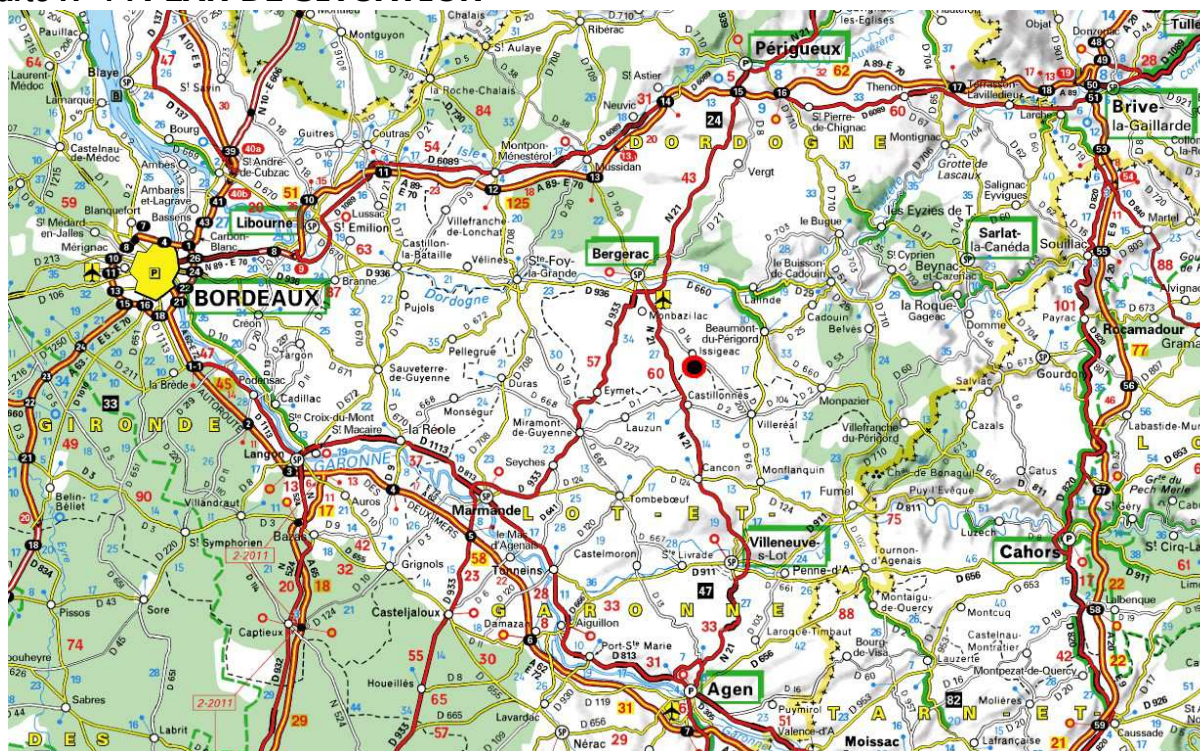


# 1 PREAMBULE

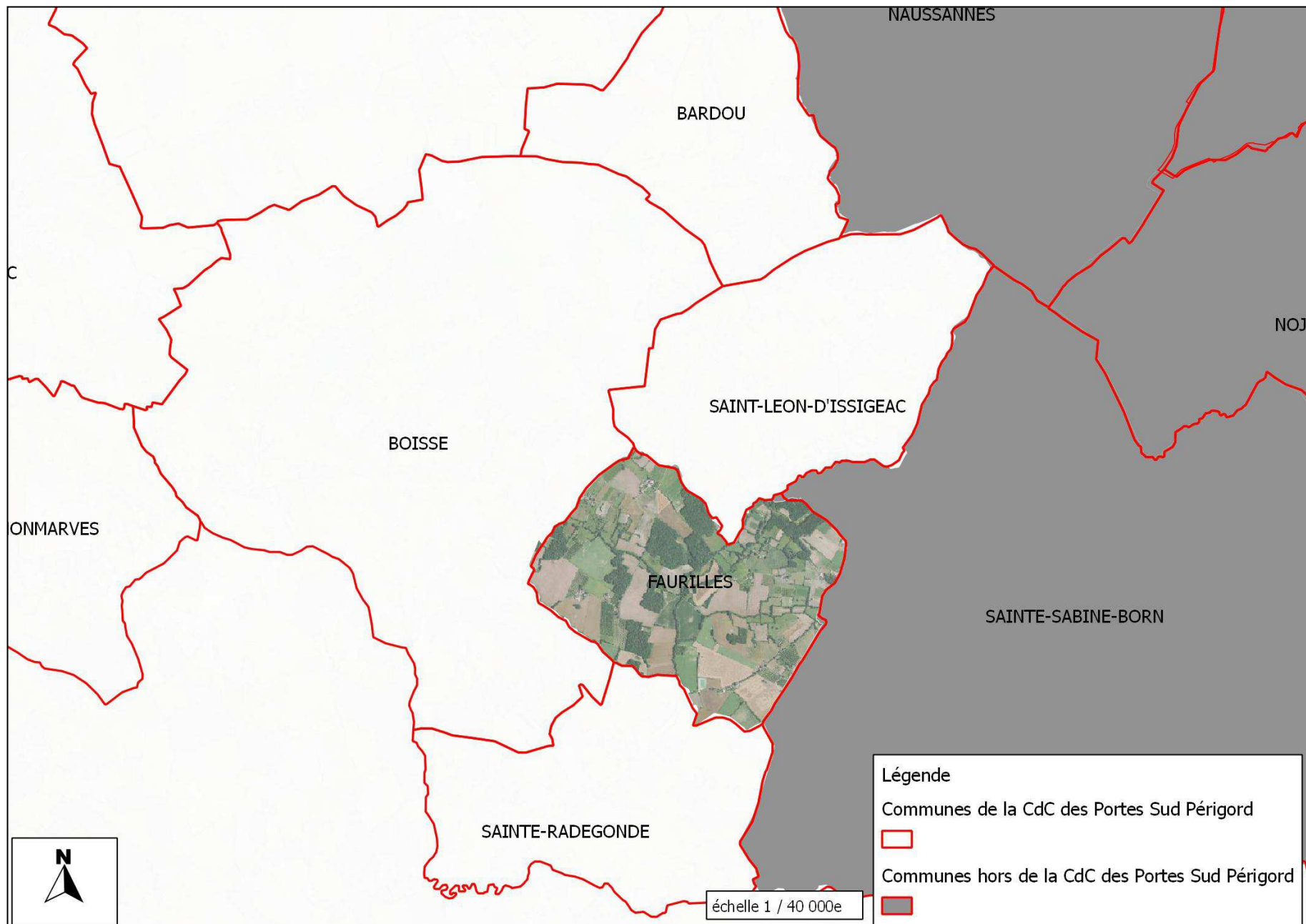
## 1.1 Présentation de la commune de Faurilles

La commune de Faurilles appartient au canton d'Issigeac et à la Communauté de Communes des Portes Sud Périgord. Elle est intégrée dans le SCOT du Bergeracois en cours d'élaboration. Les liaisons vers l'est (Sarlat, Brive-la-Gaillarde), l'ouest (Bordeaux) et le nord (Périgueux) sont redistribuées par le nœud routier que représente Bergerac.

**Carte N° 1 : PLAN DE SITUATION**



Carte N° 2 : Présentation de la commune – carte IGN

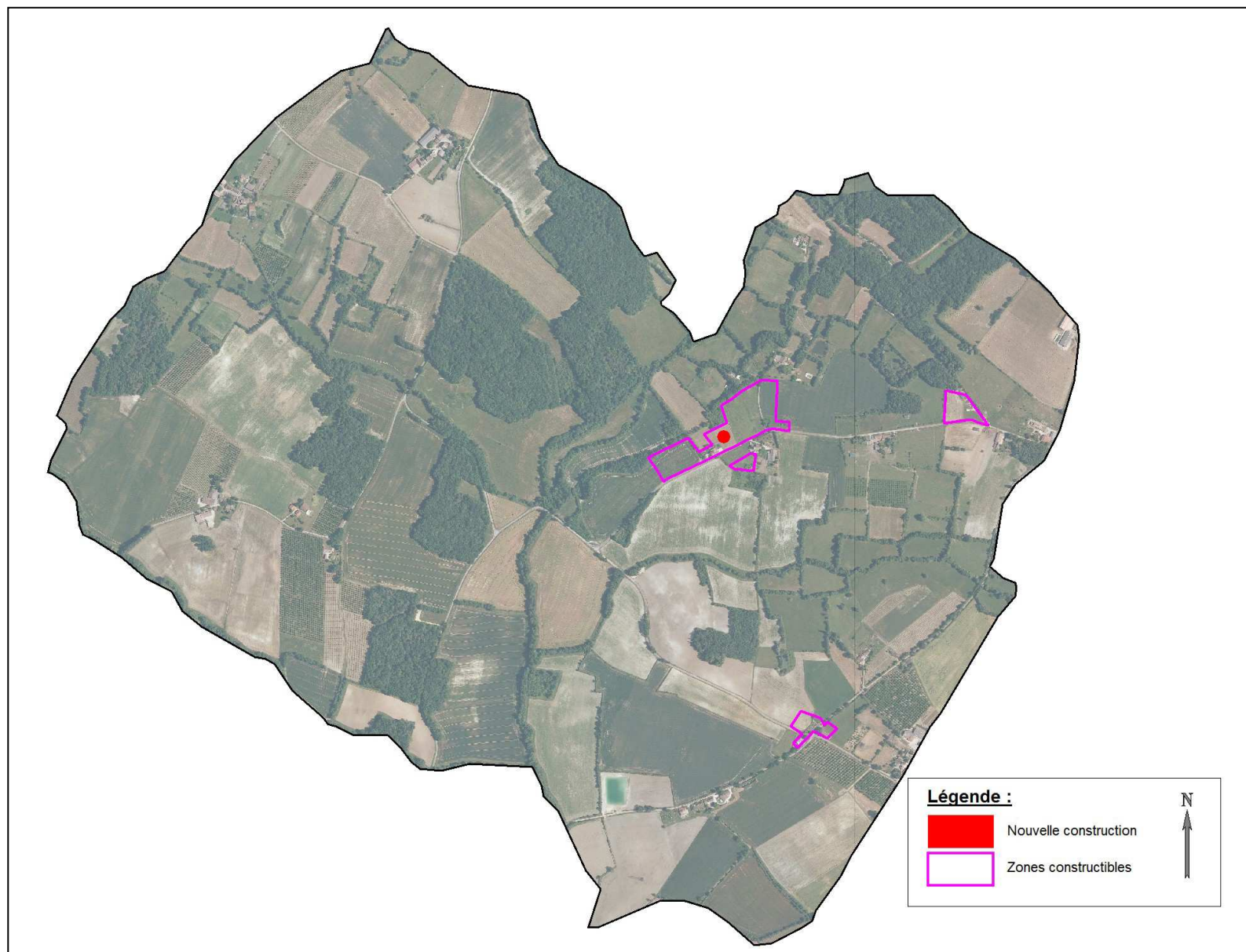




## 1.2 Le bilan de la carte communale

### Cartes N°3 : Nouvelles constructions depuis 2008

Depuis l'approbation de la carte communale en 2008 la commune comptabilise 1 nouvelle construction pour de l'habitat sur une superficie de 3 800 m<sup>2</sup>. Depuis 6 ans environ 8 % de la surface urbanisable a été utilisée.



**Bilan en terme de surface « consommée » (cf. tableau ci-après) :**

	En 2008					
Lieux-dit	Zone U (ha) (2008)	Surface constructible (ha)	nouveau calcul surface constructible	Surface consommée depuis 2008	Nbre de lots	Surface constructible restante
Le Bourg	3,78	3,02	3,49	0,38	1	3,11
Les Caillauds	0,60	0,30	0,30	0,00	0	0,30
Rieutord	0,72	0,72	0,72	0,00	0	0,72
<b>TOTAL (U)</b>	<b>5,10</b>	<b>4,04</b>	<b>4,51</b>	<b>0,38</b>	<b>1</b>	<b>4,13</b>

Remarque: Des corrections ont été apportées sur les surfaces en zones U et les surfaces réellement urbanisables en 2008.

## **PRESENTATION DU PROJET DE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE**

### 1.3 Les raisons de la révision de la Carte Communale

#### Enjeux et projet du territoire

Les élus du territoire sont très attentifs à l'accompagnement de projets générant de l'activité et de l'emploi, et en particulier les projets de tourisme et de loisirs (zones Uat et Ut). C'est essentiellement dans ce cadre que le projet de révision de la carte communale de Faurilles a été conduit.

Une réflexion plus globale sur le développement de l'habitat pourra être conduite ultérieurement, et très certainement sous la forme d'un PLUi (Plan Local d'urbanisme Intercommunal).

Un projet d'accueil touristique atypique (Glamping) a été présenté à la collectivité et rentre dans le cadre des besoins du territoire. Ce projet s'inscrit par ailleurs dans les orientations du SCOT dont les prescriptions sont :

- *« Permettre l'implantation d'activités touristiques dans les secteurs ruraux dès lors que ces structures favorisent le développement économique, pérennisent les exploitations agricoles et valorisent le patrimoine tant paysager qu'architectural (réhabilitation du patrimoine existant, mise en valeur des milieux naturels, respect des continuités écologiques, valorisation des productions agricoles locales,...) »*
- *L'offre en hébergements touristiques marchands devra être développée et modernisée. »*

## **2 INTRODUCTION**

### **2.1 Le cadre réglementaire**

#### **2.1.1 Les principes fondamentaux de la loi SRU**

Ce sont principalement les articles :

- L.111-1-1 à L.111-11 et L.121-1 à L.124-3 ;

du code de l'urbanisme qui régissent les dispositions applicables aux documents d'urbanisme. Les fondements de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et de son décret d'application du 31 Mars 2001, modifiés par la loi Urbanisme et Habitat du 2 Juillet 2003, sont précisés en particulier dans les articles :

- L 111-1-1 du Code de l'Urbanisme ;

- L 121-1 du Code de l'Urbanisme :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1. L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2. La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activité économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

3. Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

### 2.1.2 L'évolution législative des lois Grenelle I et II et de la loi ALUR

**La loi de programmation du 3 août 2009** (loi Grenelle I) propose des mesures touchant les secteurs de l'énergie et du bâtiment, des transports, de la biodiversité et des milieux naturels, de la gouvernance, et des risques pour l'environnement et la santé. Du point de vue de la planification urbaine, elle reprend les principaux grands objectifs de la loi SRU en des termes nouveaux. Elle vise ainsi à :

- Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles ;
- Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres villes ;
- Préserver la biodiversité ;
- Assurer la gestion économe des ressources et de l'espace ;
- Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports collectifs.

**La loi du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle II) formalise les grandes orientations de la loi Grenelle I, en encourageant notamment la réflexion programmatique à l'échelle supra-communale, au travers d'une valorisation de l'outil SCOT. Elle étend par ailleurs le champ de l'évaluation environnementale (article 16). Enfin, elle réaffirme les objectifs de préservation de la ressource en eau en donnant notamment plus de moyens aux collectivités territoriales.

**La loi Grenelle II** comporte par ailleurs un important volet consacré à l'agriculture durable, et traite également de la question de l'assainissement et des ressources en eau.

**Le Titre IV de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014** pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR, vise à « Moderniser les documents de planification et d'urbanisme », dont les cartes communales.

L'article 133 modifie l'article L.121-10 du Code de l'urbanisme afin de prévoir, en application de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, l'extension du champ d'application des évaluations environnementales pour les cartes communales susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Cet article modifie également l'article L.124-2 du Code de l'urbanisme et prévoit explicitement que l'élaboration d'une carte communale est prescrite par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI compétent.

A cet égard, il convient d'observer que cet article prévoit la substitution de l'EPCI nouvellement compétent, dans un délai de deux ans, pour tous les actes et délibérations afférents aux procédures engagées par la commune ou l'EPCI avant leur intégration dans son périmètre lorsque celui-ci souhaite son achèvement.

Il modifie l'article L.126-1 du même code pour prévoir que les cartes communales comporteront en annexe les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Cette disposition vise à enrichir ce document d'urbanisme d'une information essentielle pour les habitants et les porteurs de projets et qui était jusque-là difficilement accessible.

Ensuite, ce Chapitre comporte une Section 3 relative à la « Compétence des communes en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme ».



L'article 134 de la loi modifie l'article L.422-1 du Code de l'urbanisme afin que les communes couvertes par une carte communale deviennent compétentes en matière de délivrance d'autorisation du droit des sols.

Cette compétence est automatique pour les communes se dotant de cartes communales après l'entrée en vigueur de la présente loi.

En revanche, dans les communes dotées d'une carte communale approuvée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le maire devient compétent au nom de la commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, si elles n'ont pas pris la compétence de délivrance des autorisations d'urbanisme avant cette date.

Ce transfert de compétence au profit des communes s'accompagne d'une diminution progressive des possibilités de mise à disposition des capacités d'ingénierie de l'Etat.

L'article 134 modifie en conséquence l'article L.422-8 dudit code, et abaisse le seuil de mise à disposition des services de l'Etat de 20.000 à 10.000 habitants pour les EPCI compétents

Pour inciter les collectivités à prendre leur autonomie en matière d'instruction des dossiers et favoriser la mise en place de services mutualisés à l'échelle des EPCI de 10.000 habitants et plus, il est prévu que cette disposition entrera en vigueur le 1er juillet 2015, de même qu'il est prévu que l'Etat et les collectivités puissent signer des conventions de transition.

Enfin, le Chapitre II consacre une Section 5 sur le « Transfert de compétences, modernisation du plan local d'urbanisme communautaire et évolution des périmètres des plans locaux d'urbanisme ».

L'article 136 modifie les articles L.5214-16, L.5214-23-1 et L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales.

Désormais, les communautés d'agglomération et les communautés de communes seront de plein droit compétentes en matière de carte communale.

Le transfert de compétence interviendra dans les trois ans après la date de publication de la loi, sauf si un quart des communes représentant 20% de la population s'y oppose.

Néanmoins, si la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas, aux termes des trois ans, devenue compétente, elle le devient le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf en cas d'opposition des communes dans les mêmes conditions que celles mentionnées ci-dessus, dans les trois mois suivant le vote de l'organe délibérant.

Enfin, l'article 137 crée l'article L.600-9 du Code de l'urbanisme afin de donner la possibilité au juge de surseoir à statuer et de demander, dans un délai déterminé, la régularisation d'une illégalité, qu'elle soit de forme, de procédure ou de fond, entachant une carte communale.

Cette disposition est d'application immédiate aux recours contentieux initiés après l'entrée en vigueur de la loi.

### **2.1.3 La loi sur l'eau et les milieux aquatiques**

La réforme de la loi sur l'eau a abouti à la promulgation de La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006. Elle vise une gestion équilibrée des ressources en eau au travers de deux objectifs majeurs :

- reconquérir la qualité des eaux superficielles et souterraines en atteignant en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la directive cadre européenne (DCE) du 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, et retrouver une meilleure adéquation entre besoins et ressources en eau dans une perspective de développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau ;

- adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en termes de transparence vis-à-vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale.
- Cette loi doit en outre permettre la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides.

### **LE SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)**

La mise en place, à l'échelle des grands bassins hydrographiques, des **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux** ont été prévus par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, afin de fixer pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

La DCE du 22 décembre 2000 vise à établir un cadre pour la gestion et la production des eaux par bassin hydrographique. Elle fixe des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles et souterraines. La transcription dans le droit français de la DCE par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 fait du SDAGE le principal outil de mise en œuvre de la politique européenne de l'eau.

Le SDAGE fixe des objectifs pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines) du bassin. L'atteinte du « bon état » en 2015 est un des objectifs généraux, sauf exemptions ou procédures particulières dûment motivées dans le SDAGE. Les modalités d'évaluation de l'état des eaux sont adaptées aux caractéristiques des masses d'eau considérées.

Par rapport aux précédents SDAGE (approuvés en 1996), il s'agit d'un vrai saut quantitatif et qualitatif dans l'évaluation de l'état des eaux et la fixation d'objectifs.

### **LE SAGE**

Le SAGE est un outil de planification à portée réglementaire qui est opposable à toute personne publique ou privée de manière plus ou moins forte : les décisions qui interviennent dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le SAGE, les autres décisions doivent le prendre en compte. Ainsi, les documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme,...) doivent respecter les orientations du SAGE. La Commission Locale de l'Eau (CLE) est chargée de veiller au respect des décisions du SAGE notamment en formulant des avis sur les dossiers d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

#### **2.1.4 La loi sur l'archéologie préventive**

Depuis l'ordonnance du 20 février 2004 ratifiée par la loi du 9 décembre 2004, les règles portant sur l'archéologie préventive sont regroupées au sein du code du Patrimoine, qui regroupe des dispositions du droit français concernant le patrimoine et certains services culturels.

Ce code vient notamment remplacer la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Des obligations légales s'imposent à tout permis de construire en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques. Ces découvertes doivent être déclarées au Ministère de la Culture qui pourra mandater l'Institut National des Recherches en Archéologie Préventive (INRAP) afin de réaliser un diagnostic et des fouilles.

## **2.1.5 Législation relative aux risques sismiques**

### **Réglementation**

Articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement ;

Articles du Code de l'Environnement relatifs à la prévention du risque sismique complétés par :

Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » relatifs à la prévention du risque sismique.

## **2.2 La procédure et le dossier de Carte Communale**

### **2.2.1 Les modalités de révision d'une carte communale**

**Les modalités de révision d'une carte communale sont fixées par l'article R 124-4 et suivants du code de l'urbanisme.**

S'agissant de la procédure, les modalités de révision sont identiques à celles présidant à l'élaboration de la carte communale. Le maire est compétent pour conduire la procédure (article R. 124-4) qui donne lieu à enquête publique (article R. 124-6 dudit code).

La délibération et l'arrêté préfectoral qui révisent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et, dans ce cas, dans les mairies des communes membres concernées.

Chacune des formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

La révision de la carte communale produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues au premier alinéa de l'article R. 124-8, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

### **2.2.2 Constitution du dossier de Carte Communale**

La carte communale comprend plusieurs documents :

- Le rapport de présentation (article R 124-2-1 du code de l'urbanisme).
- Le ou les document(s) graphique(s) qui délimitent les secteurs où les constructions sont admises. Seuls ces documents sont opposables aux demandes d'autorisation d'urbanisme.
- Les annexes qui comportent les servitudes d'utilité publique.

### **2.2.3 Contenu du rapport de présentation de la carte communale**

Lorsque la carte communale doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique et décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels elle doit être compatible ou qu'elle doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Expose les motifs de la délimitation des zones, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;

6° Rappelle que la carte fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance de la carte communale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de révision de la carte communale, le rapport de présentation est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

**1<sup>IER</sup> VOLET**

**LE CADRE TERRITORIAL  
LE DIAGNOSTIC COMMUNAL  
ET LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT**

### 3 Le Cadre territorial

#### 3.1 L'intercommunalité et le SCOT Bergeracois

La création de la Communauté de Communes des Portes Sud Périgord a été actée par l'arrêté préfectoral n° 2013147-0003 du 29 mai 2013.

Effective le 1<sup>er</sup> janvier 2014, elle est issue de la fusion de la Communauté de Communes du Pays Issigeacois et de la Communauté de Communes Val et Coteaux d'Eymet. Ce nouvel ensemble comprend 28 communes, soit une population municipale de 8 427 habitants au recensement de 2011, sur un territoire de 286,66 km<sup>2</sup>.

Avant cette fusion, la Communauté de Communes du Pays Issigeacois rassemblait 16 communes sur une superficie de 16 264 ha soit environ 163 km<sup>2</sup>. **La population totale était de 3414 habitants selon les résultats du recensement de la population de 2009. La densité moyenne était de 20.9 habitants / km<sup>2</sup> ce qui confirme la dimension essentiellement rurale de ce territoire.**

La commune de Faurilles, tout comme l'ensemble de l'intercommunalité, est concernée par le SCoT Bergeracois dont le projet a été arrêté le 29 janvier 2014. Le SCoT Bergeracois regroupe 66 communes, avec une population 67168 habitants pour une superficie de 866 km<sup>2</sup>, soit une densité de 78 hab/km<sup>2</sup>.

Le PADD du SCOT Bergeracois a fait le choix d'un développement polarisé sur le territoire, c'est-à-dire organisé selon un maillage de pôles d'influences.

Le développement territorial du Bergeracois est multi polarisé. Il s'opère selon trois échelles emboîtées et interdépendantes les unes des autres : le pôle urbain, les polarités d'équilibre et les communes rurales.

L'objectif est de renforcer l'équilibre entre les différents niveaux de polarité, afin que le développement des communes les mieux équipées rayonne sur les communes environnantes.

L'enjeu est de structurer chaque bassin de vie dans le cadre d'une démarche globale d'aménagement du territoire (démographie, habitat, équipements, emplois et déplacements).

La commune de Faurilles, identifiée comme une commune rurale est rattachée au pôle d'équilibre de la commune d'Issigeac.

L'économie locale est essentiellement tournée vers les **productions agricoles avec en particulier le plateau céréalier et la viticulture**. La Communauté de Communes fait partie du Pays Bergeracois. Sa visibilité touristique porte de fait sur le thème « **vignobles et Bastides** ». Concrètement, elle se raccroche prioritairement au second thème et valorise avant tout son **patrimoine architectural** (renommée de la Bastide d'Issigeac), et son **cadre paysager** au-travers du PDIPR (Plan de Développement des Itinéraires de Promenade et de Randonnée).

Le secteur est traversé par un axe routier nord/sud important, la N21, qui relie Bergerac à Agen. Il est complété par 2 axes secondaires que sont la **D14 (nord-ouest/sud-est** et la **D25** (sud-ouest/nord-est). L'agglomération Bergeracoise ayant généré des liens routiers et ferroviaires, est un nœud incontournable qui redistribue les flux vers le nord, l'est et l'ouest.



Tableau de synthèse de l'évolution de la population intercommunale entre 2006 et 2011.

Communes	Population (2006)	Population totale (2011)	Evolution de la pop.	Superficie (ha)	Densité (ha/km <sup>2</sup> )
Bardou	44	42	-2 (-5 %)	476	8,8
Boisse	226	246	20 (+ 9 %)	1658	14,8
Conne de Labarde	215	231	16 (+ 7 %)	1005	23
Eymet	2541	2593	52 (+ 2 %)	3125	83
<b>Faurilles</b>	<b>52</b>	<b>43</b>	<b>-9 (-17 %)</b>	<b>430</b>	<b>10</b>
Faux	562	589	27 (+ 5 %)	1607	36,7
Flaugeac	290	328	38 (+ 13 %)	735	44,6
Fonroque	248	280	32 (+ 13 %)	900	31,1
Issigeac	677	715	38 (+ 6 %)	916	78,1
Monmadalès	68	76	8 (+ 12 %)	504	15,1
Monmarvès	46	59	13 (+ 28 %)	562	10,5
Monsaguel	148	161	13 (+ 9 %)	1157	13,9
Montaut	109	118	9 (+ 8 %)	1616	7,3
Plaisance	469	444	-25 (- 5 %)	2475	17,9
Razac d'Eymet	283	304	21 (+ 7 %)	1228	24,8
Sadillac	104	109	5 (+ 5 %)	563	19,4
Saint Aubin de Cadelech	315	321	6 (+ 2 %)	1366	23,5
Saint Aubin de Languais	264	304	40 (+ 15 %)	927	32,8
Saint Capraise d'Eymet	141	141	0	1118	12,6
Saint Cernin de Labarde	200	197	-3 (- 2 %)	1139	17,3
Sainte Eulalie d'Eymet	71	79	8 (+ 11 %)	672	11,8
Sainte Innocence	104	98	-6 (- 6 %)	720	13,6
Saint Julien d'Eymet	109	110	1 (+ 1 %)	581	18,9
Saint Léon d'Issigeac	119	114	-5 (- 4 %)	568	20,1
Saint Perdoux	135	136	1 (+ 1 %)	743	18,3
Sainte Radegonde	61	57	-4 (- 7 %)	481	11,9
Serres et Montguyard	181	215	34 (+ 19 %)	685	31,4
Singleyrac	301	317	16 (+ 5 %)	709	44,7

La population totale intercommunale était de 8 083 habitants en 2006 pour 8427 en 2011, soit une progression de 4.2 % (344 habitants) en 5 ans.

La commune de Faurilles a sa population qui diminue.

En terme de densité, la densité moyenne intercommunale est de 29.4 habitants au km<sup>2</sup>, la commune de Faurilles fait partie des 3 communes de l'intercommunalité dont la densité de population est inférieure ou égale à 10 habitants au km<sup>2</sup>.

## 3.2 Le SDAGE Adour Garonne 2016-2021

### 3.2.1 Le SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est élaboré par le comité de bassin Adour-Garonne, en concertation avec les acteurs de l'eau. Il fixe les objectifs environnementaux à atteindre, dont 60 % des masses d'eau du bassin en bon état écologique d'ici 2021.

#### Les 6 grandes orientations du SDAGE

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance

La gouvernance, c'est-à-dire les relations qui existent entre pouvoirs publics, intérêts privés et société civile, doit devenir plus transparente et plus cohérente pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau.

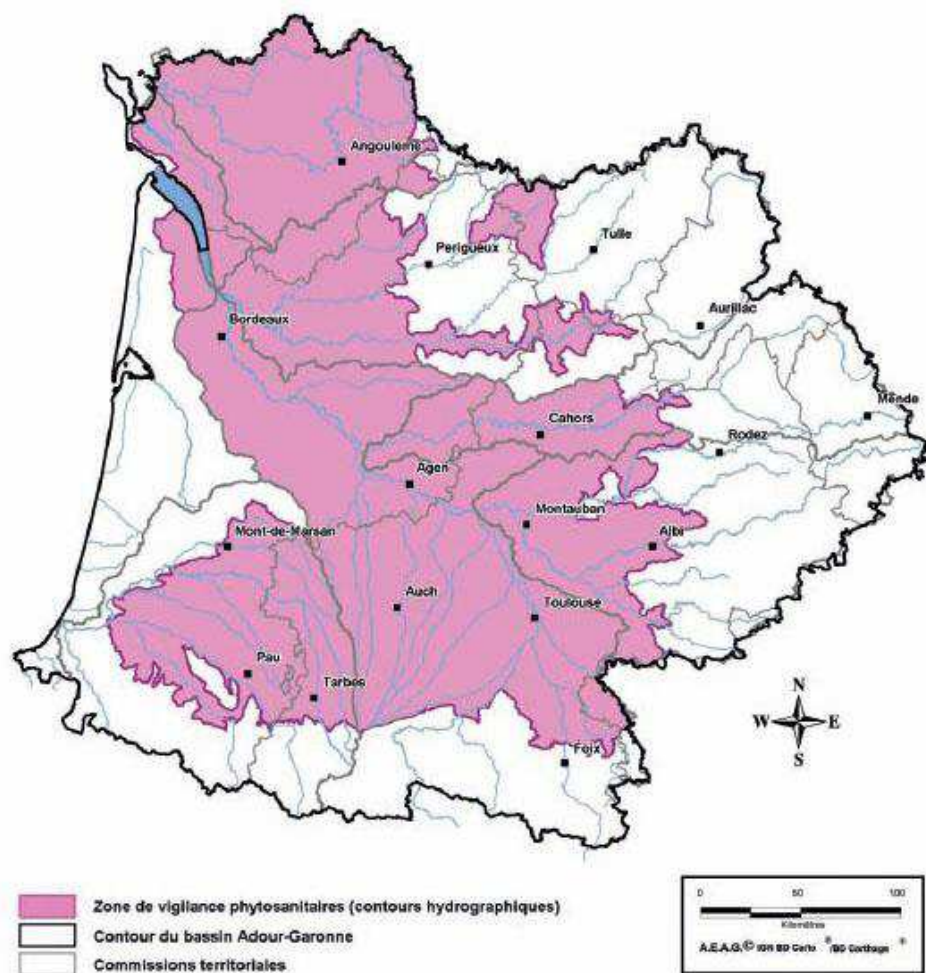


**SDAGE 2016-2021**

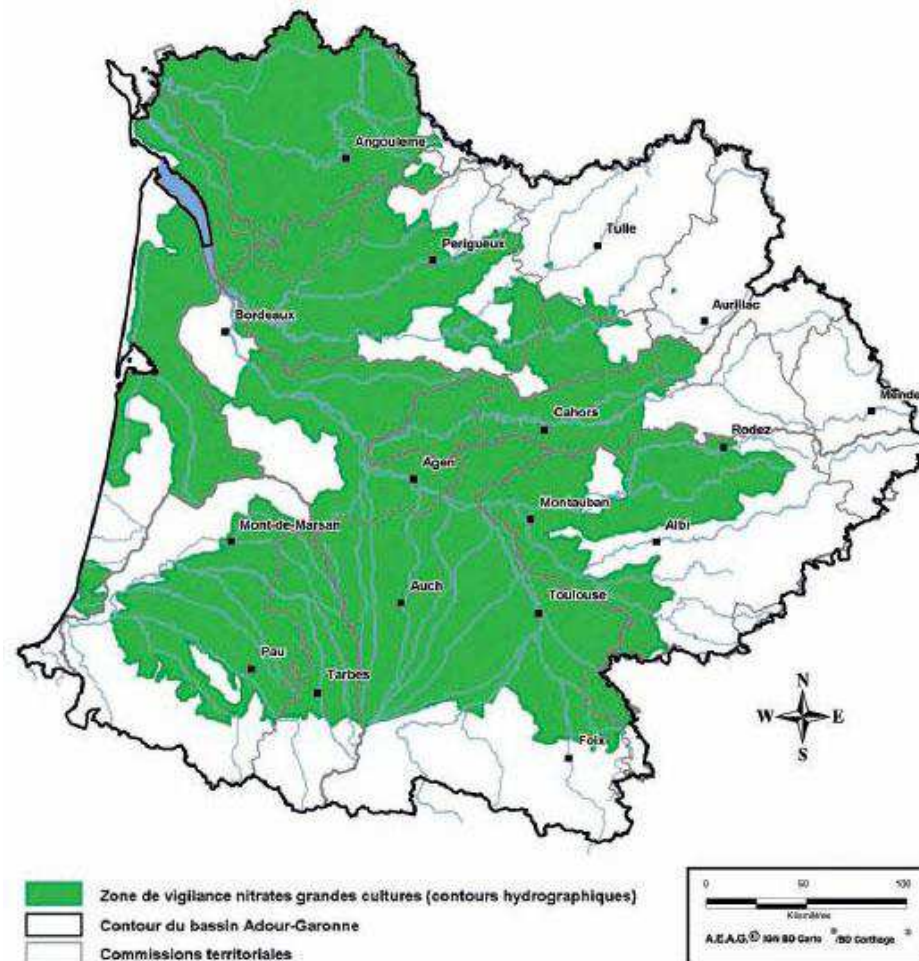
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques

Pour atteindre le bon état des eaux et mettre en conformité les eaux brutes destinées à la consommation humaine, la baignade et la conchyliculture, mais aussi pour alimenter les piscicultures en eau de bonne qualité, il est impératif, en accord avec le Grenelle de l'environnement, d'améliorer la qualité des eaux et de restaurer la morphologie et la dynamique naturelle des milieux aquatiques.

#### Zones de vigilance pollutions diffuses : phytosanitaires

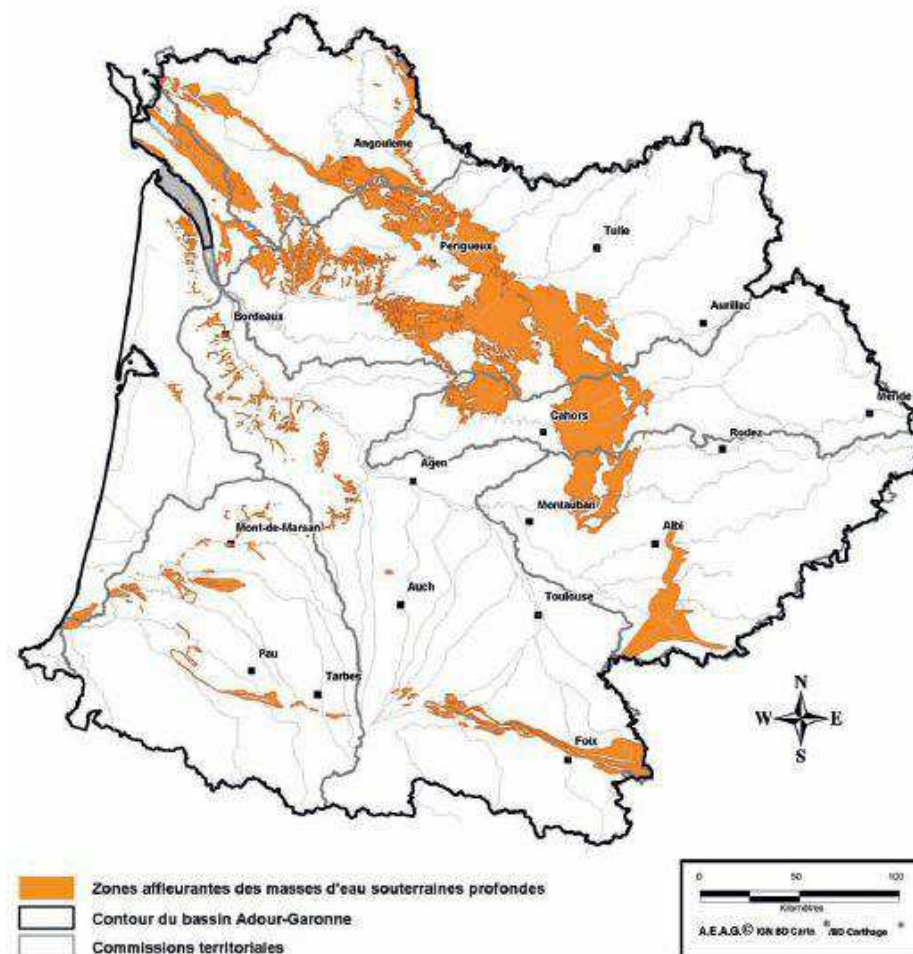


#### Zones de vigilance pollutions diffuses : nitrates





- Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- Gérer durablement les eaux souterraines
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau
- Préserver, restaurer et gérer les milieux aquatiques à forts enjeux environnementaux
- Préserver, restaurer la continuité écologique



SDAGE 2016-2021

- Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques

Un premier enjeu : alimenter en eau potable de qualité près de 8 millions d'habitants en période de pointe et agir en priorité sur les captages stratégiques.

Un second enjeu : garantir aux baigneurs et curistes des eaux présentant toutes les qualités sanitaires.

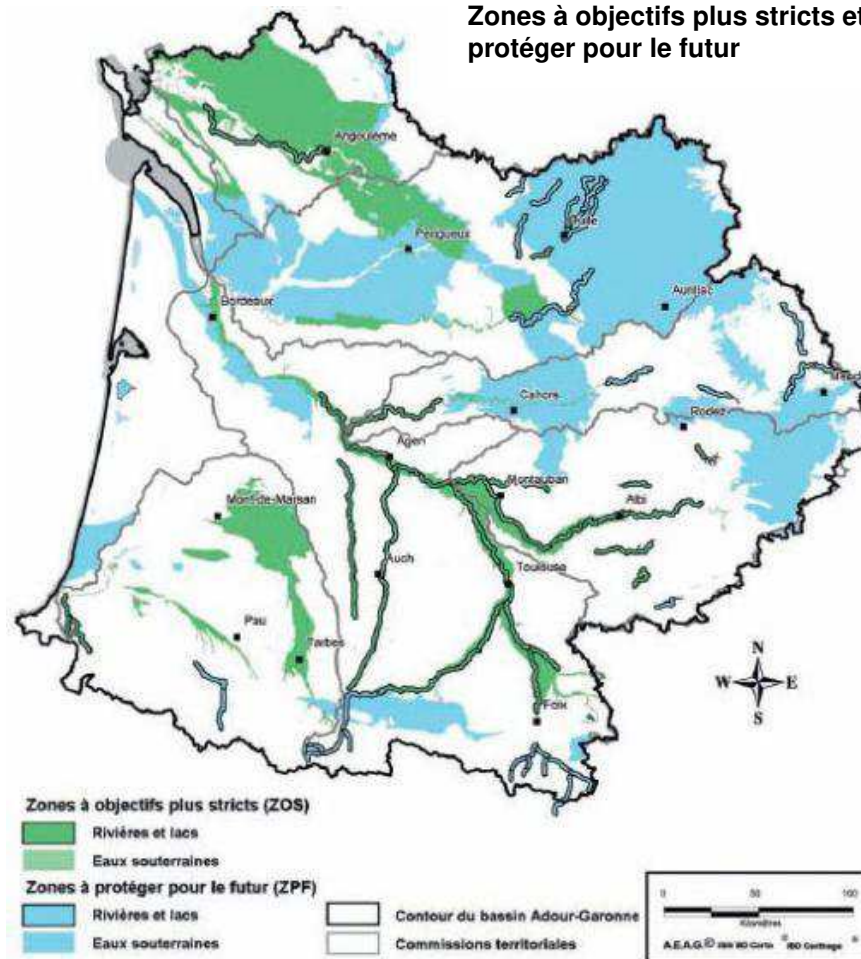
Un cadre de travail : le Plan National Santé Environnement (PNSE) et ses déclinaisons régionales (PRSE).

- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique

La gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau :

- un enjeu majeur pour le bassin Adour-Garonne qui connaît régulièrement des étiages sévères et présente de forts risques d'inondation ;
- des mesures pour concilier la préservation des milieux aquatiques, la protection contre les inondations et le développement des activités économiques, en prenant en compte la perspective du changement climatique.
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire
- Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire ;
- Développer une politique territoriale adaptée aux enjeux des zones de montagne ;
- Développer une politique territoriale adaptée aux enjeux des milieux littoraux cohérente avec les conclusions du Grenelle de la Mer.

**Zones à objectifs plus stricts et zones à protéger pour le futur**



### 3.2.2 LE SAGE

Faurilles est rattaché au SDAGE Adour-Garonne.

La mise en place d'un SAGE Dordogne Atlantique, qui concernerait certaines communes du Pays Issigeacois, (partie Nord) est à l'étude par Epidor (Etablissement Public Territorial de Bassin).

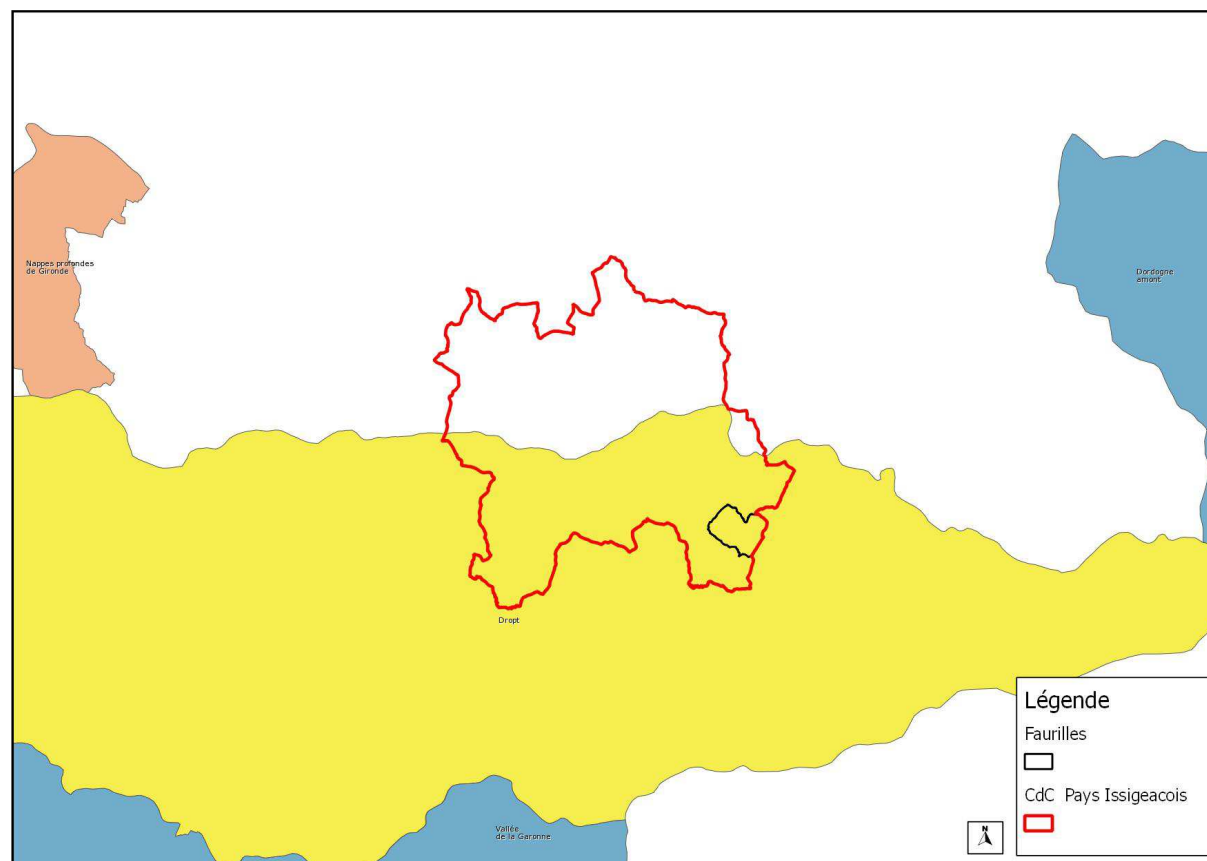
La commune de Faurilles fait également partie du SAGE Dropt , porté par la structure EPIDROPT.

**Arrêté du périmètre: 10/06/2015**

#### Liste des enjeux du SAGE:

- Améliorer la qualité des eaux en luttant contre les pollutions diffuses notamment nitrates et phytosanitaires
- Restaurer la dynamique fluviale
- Réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations et à l'étiage
- Préserver la biodiversité, notamment les poissons migrateurs

*(source Epidor – périmètre du SAGE)*



### **3.3 Le Programme d'Intérêt Général (PIG)**

**La commune est concernée par un PIG départemental logement habitat indigne mené par le Conseil Général (PACT Dordogne - Habitat et Développement Dordogne Périgord - 56 rue Gambetta - BP 1011 - 24001 PERIGUEUX Cedex - Tél : 05.53.06.81.20 - Fax : 05.53.35.15.90 - Courriel : [accueil@pact-dordogne.fr](mailto:accueil@pact-dordogne.fr)).**



## 4 LES HABITANTS

### 4.1 DEMOGRAPHIE : EVOLUTION DE LA POPULATION

**POP T1M - Population**

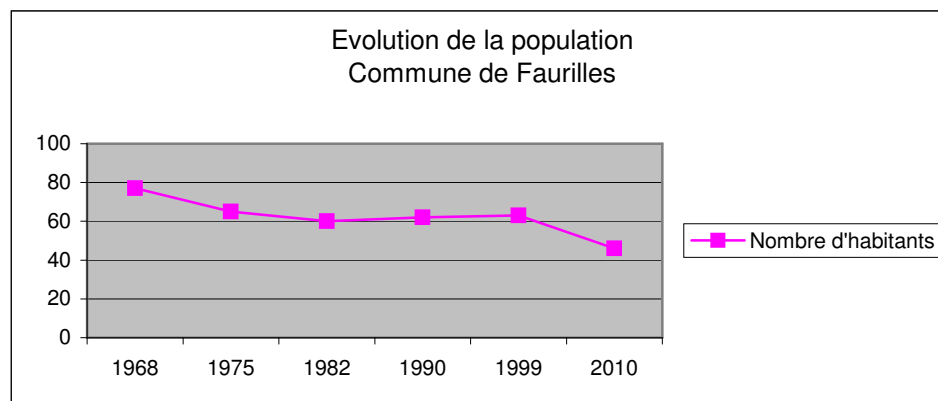
	1968	1975	1982	1990	1999	2010
Population	77	65	60	62	63	46
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	17,9	15,1	14,0	14,4	14,7	10,7

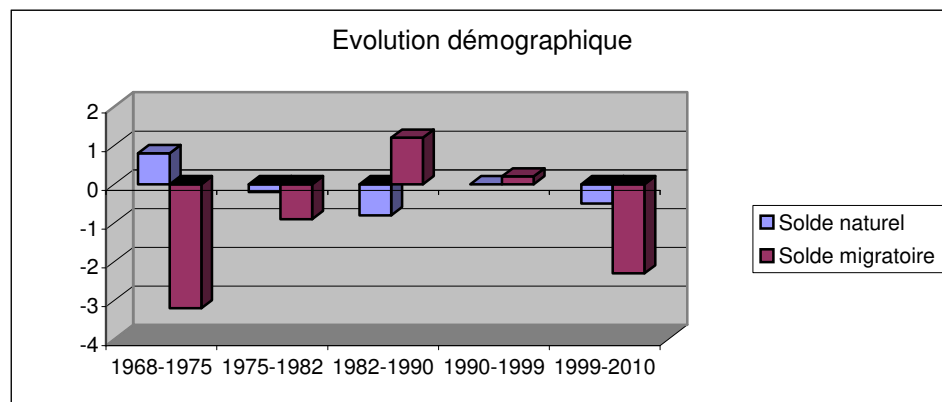
Ce tableau fournit une série longue.

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique,  
dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2012.

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments, RP1999 et RP2010 exploitations principales

La population subit une diminution depuis 1968 avec une tendance à l'augmentation entre 1990 et 1999. En 2010, le nombre d'habitants recensés est de 46.





Le solde naturel (différence des décès par rapport aux naissances) est négatif depuis 1982.

Le solde migratoire est très irrégulier, la commune connaît une vague importante d'arrivées entre 1968 et 1975, puis entre 1982 et 1990 mais est négatif depuis 1999.

## 4.2 Indice de Jeunesse

**Indice de jeunesse en 2011 :**

	Commune de Faurilles	Communauté de communes du Pays Issigeacois	Communauté de communes Val et coteaux d'Eymet	Département de la Dordogne
De 0 à 19 ans / 60 ans et +	1.00	0.54	0.51	0.62 (pour 0.66 en 1999)

Un indice de jeunesse élevé par rapport à celui des deux communautés de communes formant celle des Portes Sud Périgord, également nettement supérieur à celui du département.

La population de Faurilles est donc plus jeune que celle du canton et du département.

## **5 ECONOMIE ET ACTIVITES**

### **5.1 La principale activité de la commune repose sur l'économie agricole**

#### **L'économie agricole**

La commune recense dix sièges d'exploitation sur son territoire.

5 de ces exploitations possèdent un élevage (cf. carte N° 11 ci-après – périmètre de protection autour des bâtiments d'élevage).

Les productions sont les suivantes :

- Les cultures de céréales, vigne et pruniers sont majoritaires (concerne 6 exploitations)
- Maraîchage
- Elevages de bovins lait
- Elevages de caprins Bio + transformation et ventes sur les marchés
- Elevages de bovins viandes
- Elevage de chevaux

Il n'y a pas de réseau d'irrigation sur la commune de Faurilles, de même que sur l'ensemble du plateau d'Issigeac. Au niveau de la communauté de communes du Pays Issigeacois, seule la commune de Saint-Léon-d'Issigeac est concernée par un réseau : ASL (Association Syndicale Libre) de Cognac.

Les surfaces agricoles produisent essentiellement des céréales et des oléo protéagineux.

La production de maïs est quasi inexistante sur le territoire communal.

De grands espaces agricoles se dessinent, notamment sur une partie Ouest de la commune, l'agriculture s'est orientée vers la culture de céréales et délaisse petit à petit les surfaces en cultures permanentes et en herbe.

Cette tendance est liée par :

- des contraintes engendrées par la production animale qui est très souvent génératrice de main d'œuvre et qui implique une présence quasi permanente sur l'exploitation,
- des primes PAC liées à la production de céréales plus élevées que les autres cultures,
- des terres propices à la culture des céréales,
- et le cours des prix qui ne cesse de fluctuer en production animale tandis que celui des céréales est en augmentation régulière liée au cours du marché mondial.

Les espaces en prairies sont principalement présentent dans la partie nord du territoire.

### **Cadre réglementaire relatif à l'activité agricole**

L'épandage d'effluents d'élevage sur les parcelles est encadré par une réglementation. Selon laquelle l'épandage doit se faire : à une distance minimale des habitations, (entre 0 et 100 mètres), selon la nature des déjections animales apportées aux champs (fumiers, lisiers, compost), selon la pratique utilisée par l'éleveur (enfouissement ou non, délai d'enfouissement (de 12 h ou 24 h), et enfin le nombre maximum d'animaux présents simultanément sur l'exploitation.

C'est ce critère et la nature des effluents (lisiers ou fumiers) qui déterminent le régime réglementaire de l'exploitation : Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ou Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La réglementation prévoit pour les seuls élevages ICPE soumis à autorisation l'application du principe de réciprocité : toute nouvelle construction de « tiers » doit tenir compte du plan d'épandage des éleveurs et s'ériger à distance suffisante des parcelles recevant des effluents d'élevage.

Pour les autres, l'arrivée d'habitations nouvelles à proximité de ces parcelles les contraint à restreindre leur plan d'épandage, et par conséquent leur activité agricole. Afin de ne pas pénaliser l'activité des entreprises agricoles et laisser une marge de manœuvre au développement des exploitations agricoles, la Chambre d'Agriculture de la Dordogne recommande d'éloigner les zones constructibles de 100 mètres de toutes surfaces recevant des effluents d'élevage.

En ce qui concerne les bâtiments d'élevage, la réglementation qui s'applique impose que toutes les exploitations possédant des animaux sur la commune soient soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD) du 13 février 1998 ; les bâtiments d'élevage sur aire paillée ne peuvent pas s'implanter à moins de 50 mètres de logements de tiers.

Les élevages de porcs et de veaux sur lisier de même que les palmipèdes gras en gavage sur lisier ne peuvent être implantés à moins de 100 mètres des locaux habités.

Le principe de réciprocité (article L111-3 du Code rural) implique que la même distance réglementaire s'applique aux implantations de logements de tiers par rapport aux bâtiments d'élevage préexistants. Afin de protéger ces bâtiments des problèmes de voisinages, de permettre leur création (si projet) et leur développement, un périmètre de 100 mètres est systématiquement appliqué (doctrine départementale).

Les espaces agricoles ne doivent pas être segmentés, ceci afin de ne pas compromettre les flux de circulation (des troupeaux mais aussi des engins agricoles) et de préserver le potentiel de production de cette activité.

Carte N°4 : Bâtiments d'élevage et périmètres de réciprocité



## Légende

Faurilles



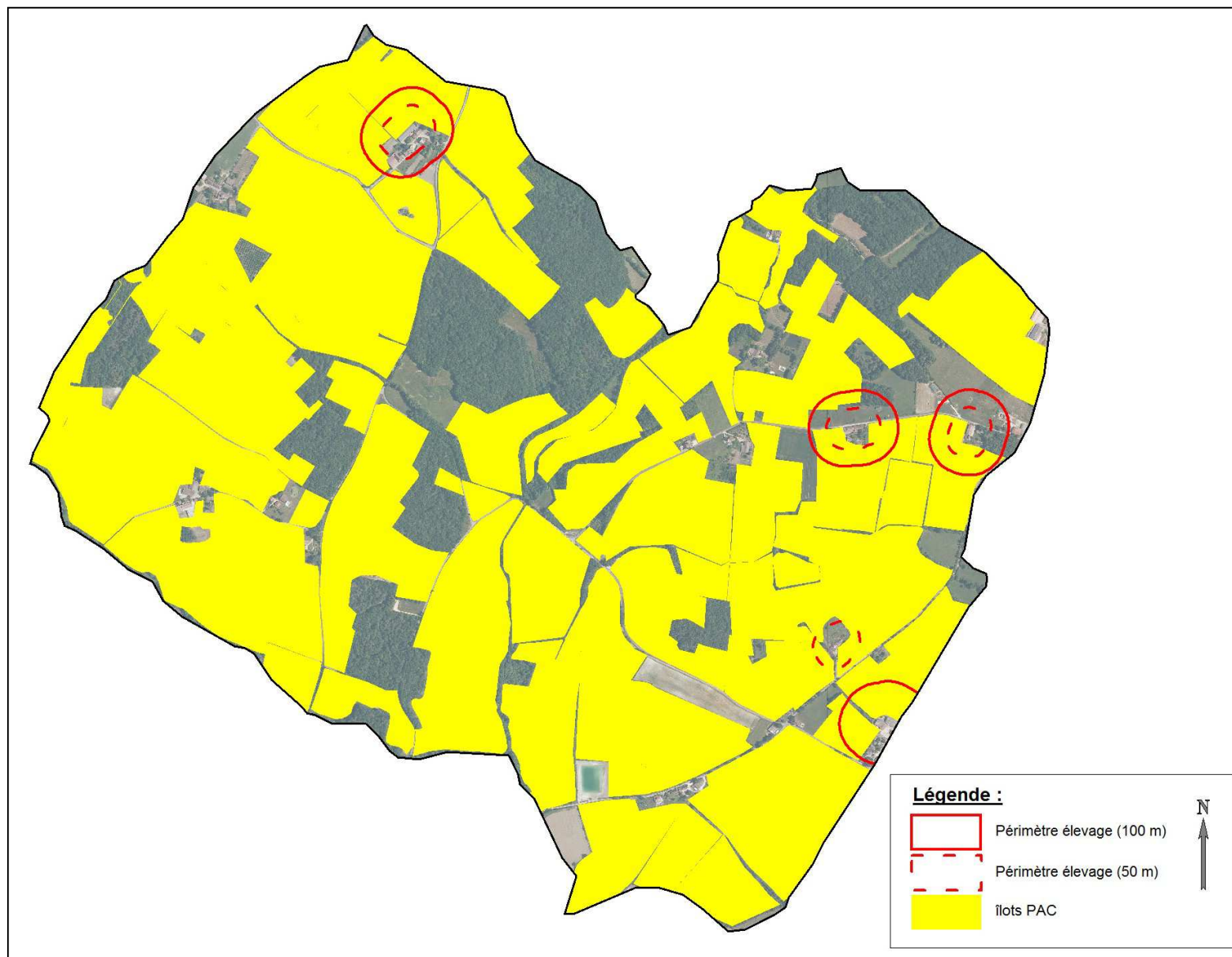
RPG 2010

-  céréales
-  oléoprotéagineux
-  maïs
-  prairies permanentes
-  prairies temporaires
-  vergers
-  vignes
-  vergers
-  maraîchage
-  autres





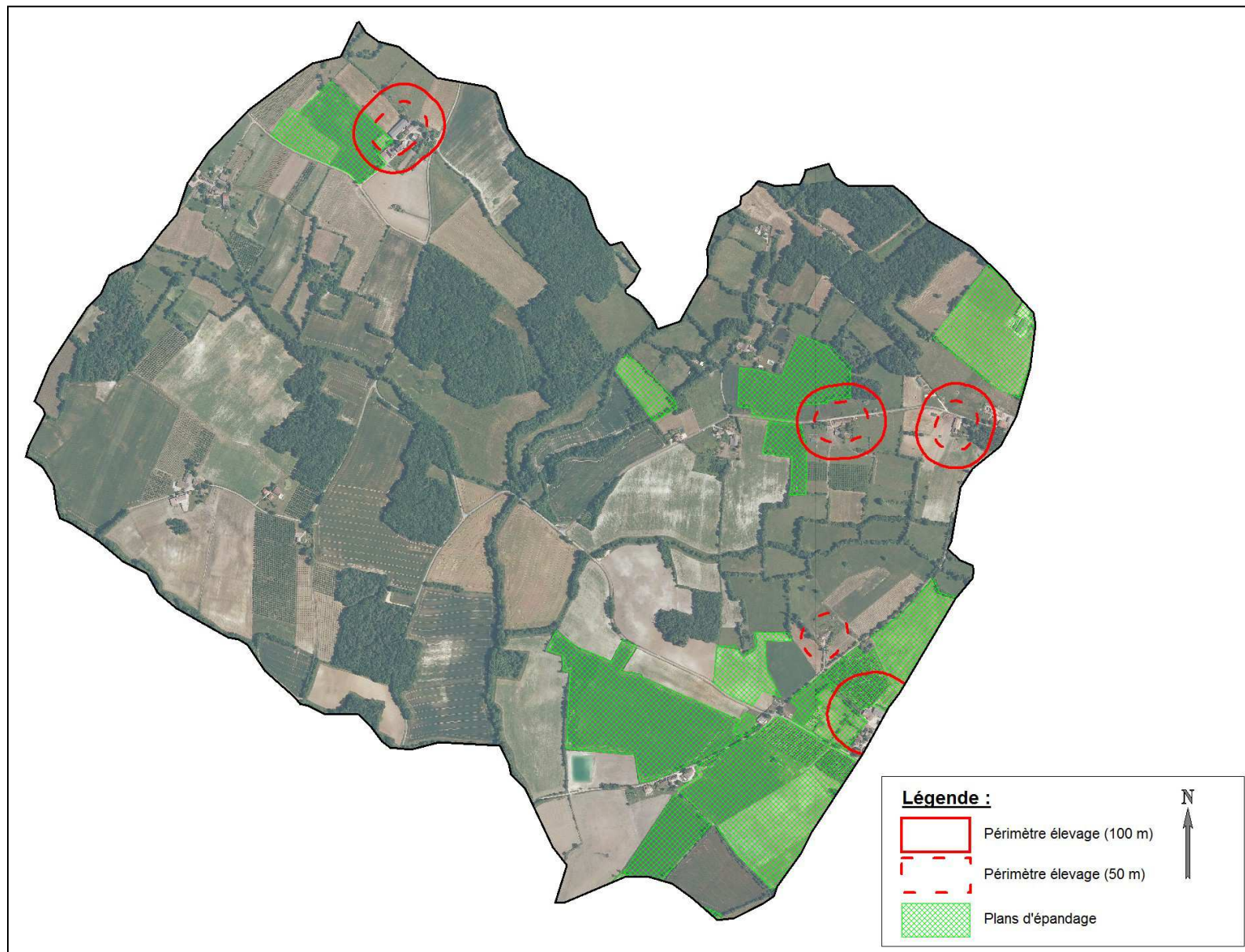
Carte N°6 : Parcelles déclarées à la PAC 2010



Les espaces cultivés déclarés à la PAC (Politique Agricole Commune) représentent environ 73 % (environ 312 ha) de la superficie communale.



**Carte N° 7 : Prise en compte des plans d'épandage :**



**En matière de qualité et d'origine des produits agricoles**, la commune de Faurilles est couverte par **13 IGP** (Indication Géographique Protégée) **et 5 AOC - AOP**.

- Fraise du Périgord / Périgord primeur ou nouveau rouge / Périgord rouge / Périgord blanc/ Périgord primeur ou nouveau blanc / Périgord primeur ou nouveau rosé / Périgord rosé/ Pruneau d'Agen / Veau du limousin / Jambon de Bayonne / Agneau du Périgord / Canard à foie gras du Sud-Ouest / Volailles de Gascogne.
- Bergerac blanc / Bergerac Rosé / Bergerac Rouge / Côtes de Bergerac Blanc / Côtes de Bergerac Rouge.

## **5.2 Autres activités économiques**

### **Entreprises dont artisans et commerçants**

- Un menuisier
- Une entreprise de travaux agricole

#### **5.2.1.1.1 Activités touristiques**

- néant

Tout comme l'ensemble des communes de l'intercommunalité, Faurilles bénéficie de chemins de randonnées connectés les uns aux autres et le long desquels un guidage a été mis en place. Il s'agit de: La Boucle de Roquepine (près de 11 km). cf. plan ci-dessous.



## Cartes N° 8 – Carte des circuits de randonnées sur la commune de Faurilles



Dans le SCOT, le constat est que le tourisme tient une place importante dans l'économie du Bergeracois, comme dans le reste du département de la Dordogne. C'est un secteur à fort potentiel de développement. Le territoire possède des atouts patrimoniaux naturels et bâtis ainsi qu'une forte renommée grâce à son vignoble et à sa gastronomie. Cependant, la majorité des touristes n'y séjourne que très peu de temps. Un manque de lisibilité se fait sentir et une politique touristique globale à l'échelle du SCoT (voire au-delà) est nécessaire afin de valoriser ce territoire (démarche engagée par l'office du tourisme, qui mérite d'être poursuivie et développée).

### **5.3 Le service scolaire et autres services**

Un RPI regroupe les communes de Faurilles, St Léon d'Issigeac, Ste Sabine Born et Monsac. La commune n'a pas de système de garderie pour la petite enfance. Les enfants sont transportés par le bus scolaire affrété par le Syndicat Intercommunal de Ramassage Scolaire de Beaumont.

### **5.4 Les associations**

Une association assure des activités festives sur la commune à destination de tous les âges : Le Foyer Rural.

## 6 ANALYSE ET HABITAT

### 6.1 Implantation du bâti

Le bâti sur le territoire communal est historiquement assez dispersé mais essentiellement relié aux axes routiers principaux (routes départementales).

Une analyse plus fine de l'implantation du bâti sera réalisée dans le cadre de l'élaboration d'un PLU ou d'un PLUi.

### Typologie urbaine

L'urbanisation de Faurilles se caractérise par un habitat diffus, implanté sur l'ensemble du territoire communal.

Si l'on parle de bourg c'est essentiellement en raison de la présence de la mairie et de l'Eglise. L'habitat immédiat composant ce bourg est représenté par une exploitation agricole, et tout récemment par une nouvelle habitation sur la parcelle jouxtant la mairie.





Le bâti est de façon générale, dispersé sur le territoire communal, et marque le plus souvent, la présence d'exploitations agricoles. Lorsqu'il est regroupé, c'est autour de corps de ferme.



## 6.2 Archéologie, architecture et patrimoine

La commune de Faurilles est concernée par l'identification de zones sensibles répertoriées par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) au niveau archéologique.



Il s'agit :

- du bourg : Eglise, cimetière ,périodes modernes.
- du Moulin blanc, Roquepine : occupations, Paléolithique Ancien, Moyen, Néolithique.
- de La Pouille : occupations, Paléolithique Ancien, Moyen, Néolithique.



### **Rappel réglementaire au niveau archéologique :**

*En dehors des zones sensibles répertoriées et présumées faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.»*

## **Patrimoine bâti - Identité du plateau d'Issigeac**

De nombreux bourgs se sont positionnés sur des hauteurs dominants légèrement le plateau. Ils sont généralement petits et compacts et il s'en dégage un esprit de solidarité par rapport aux grands espaces vides qui les entourent, et constituent des points d'appel.

Les constructions traditionnelles sont généralement en pierre calcaire claire enduite d'un crépis. Les toits, à faibles pentes sont couverts en tuile canal. Ces ensembles bâtis sont en général accompagnés par des arbres d'agrément (feuillus, conifères).

Le patrimoine bâti notable est constitué d'églises et de quelques châteaux. Le petit patrimoine : fontaine, lavoir, moulin, cabanes de vignes, pigeonnier. L'importance du patrimoine liée à l'eau témoigne de la richesse agricole passée.

Les matériaux utilisés sont extraits localement : calcaire et molasses pour les maçonneries, argile pour les tuiles et les enduits. Le caractère fragile du calcaire explique la présence de grands débords de toit pour protéger les murs de l'eau de pluie. Les linteaux et parfois les tableaux des ouvertures sont en bois. Il explique aussi l'architecture très simple des bâtiments.

Les charpentes sont en bois et soutiennent de longs pans de toiture en tuile canal.

Les fermes sont composées d'une maison d'habitation, d'une grange-étable, et d'annexe. La maison et la grange-étable sont généralement des volumes indépendants.

La maison d'habitation n'a pas de forme ou de positionnement particulier dans l'organisation des fermes. De volume quadrangulaire, elle est plus souvent à étage qu'à rez-de-chaussée. Celles en rez-de-chaussée ont un toit à forte ou faible pente, avec des fenestrons en façade. Celles à étage ont un rez-de-chaussée viticole, et un étage d'habitation auquel on accède par un escalier extérieur en pierre.

Les maisons sont mitoyennes dans les villages, et constituent des ensembles linéaires homogènes.

Les granges étables ont des formes très variées, à 2 ou 4 pans, avec croupe, pignons ouverts ou sur mur gouttereau. Construites en moellons et tuiles canal, elles se distinguent par leurs longs pans de toitures. Elles peuvent abriter de nombreuses fonctions : stockage, chai, étable...)

## Architecture rurale traditionnelle des fermes du Pays Issigeacois

Sources : Cahier de recommandations architecturales et paysagères du Pays Issigeacois, CAUE de la Dordogne



## Patrimoine bâti de Faurilles

- **Le puits de Faurilles** est creusé sur une petite place de la commune au lieu-dit La Pouille. Il permet de puiser les eaux d'infiltration, dans une région où les sources sont calcaires.

C'est un puits d'une construction relativement simple. La margelle, circulaire, est faite de pierres. La poulie, autour de laquelle la chaîne s'enroule, est supportée par une structure de fer, et permet d'accrocher un seau.

Ce puits non protégé par une toiture était un point de rencontre des villageois, où s'exerçait la solidarité villageoise.



Puit La Pouille (source: site Région Aquitaine)

- Le site du village de Faurilles est occupé dès l'époque préhistorique, même si l'on n'y trouve pas de vestiges aussi anciens. On sait que le nom est mentionné pour la première fois au XIV<sup>e</sup> siècle.

C'est au sud-est d'Issigeac que la commune s'est peu à peu constituée depuis la fin du Moyen Âge. Au XIII<sup>e</sup> siècle, une **église** pourvue d'une abside ronde y est construite. Par la suite, la commune de Faurilles traverse les vicissitudes de l'histoire sans faire parler d'elle. La commune conserve de nombreux fours à pain, dans différentes fermes et maisons.

L'église de Faurilles date du XIII<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle a sans doute été construit son clocher-mur, qui surplombe la commune.

Il est percé de **trois baies campanaires** en plein-cintre. Deux d'entre elles, situées dans la partie inférieure, sont jumelles. Une très petite ouverture occupe le fronton triangulaire dont une corniche moulurée souligne les côtés. Fait remarquable, ces baies contiennent toutes les trois une cloche, qui sont d'ailleurs de tailles très différentes.



L'église de Faurilles (source: site Région Aquitaine)

L'église de Faurilles, placée sous le double patronage de saint Martin et saint Barthélemy, est construite au XIII<sup>e</sup> siècle et remaniée au XVII<sup>e</sup> siècle. Elle conserve un clocher-mur répandu dans le Périgord.

Organisée selon un plan allongé, pourvue d'une seule nef achevée par une **abside en hémicycle**, l'église de Faurilles présente une architecture intéressante.

Son **clocher-mur** se découpe en trois niveaux : un portail en arc brisé est surmonté par une assise aux tranches verticales d'où s'élèvent des rampants incurvés.

Enfin, deux grandes baies jumelles en plein cintre complètent son décor.



Four de Cazalet (source: site Région Aquitaine)

- A Faurilles, de grandes fermes ont été construites. Le nombre de fours conservés en témoigne. Le four de Cazalet est resté authentique, inchangé depuis l'époque où l'on attendait le jour du pain avec impatience.

Les petits fermiers allaient souvent faire cuire leur pain chez les voisins ou dans le four communal, même jusque dans les années 1900.

La fumée produite par ce four était évacuée par **deux bouches** encore visibles. La porte en fer favorisait les conditions de la cuisson, en empêchant que la chaleur ne s'échappe.

De plus, par la gueule du four, nous apercevons sa **voûte en briques**. Quant à la sole, où l'on dépose le bois puis la matière à cuire, elle est notamment faite de briques.

Les fours à pain servaient également parfois au séchage des pruneaux, comme c'est le cas de celui-ci.





(source: site Région Aquitaine)

**La maison dîmière de La Pouille**, est dotée d'un four encastré. Cette demeure tire son nom de la dîme, un impôt au bénéfice du clergé.

Il reste la gueule du four de la maison dîmière, c'est-à-dire l'entrée par laquelle le bois, puis le pain, sont introduits. La voûte est faite de briques.

Le seigneur, ici un ecclésiastique, exerce en général son **droit de ban** : l'usage du four est alors soumis au versement d'une redevance, en nature le plus souvent.

Le four de cette grange dîmière peut également avoir appartenu à un couvent qui produisait son pain, et en faisait profiter les pèlerins en marche vers Saint-Jacques-de-Compostelle.



(source: site Région Aquitaine)

**Les latrines de la maison dîmière**, à Faurilles, témoignent des aménagements que les bâtisseurs ont pu élaborer pour résoudre les problèmes liés à l'hygiène.

Il s'agit d'une installation étroite, en saillie, qui sert à évacuer les déchets à l'extérieur de la bâtisse. Le cabinet d'aisance se situe donc **en encorbellement** sur le mur latéral.

Ces latrines sont conçues comme celles des châteaux-forts, ce qui fait de la maison dîmière une curiosité de la commune.



(source: site Région Aquitaine)

**Les pigeonniers** font partie de l'imagerie du Périgord. Il est possible d'en observer deux à Faurilles, dont l'un se trouve au lieu-dit Le Cazalet.

Les pigeonniers sont des petites constructions permettant de loger les pigeons, chaque couple étant installé dans un nichoir appelé « boulin ». Ces installations permettent de recueillir les excréments des oiseaux (la colombine) qui constituent un excellent engrais pour les cultures. Les pigeonniers varient de forme et de taille, les plus grands d'entre eux pouvant accueillir jusqu'à 2000 couples de pigeons.

Introduits en France durant l'occupation romaine, les pigeonniers demeurent le privilège quasi exclusif des familles nobles, et ce, jusqu'à la Révolution de 1789. Une fois démocratisés, ils se multiplient durant le XIXe siècle et s'intègrent alors dans les paysages agricoles.

Le pigeonnier de Cazalet est traditionnellement construit en pierres calcaires et doté d'une charpente de bois. Ses boulins ne sont plus visibles, mais il conserve sa porte haute.



(source: site Région Aquitaine)

### 6.3 Les logements

Evolution des logements entre 1968 et 2010

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie						
	1968	1975	1982	1990	1999	2010
<b>Ensemble</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
<i>Résidences principales</i>	<i>18</i>	<i>16</i>	<i>15</i>	<i>18</i>	<i>20</i>	<i>19</i>
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>
<i>Logements vacants</i>	<i>5</i>	<i>8</i>	<i>9</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Ce tableau fournit une série longue.  
 Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2012.  
 Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments, RP1999 et RP2010 exploitations principales

Sources : Insee.

En 1999, 20 logements étaient occupés de façon permanente. Un de ces logements est devenu résidence secondaire en 2010. Les résidences secondaires absentes jusqu'en 1975, ont commencé à paraître à partir de 1982. Il n'y a plus de logements vacants sur la commune.

#### Parc des logements en 2011

Type de logement	Commune de Faurilles	Communauté de communes du Pays Issigeacois	Communauté de communes Val et coteaux d'Eymet	Département de la Dordogne
Résidences principales	<b>86.7</b> % (pour 90.9 % en 1999)	72.3 %	72.9 %	76.8 %
Résidences secondaires	<b>13.3</b> % (pour 9.1 % en 1999)	20.2 %	16.3 %	13.9 %
Logements vacants	<b>0.0</b> % (pour 0.0 % en 1999)	7.5 %	10.9 %	9.3 %

**Résidence principale en 2008 selon la période d'achèvement** (chiffres non disponibles en 2011)

<b>Période d'achèvement</b>	Commune de Faurilles	Communauté de communes du Pays Issigeacois	Communauté de communes Val et coteaux d'Eymet	Département de la Dordogne
Avant 1946	<b>84.2 %</b>	55.2 %	45.1 %	35.4 %
De 1946 à 1990	<b>10.5 %</b>	27.5 %	37.4 %	44.7 %
De 1991 à 2008	<b>5.3 %</b>	17.3 %	17.5 %	20 %

**Part du locatif dans les résidences principales** : 5 % (18.7 % pour la communauté de communes et 28.9 % pour le département), correspond à 1 logement communal.

Rappel : La commune est concernée par un PIG départemental logement habitat indigne mené par le Conseil Général.



## 7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

### 7.1 Eau potable et défense incendie

#### Eau potable

Origine de l'eau desservant la commune : Le SIAEP d'Issigeac.

Le service d'eau potable du SIAEP d'Issigeac regroupe les communes de : Bardou, Boisse, Bouniagues, Colombier, Conne-de-Labarde, Cours-de-Pile, Faurilles, Faux, Issigeac, Monmadalès, Monmarves, Monsaguel, Montaut, Plaisance, Saint-Agne, Saint-Aubin-de-Lanquais, Saint-Cernain-de-Labarde, Sainte-Radegonde, Saint-Germain-et-Mons, Saint-Léon-d'Issigeac, Saint-Nexans, Saint-Perdoux et Verdon.

La population desservie est de 7896 habitants.

La société SAUR a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service.

Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.

L'eau est distribuée à plus de 4200 abonnés.

#### La ressource en eau :

Ouvrage	Débit nominal	Prélèvement en 2013 (m3)
Forage de Montaut (Grand Moulin) Prélèvement en nappe souterraine	106	274 395
Forage des Courrèges à Bouniagues Prélèvement en nappe souterraine	50	108 831
Puits de Leyfint à Cours-de-Pile Prélèvement en nappe d'accompagnement	140	227 615
Import depuis le SIAEP de Sigoules		7 632
<b>Total des ressources propres et des importations</b>		<b>618 473</b>

**Bilan de la qualité de l'eau :** les données relatives à la qualité de l'eau distribuée définies par l'article D1321-103 du Code de la Santé Publique sont indiquées dans le rapport établi et transmis par l'ARS. Parallèlement l'exploitant vérifie la qualité de l'eau distribuée, par des analyses menées dans le cadre de l'autocontrôle.

Conclusion sanitaire de l'ARS en 2013 : l'eau distribuée sur cette collectivité est conforme aux limites réglementaires de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour l'ensemble des paramètres mesurés.

### **Défense incendie**

La défense incendie est assurée dans les secteurs suivants :

Le Bourg (bâche à côté de la mairie).

Défense incendie par rapport au projet (cf :page 101)



## **7.2 Assainissement des eaux usées**

La Communauté de Communes du Pays Issigeacois est dotée d'un SPANC ( Service d'Assainissement Non Collectif). L'ensemble du territoire communal de Faurilles est en assainissement individuel.

## **7.3 Autres réseaux**

### **Electricité**

La commune de Faurilles fait partie du syndicat départemental d'énergies de la Dordogne (SDE24).

Les règles de financement du SDE 24 applicables sur l'ensemble du territoire de la Dordogne, pour les extensions de réseaux nécessaires à la desserte des unités foncières ouvertes à la construction, sont les suivantes<sup>1</sup> :

- Distance inférieure à 30 m : il s'agit d'un simple branchement qui doit être sollicité directement auprès des services du concessionnaire, ERDF, et dont les coûts sont à la charge du demandeur.
- Distance inférieure à 100 m : prise en charge par le SDE24 de la totalité de la longueur réellement construite de l'extension, quelle que soit la longueur construite.
- Distance supérieure à 100 m : prise en charge par le SDE24 des premiers 100 m de réseau construit, la différence entre la longueur réellement construite et 100 m, étant à la charge de la commune.

---

<sup>1</sup> Selon la distance au réseau mesurée en ligne droite, de l'angle de la parcelle toujours située en domaine public et la plus proche du réseau public basse tension.

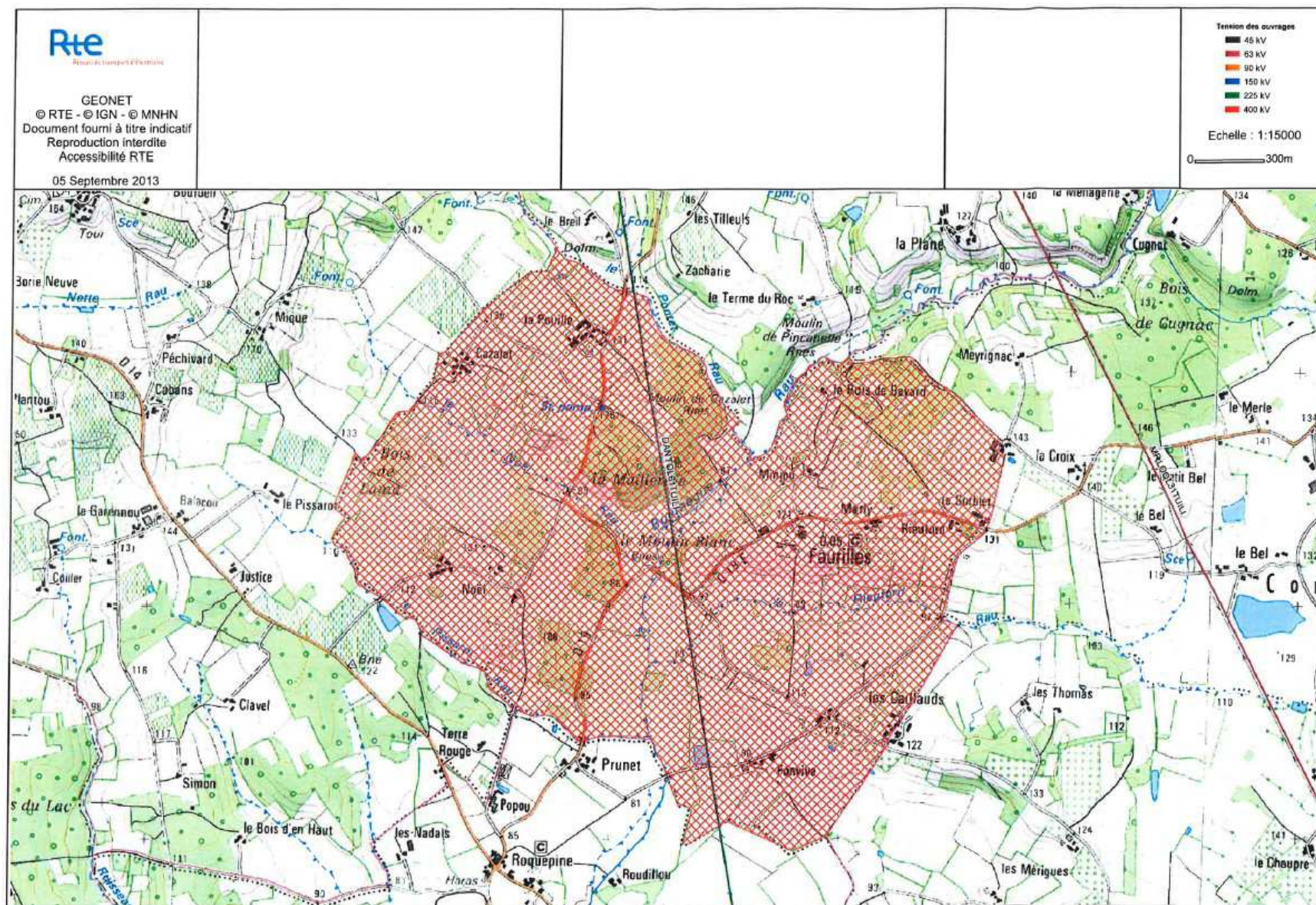
Une ligne électrique traversent le territoire communal en son milieu selon une orientation approximative nord-sud (cf. annexe 1 : Tableau des servitudes et annexe 6 : carte de synthèse du porter à connaissance) :

- la liaison de 225 KV Dantou – Tuilières

et diverses lignes MT + BT sur le territoire.

(cf. plan ci-après).

**Carte N° 9 : Carte de localisation des lignes électriques haute tension**



## **Gaz**

Il n'existe pas de réseau de gaz sur la commune de Faurilles.

## **Couverture numérique**

*« Un schéma directeur territorial d'aménagement numérique recouvre le territoire d'un ou plusieurs départements ou d'une région. Sur un même territoire, le schéma directeur est unique. Il est établi à l'initiative des collectivités territoriales, par les départements ou la région concernés ou par un syndicat mixte ou syndicat de communes, existant ou créé à cet effet, dont le périmètre recouvre l'intégralité du territoire couvert par le schéma ».*

La Dordogne comporte encore de nombreuses zones blanches pour lesquelles les opérateurs privés ne montrent aucun intérêt économique. Or, aujourd'hui, le développement des réseaux très haut débit est indispensable au désenclavement numérique et à la compétitivité des territoires du département. Ils permettent d'améliorer l'attractivité du territoire, d'ouvrir le marché local à la concurrence, de favoriser les offres de services, de réduire la fracture numérique au sein même d'un territoire mais aussi entre ce territoire et ses voisins. Les réseaux haut et très haut débit sont un élément clé de cohésion interne et d'attractivité externe du territoire.

Les services numériques sont actuellement principalement distribués sur la base du réseau téléphonique établi principalement dans les années 70. C'est ainsi que depuis le début des années 2000 des services internet dits à haut débit (ADSL) se sont développés en s'appuyant sur ce réseau. Le niveau et la qualité de ces derniers dépend très largement de la longueur des lignes téléphoniques concernées.

La situation actuelle en matière de disponibilité de services internet à haut débit sur le département de la Dordogne est très contrastée en fonction des territoires.

En Dordogne, le taux de couverture ADSL est de moins de 70 %.

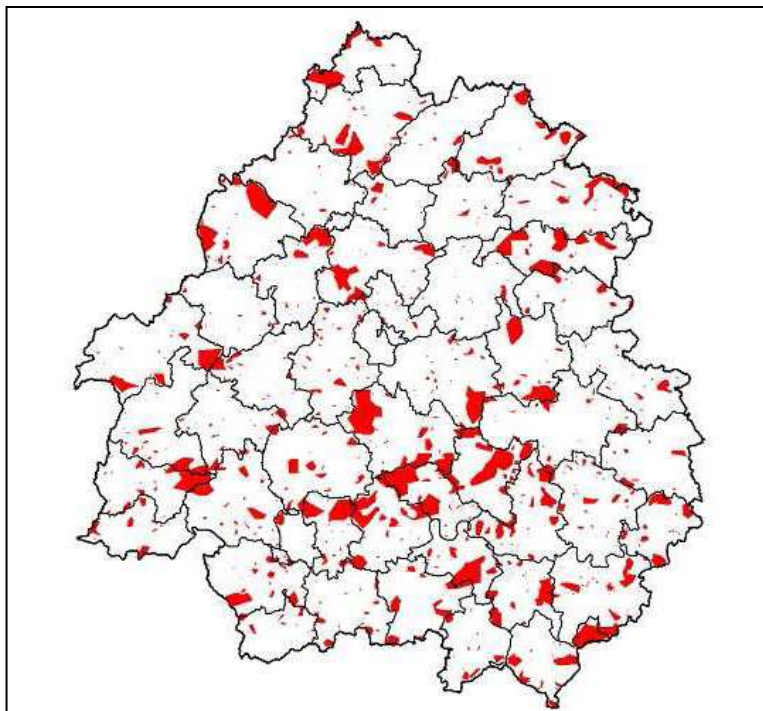
En Janvier 2009, le Conseil général adopte un plan de couverture des zones d'ombre via la technologie ADSL. La compétence infrastructures numériques n'est pas une compétence obligatoire pour les Départements mais le Conseil général a fait le choix d'agir pour assurer l'égalité des citoyens, faute de plan national d'aménagement numérique du territoire.

**Source : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Dordogne - 2012**

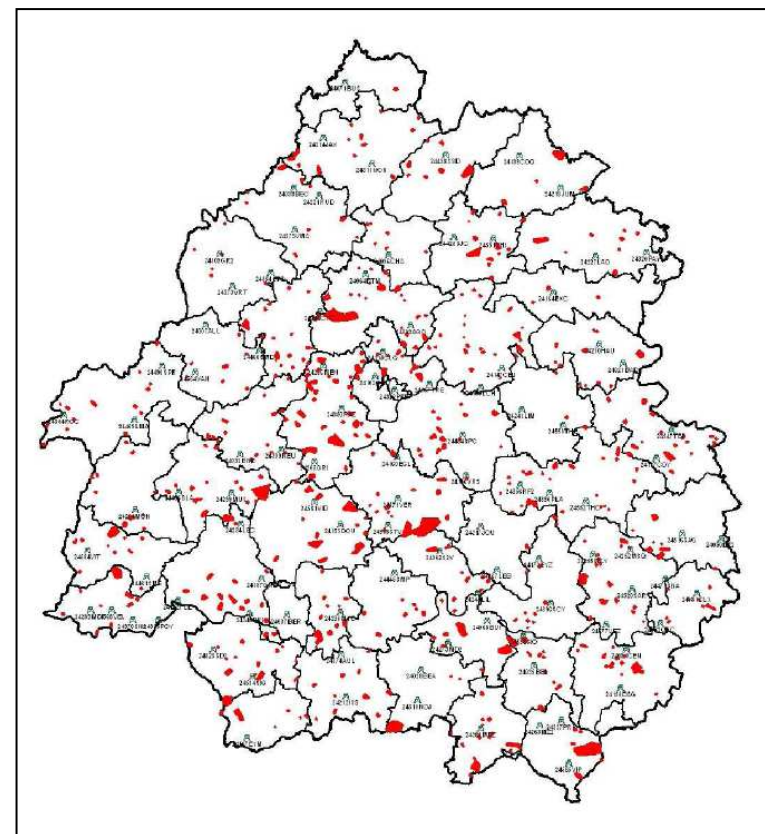


## La carte de couverture ADSL :

Zones blanches avant le programme :



Zones blanches aujourd'hui :



## 8 CIRCULATION, TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

### 8.1 Le réseau routier

La commune de **Faurilles** est desservie par 2 axes principaux :

La RD19 et la RD 19E permettant de relier la RD 14 (reliant Issigeac à Villeréal) au Sud-ouest, et de rejoindre Beaumont du Périgord au Nord- Est.

Les voies de dessertes secondaires desservent les quelques hameaux de la commune.  
Un réseau de chemin complète les routes, établissant des liaisons entre ces routes ou les prolongeant.

### 8.2 Le réseau de transports en commun

**Lignes scolaires** : Gérées par le département dans le cadre de sa compétence transport scolaire.

Une ligne scolaire en lien avec le RPI fait le circuit suivant : Saint Cernin-de-Labarde, Saint Aubin-de-Lanquais, Faux et Issigeac.

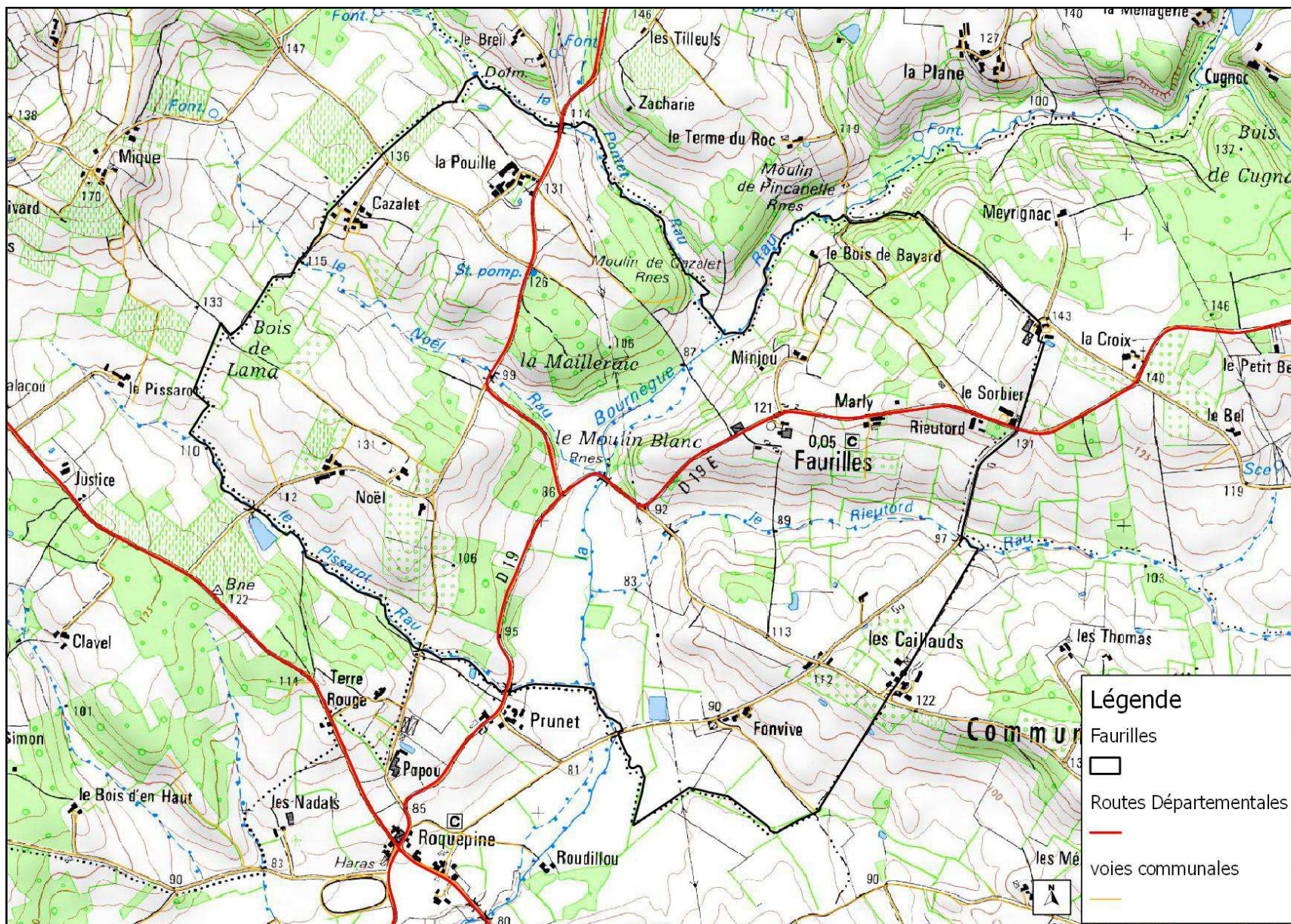
Une ligne de transport scolaire pour les collèges de BEAUMONT et BERGERAC.

**Autres lignes de transport en commun** : Actuellement, il n'existe pas sur le territoire d'autres lignes de transports en commun.

Perspectives : Il est prévu dans le cadre de l'élaboration du SCOT du Bergeracois la création de navettes par bus permettant de relier Issigeac, Faux et la voie de la vallée.



Carte N°10 : Les routes (source IGN)



## **9 LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE DE FAURILLES**

Les zones U de la carte communale permettent largement de répondre aux besoins de développement de la commune par une offre diversifiée et adaptée.

Cependant une réorientation de certains secteurs sera à étudier, mais cette réflexion plus globale sur le développement de l'habitat sera conduite ultérieurement par l'élaboration d'un PLU ou d'un PLUi (Plan Local d'urbanisme Intercommunal).

Pour l'heure, les élus du territoire sont très attentifs à l'accompagnement de projets générant de l'activité et de l'emploi et en particulier les projets de tourisme et de loisirs (zones Ut). C'est uniquement dans ce cadre que le projet de révision de la carte communale de Faurilles est mené.

Cet objectif rejoint, un de ceux affichés dans le SCOT du Bergeracois avec la volonté d'offrir une lisibilité économique plus affirmée sur le territoire.

S'agissant de l'activité touristique, Le SCoT vise à ce que des dispositions soient prises pour renforcer l'économie présentielle.

L'économie présentielle regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Le tourisme sera développé notamment par une valorisation et un renforcement de l'hébergement davantage diversifié, et par la « mise en scène » des atouts du patrimoine paysager, du patrimoine urbain, du patrimoine architectural, du patrimoine historique, du patrimoine agricole, du patrimoine naturel, ...



Il s'agit notamment de :

- Permettre l'implantation d'activités touristiques dans les secteurs ruraux dès lors que ces structures favorisent le développement économique, pérennisent les exploitations agricoles et valorisent le patrimoine tant paysager qu'architectural (réhabilitation du patrimoine existant, mise en valeur des milieux naturels, respect des continuités écologiques, valorisation des productions agricoles locales, ...).
- Créer les conditions de création des structures d'accueil adaptées au tourisme d'affaires et à l'organisation de séminaires :
  - Mettre en avant l'aéroport,
  - Mettre en adéquation l'offre d'hébergement avec la clientèle cible (ce qui passe notamment par une amélioration qualitative et quantitative du parc hôtelier).

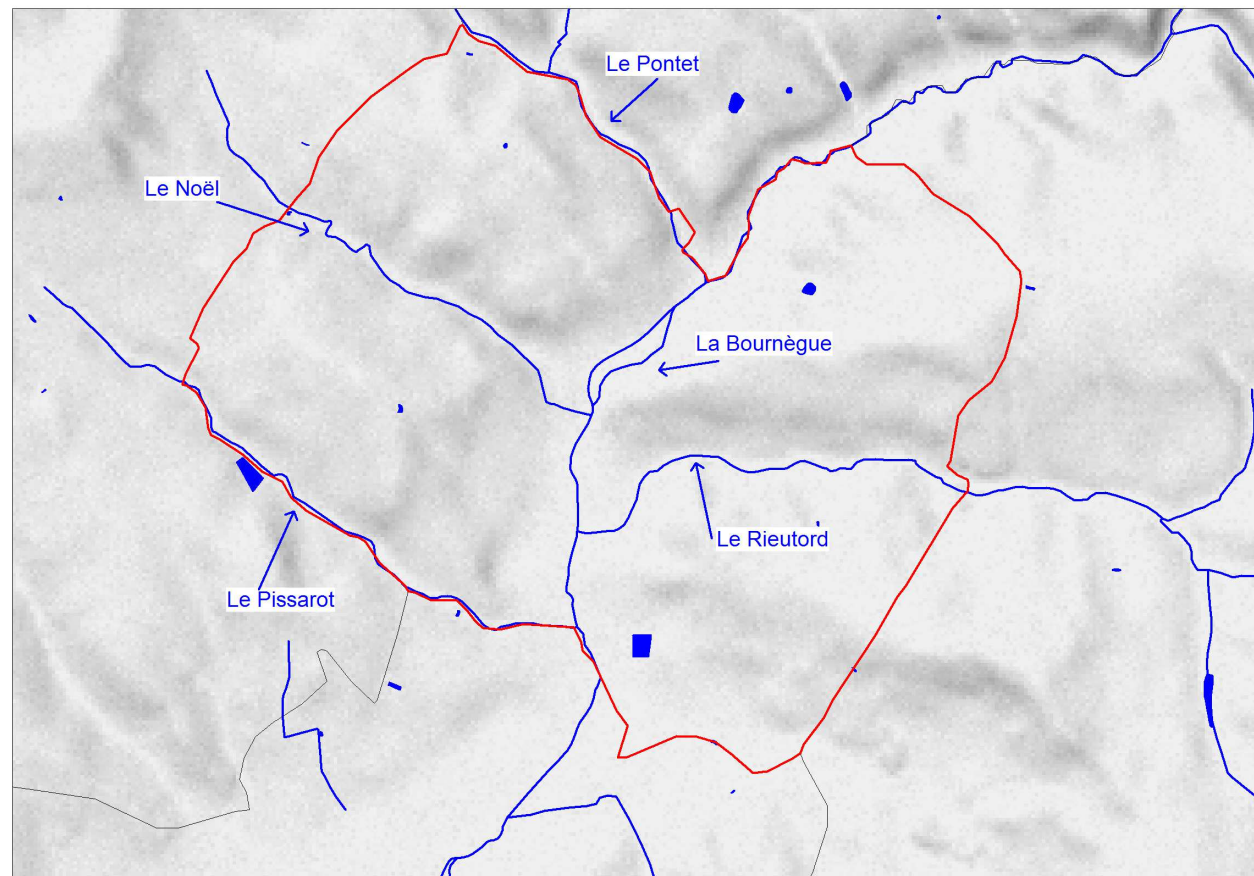
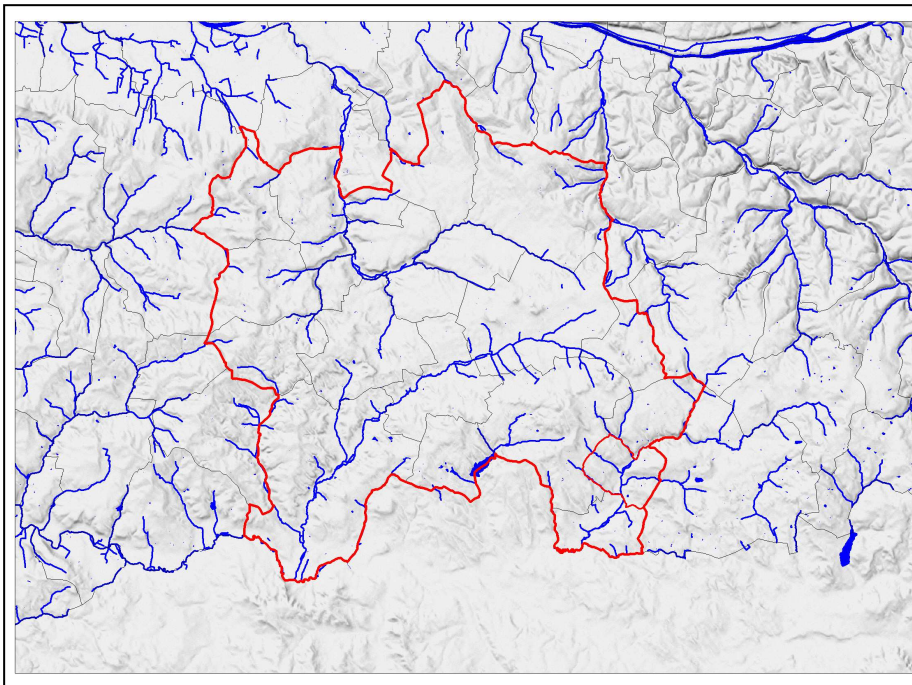
**2<sup>ème</sup> VOLET**  
**ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## 10 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE DE FAURILLES

### 10.1 Topographie

Le territoire communal est caractérisé par un plateau fortement entaillé et érodé. Ce plateau est plus ou moins entaillé et corrodé par la vallée de la Bournègue et ses affluents. L'altitude varie de 125 m à 150 m.

Les vallons et vallées relativement encaissés sont localisés à une altitude variant de 125 m à 80 m au niveau de la vallée de la Bournègue, entre Prunet et Fonvive.



## 10.2 Pédologie

**Selon la carte des aptitudes des terres du département** établie par l'INRA de Bordeaux (J.H. Durand), la commune de Faurilles est constituée de 4 systèmes (cf. carte N° 4 ci-après) :

### Système des Calcaires tertiaires

Dans ce système ont été rassemblés les terrains tertiaires qui apparaissent sur la carte géologique, affleurements calcaires durs. Il s'agit :

-des Calcaires à Astéries : à topographie ondulée, avec fréquemment des bancs de calcaires tendres.

-des calcaires de Castillon, qui se rencontrent sous les calcaires à Astéries ; Ils sont plus durs et souvent meulérisés. Ils forment des encoissements étroits qui n'apparaissent guère sur la carte géologique.

Ces deux calcaires, du Miocène, se trouvent à la bordure Ouest du département où ils supportent des vignobles de qualité et dans l'Est du l'Entre-Deux-Mers, où ils sont encore le domaine de la vigne. Il en est de même du calcaire de Monbazillac dont le vignoble est célèbre. Tous ces calcaires ont subi la même évolution pédogénétique et les sols qui se sont formés sont des sols bruns calcaires, plus ou moins épais ou, plus rarement, des rendzines minces. La texture est toujours fine, les matières organiques sont peu abondantes (elles atteignent rarement 3%), le pH est élevé,

Supérieur à 8 et le calcaire y est souvent présent. Toutes ces propriétés concourent à donner des sols à structure stable, et à bonnes réserves hydriques et nutritives.

*Aptitudes agronomiques* : Lorsque l'épaisseur de terre est suffisante, la vocation de ces terres est la viticulture, qui peut donner des vins de haute qualité ; il peut être nécessaire d'épierrer si la profondeur de terre est inférieure à 50 cm. Les arbres fruitiers sont à leur place dans ces terrains qui, apparemment, ne craignent pas l'excès d'eau. Maïs, céréales et cultures maraîchères y sont aussi à leur place.

*Génie civil* : Terrains stables et non agressifs.

### Système des Boulbènes

Il comprend les alluvions anciennes en bordures des vallées de l'Isle et du Dropt, il se développe aussi sur les molasses de l'Agenais, sur les parties les plus hautes de l'Est de l'Entre-Deux-mers et sur les molasses du Fronsadais. Les sols de ce système sont des sols lessivés hydromorphes, caractéristiques, avec des accumulations d'argile à faible profondeur et une texture à sables fins dominants.

Ils sont faiblement humifères et non calcaires, ce qui a pour conséquence une structure très instable et un régime hydrique extrêmement défavorable. Le pH est acide et varie entre 5,5 et 6,5.

*Aptitudes agronomiques* : le facteur limitant de ces terres est leur régime hydrique, en effet elles sont battantes et présentent un mauvais drainage interne ; au printemps, l'excès d'eau gêne les travaux et elles se dessèchent facilement du fait de leur texture.

Si l'acidité est excessive, les forêts de chênes noirs et de pins maritimes peuvent être conseillés, ainsi que les châtaigneraies. La vigne est partout à sa place sauf dans les bas-fonds qui seront réservés aux prairies. Le pêcher convient bien aux parties hautes qui se ressuient facilement, ainsi que le pommier et le poirier, plus rustiques. Le prunier y est à proscrire. Les plantes sarclées (pomme de terre par exemple) donnent de très bons résultats. Le maïs a parfois du mal à lever lorsque l'humidité est trop forte, mais il peut donner de bons résultats. Les céréales d'hiver y réussissent ; Tabac, tomate, asperge et chou-fleur y sont des cultures prospères.

Pour toutes ces terres, il faut travailler les sols au bon moment, répéter les façons superficielles, cultiver en planches bombées ou en billons, apporter beaucoup de matières organiques, chauler et fertiliser convenablement.

*Génie civil* : Terrains instables, ayant tendance à glisser en masse ; il faudra donc se méfier des excès d'eau. Non agressifs ; l'emploi de matériaux « souples » (tubes acier), est conseillé.

### **Système des Terreforts Calcaires (TC)**

Ce système occupe de grandes superficies en bordure des vallées de la Dordogne et du Dropt. La pente est moyenne et irrégulière, orientée vers le Nord le long de la Dordogne, vers le Sud et le Sud-Est dans la vallée du Dropt. Les sols formés sont des sols bruns, bruns calciques ou bruns calcaires, à texture moyenne en surface, à structure polyédrique sous culture, grumeleuse sous prairie. Ils présentent une bonne activité biologique sur 30 cm. Sous cet horizon, le terrain, toujours calcaire, devient plus argileux avec une structure polyédrique. Enfin, entre 80 cm et 1m, apparaît la roche mère. Relativement bien pourvus en matières organiques, 2 à 5 %, bien décomposée, le C/N est voisin de 10. Bien que le calcaire total puisse atteindre 60 %, le calcaire actif ne dépasse pas 10 %.

*Aptitudes agronomiques* : Ces terrains sont favorables à l'agriculture, leur profondeur étant suffisante pour toutes les cultures. Cependant, le relief est irrégulier, l'érosion et la tendance à glisser, qui s'observe par les déformations de la route départementale 14 par exemple, constituent des contraintes dont il faut tenir compte.

*Génie civil* : Ces terrains sont peu stables et risquent de glisser. Ils ne sont pas agressifs.

### **Le système des bas-fonds inondables**

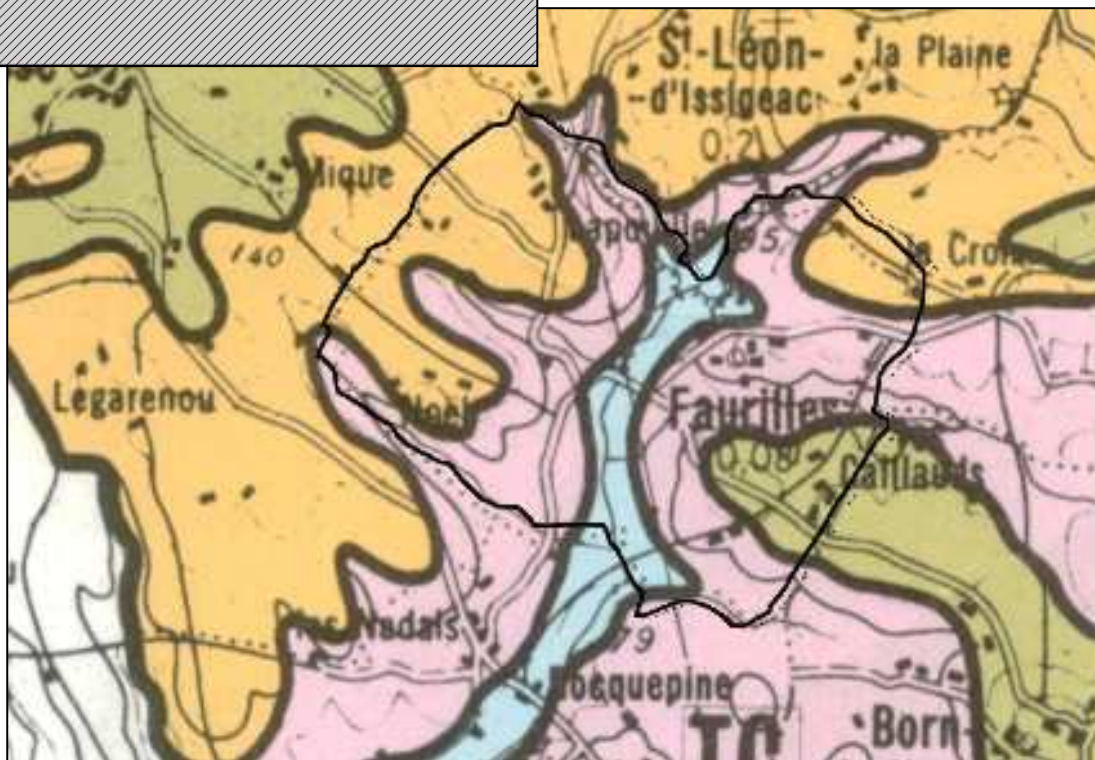
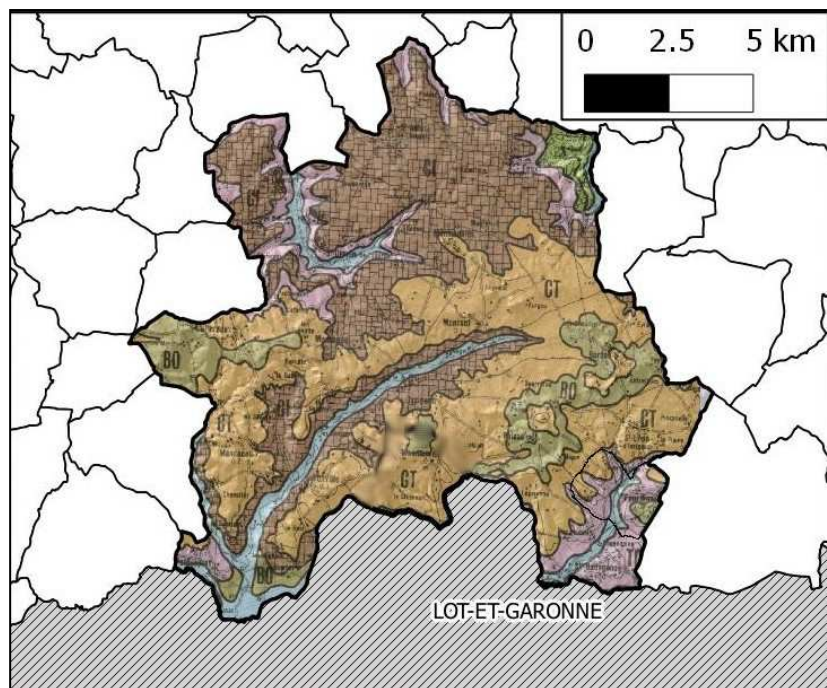
Ces terrains sont inondables en hiver et l'eau peut y séjourner longtemps.

Les sols qui s'y rencontrent sont des Gley de surface et d'ensemble, à texture hétérogène, le plus souvent fine. Engorgés longtemps par l'eau, ils se rapprochent des vertisols lorsqu'ils sont drainés. Ils sont peu ou pas calcaires et présentent une nappe peu profonde, à peu près permanente.

*Aptitudes agronomiques* : malgré leur fort potentiel nutritif, leurs propriétés physiques et hydriques rendent ces terres difficiles à cultiver. Leur vocation normale est la prairie pour le pâturage ou la fauche ou la plantation de peupliers.

*Génie civil* : terrains instables en raison de leur forte teneur en argile qui leur confère des propriétés de gonflement et de retrait importantes. Pour les adductions d'eau, l'utilisation de tubes relativement souples est conseillée. Non agressifs.





SYSTEMES		
(XG)	CRISTALLIN GRENU	
(XS)	CRISTALLIN SCHISTEUX	
(SA)	SEDIMENTS ANCIENS	
(CP)	CAUSSES DU PERIGORD	
(CV)	CAUSSES VERTS	
(TG) (TGF)	TERRES DE GROIES FACIES FORESTIER	
(Ch)	CHAMPAGNES	
(SS)	SARLADAIS	
(Sid) (Sid/B)	SIDEROLITHIQUE FACIES DE LA BESSEDE	
(CI)	ISSIGEAC	
(CT)	CALCAIRES TERTIAIRES	
(BO)	BOULBENES	
(TC)	TERREFORTS CALCAIRES	
(SP)	SABLES DU PERIGORD	
(G)	GRAVES	
(AA)	ALLUVIONS ANCIENNES	
(BF)	BAS - FONDS INONDABLES	
(VS)	FACIES DES VALLEES SECHES	
(T)	FACIES TOURBEUX	
(VT)	VERTISOLS	
(TR)	TERRASSES RECENTES	
(AM)	ALLUVIONS MODERNES	
(GV)	GLACIS DES VALLEES	



### 10.3 Hydrologie

En général, les fossés présents permettent un bon drainage des eaux de ruissellement. On ne trouve pas de zone de cuvette ni de zone inondable sur le secteur.

Faurilles est drainé par le ruisseau de la Bournègue (affluent du Dropt), d'écoulement Nord/Sud.

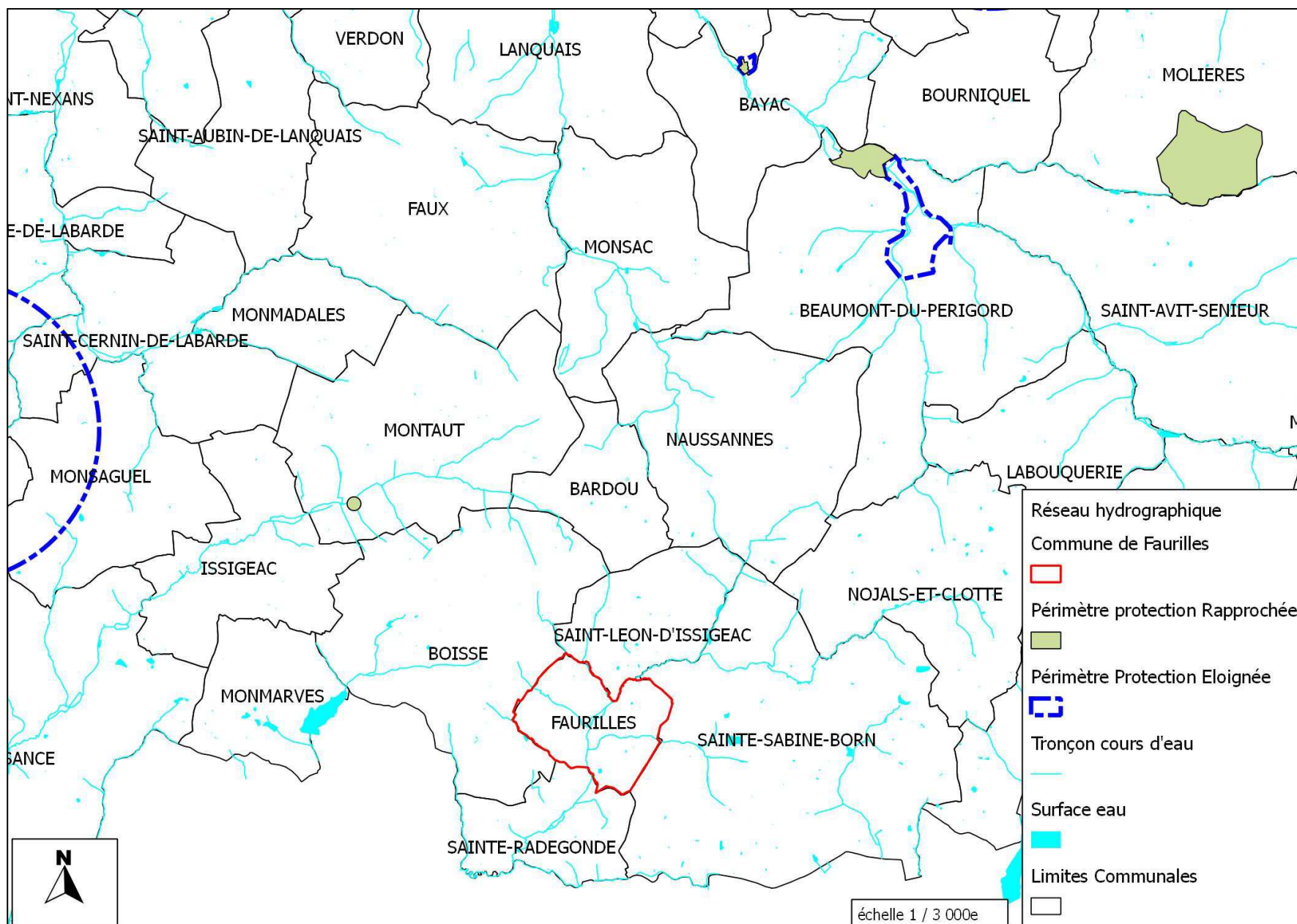
Les principaux affluents présents sur le territoire communal étant :

- En rive droite : - le ruisseau du Pontet en limite communales Nord – Ouest
  - Le ruisseau de Noël, dans la partie centrale
  - Le ruisseau le Pissarot en limite communale Sud – Ouest

En rive gauche : - Le ruisseau de Rieutord, dans la partie centrale.

Aucun captage en eau potable ne se situe sur le territoire communal.

Carte N° 11 : Le réseau hydrographique (source IGN)



## **11 MILIEUX NATURELS**

Les milieux naturels d'intérêts sur le territoire de la commune de Faurilles se composent des collines agricoles mixtes ouvertes, des grands ensembles boisés, des corridors du réseau hydrographique (vallée de la Bournègue), qui ont fait l'objet d'un inventaire en ZNIEFF de par leur intérêt floristique.

### **11.1 Les zones sensibles**

#### **11.1.1 Les ZNIEFF**

Le territoire communal est concerné par une ZNIEFF (cf. carte N°5 ci-après) :

- ZNIEFF de type 1 : Vallée de la Bournègue.

Les zones agricoles les plus favorables sont celles où se maintient une forte diversité de cultures.

#### **11.1.2 Le site Natura 2000**

**Au-delà de ce site, la zone Natura 2000 la plus proche se situe à plus de 10 km au Nord de la commune ; il s'agit des carrières de Lanquais.**

## **Caractère général du site**

### **Classes d'habitats**

Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)

### **Couverture**

100%

**Autres caractéristiques du site** : Anciennes carrières souterraines.

**Qualité et importance** : Site accueillant 6 espèces différentes en hiver.

Il est important pour l'hibernation du *Rhinolophus ferrum-equinum* et du *myotis emarginatus*.

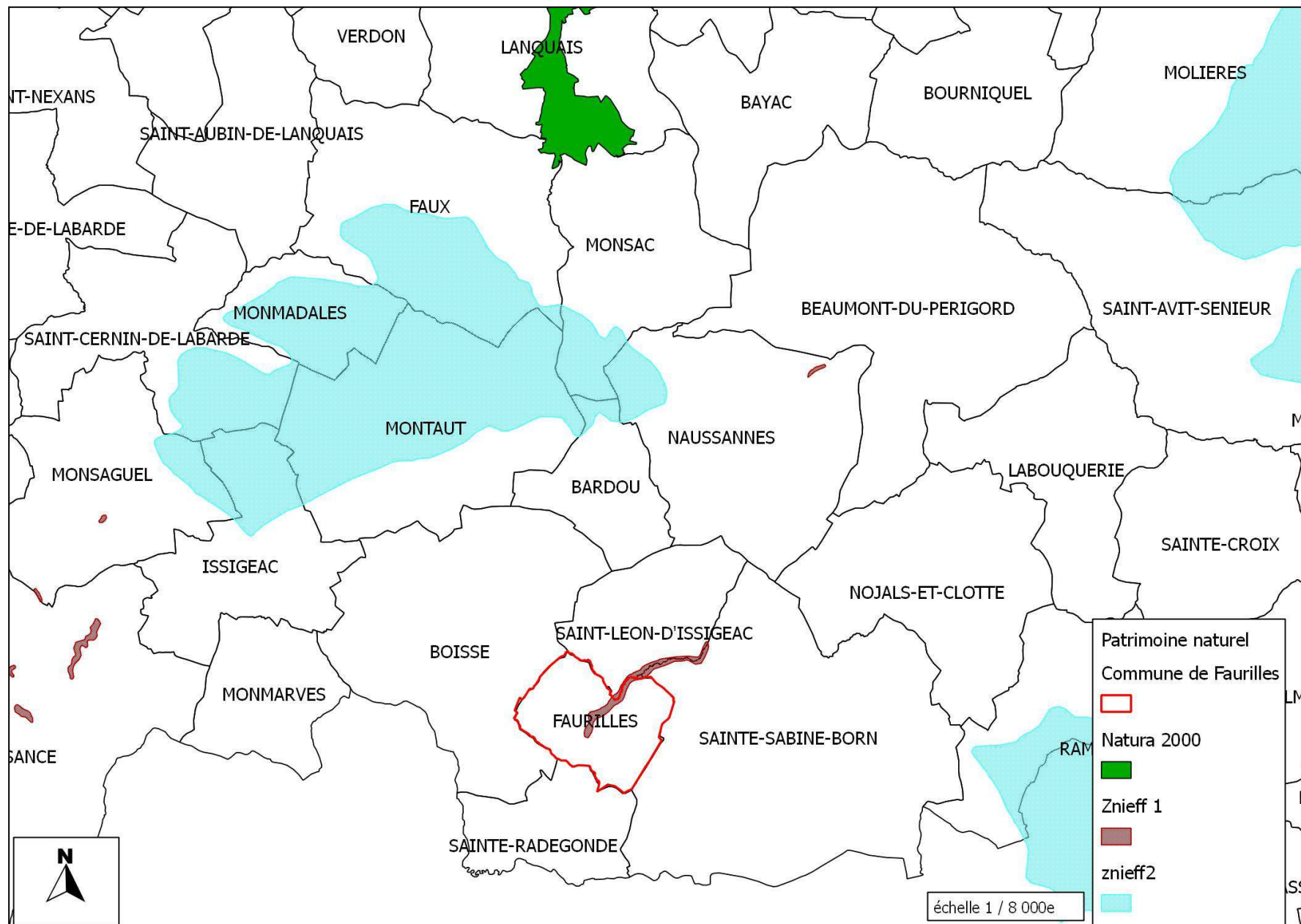
Ce site apparaît comme d'intérêt national dans le plan de conservation des Chauves-souris en Dordogne.

**Vulnérabilité** : Il s'agit d'une carrière désaffectée.

**Les menaces éventuelles sur le site sont liées aux dérangements provoqués par des visiteurs ou au risque de fermeture du site pour raisons de sécurité.**

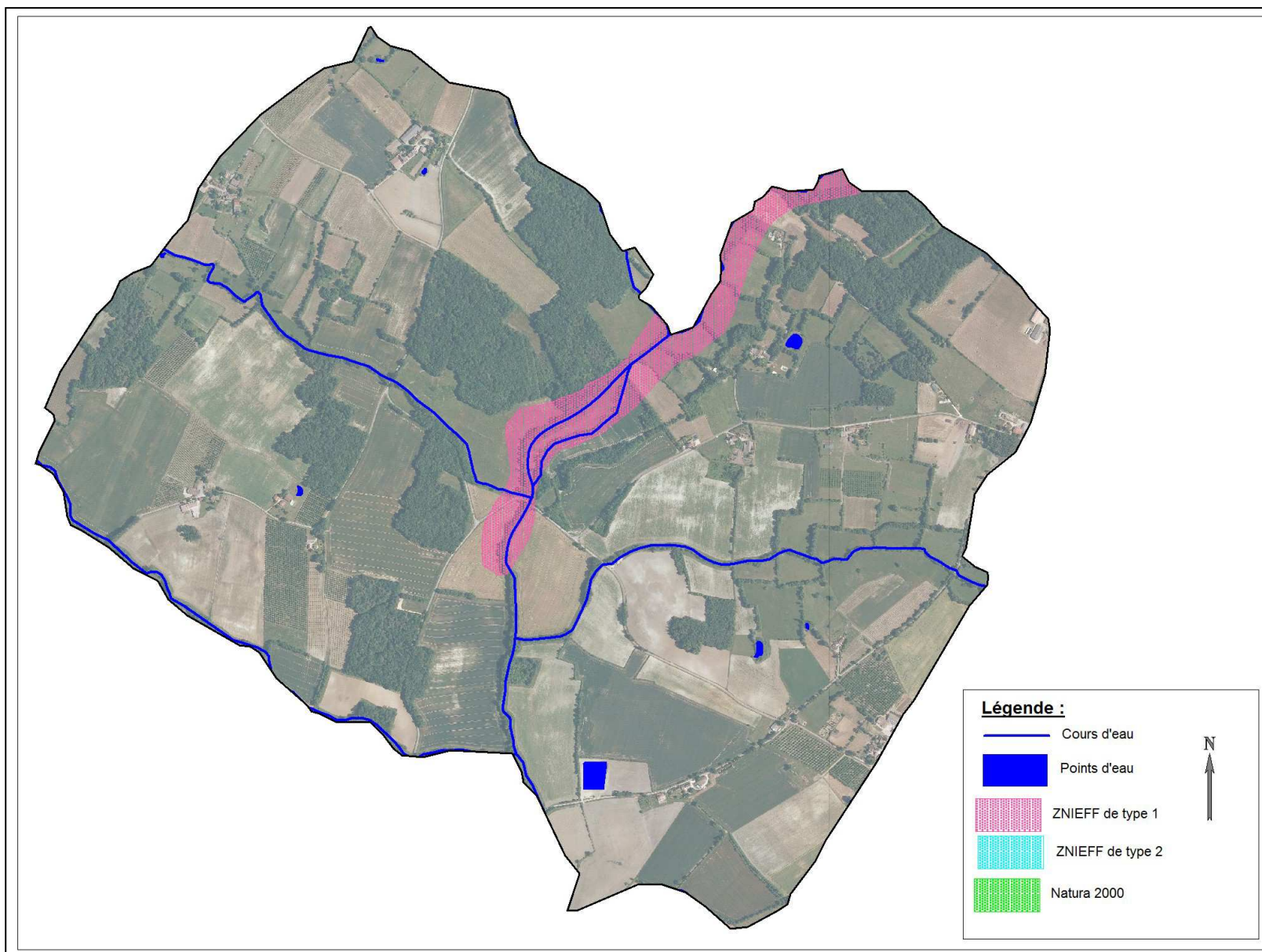
La carte communale de Faurilles n'est pas soumise à évaluation environnementale, ni à l'étude de cas par cas. Cependant, au regard de la distance séparant le site Natura 2000 du projet touristique, et vu la vulnérabilité du site, on peut donc conclure au fait qu'il n'y aura pas d'impacts directs ou indirects sur le site Natura 2000.

Carte N° 12 – Aspect administratif et réglementaire (source DIREN aquitaine)





**Carte N° 13 : Milieux Naturels**



### 11.1.3 Les zones humides

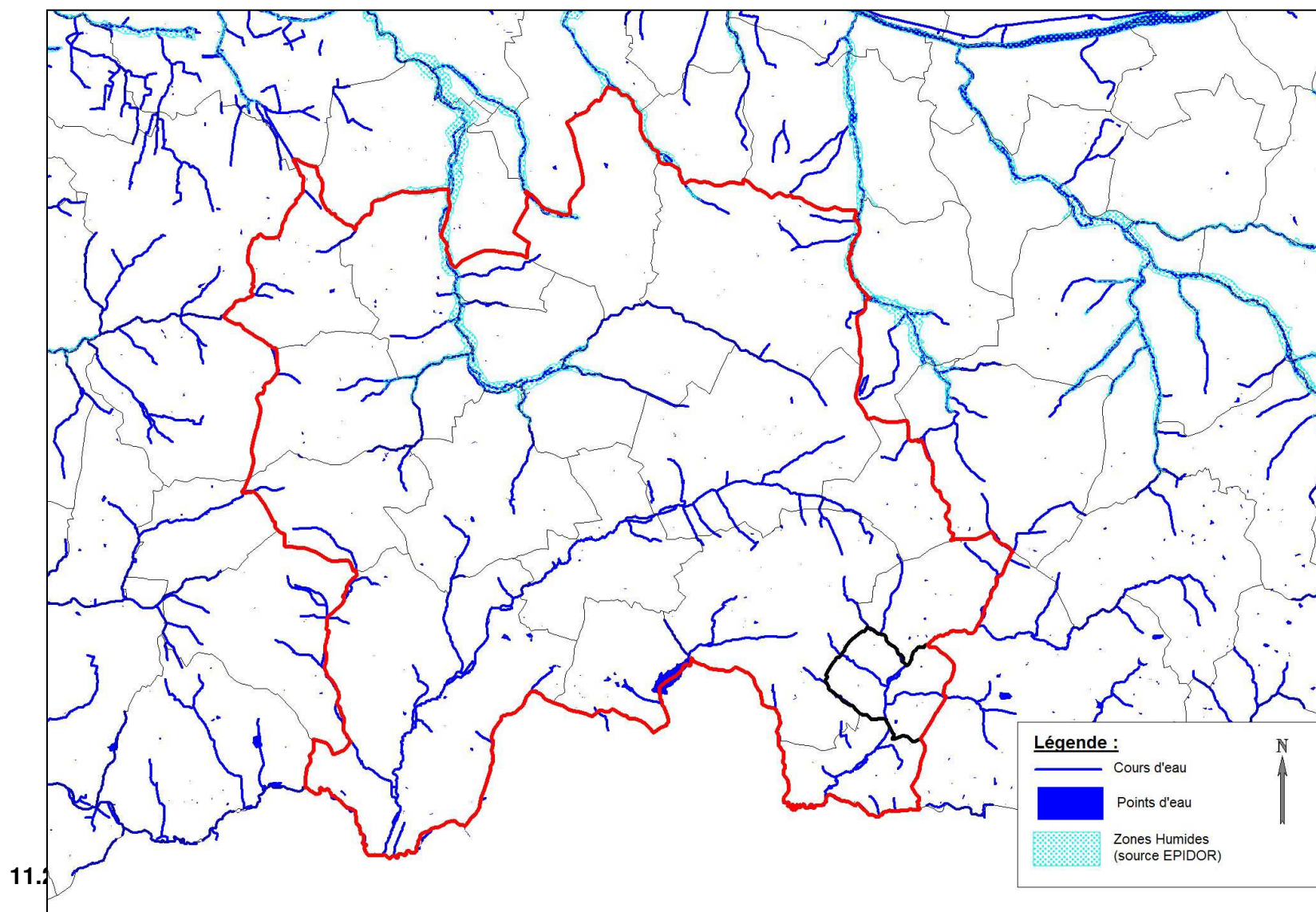
« *La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général.* » Loi sur le développement des territoires ruraux 2005.

Pour EPIDOR, aucune zone humide n'est recensée sur la commune.

L'étude d'Epidropt est en cours.

(Carte ci-après)

Carte N° 14 – Carte des zones humides et des cours d'eau – source Epidor





## 11.2 Les boisements

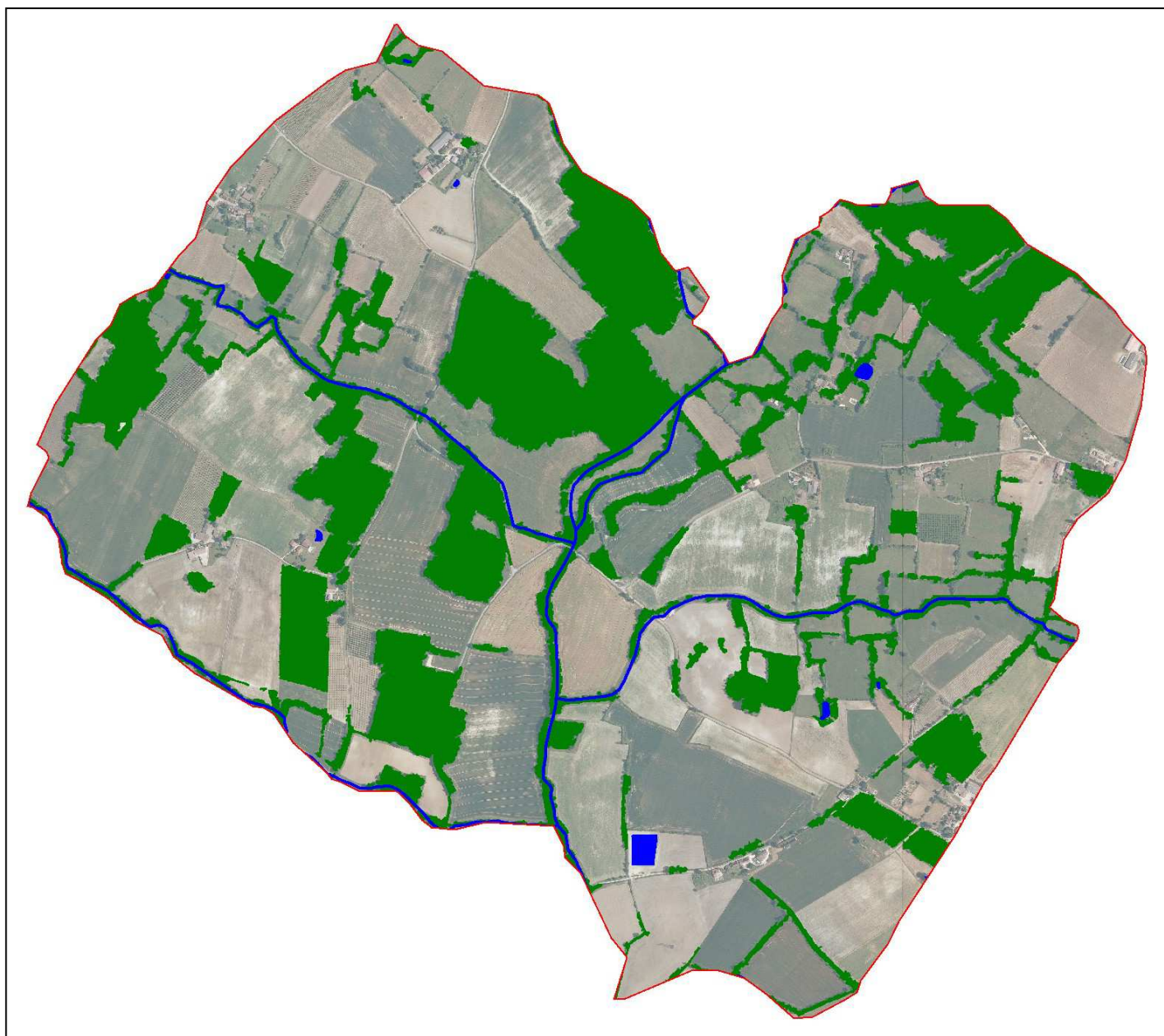
On compte 55 ha de bois et forêt sur les 430 ha de superficie communale.

Essentiellement présents sur la partie nord et Ouest du territoire communal, ils sont moyennement développés et le type de peuplement est variable suivant la nature des sols.

Sur les sols calcaires, dominant la chênaie pubescente.

Sur les sols plus frais et plus profonds, la chênaie charmée se développe et la chênaie acidophile atlantique est présente sur les sols acides liés au sidérolithique.

Présence de ripisylves notamment le long des cours d'eau.



### **11.3 Trame verte et bleue**

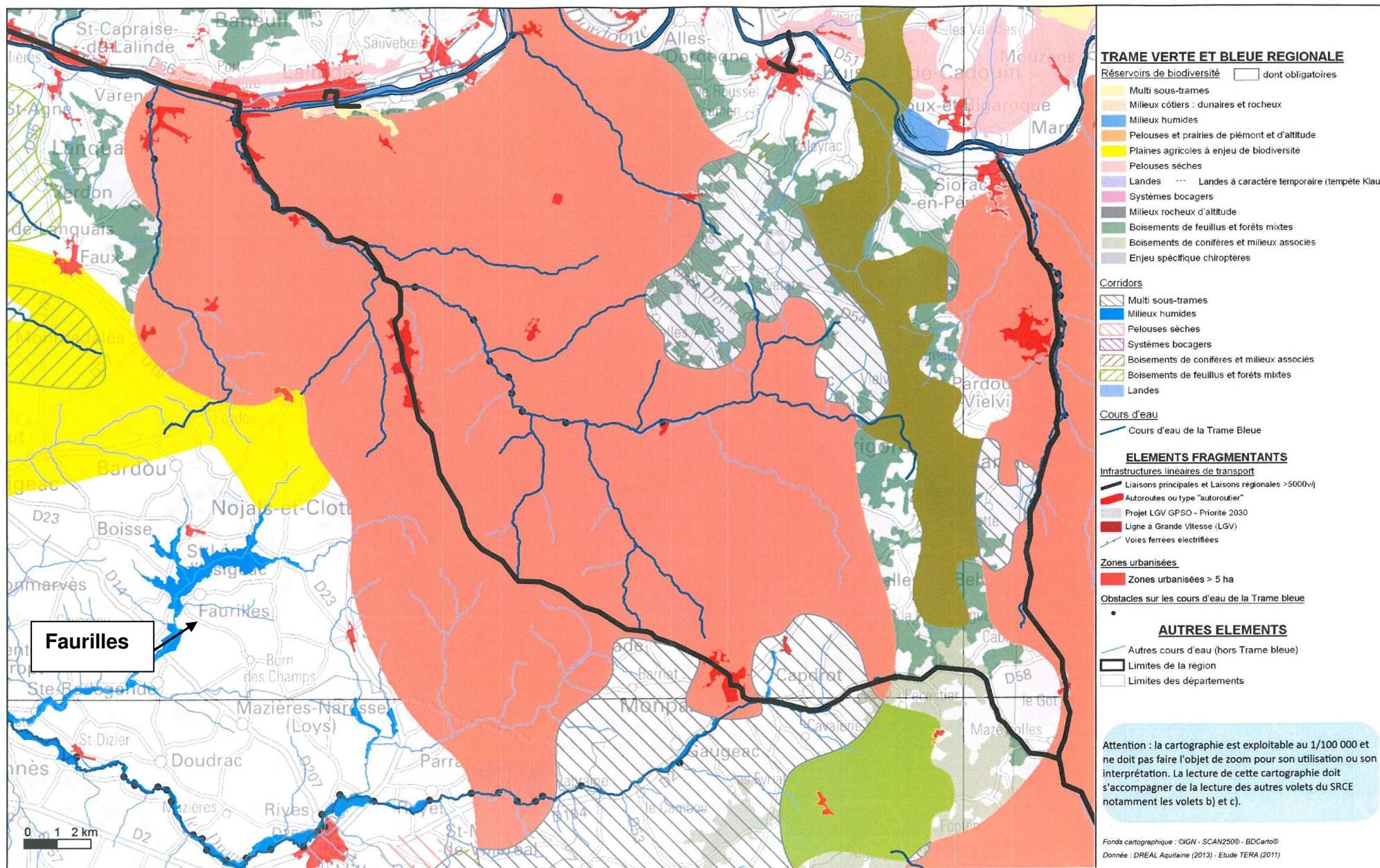
Le SRCE est un nouveau schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseaux écologiques, habitats naturels) et visant le bon état écologique de l'eau imposée par la directive cadre sur l'eau.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, pour lequel l'enquête publique s'est déroulée du 27 avril au 5 juin 2015, relève que pour la commune de Faurilles, le milieu humide, situé sur la partie centrale du territoire communal, est un réservoir de biodiversité. Ce réservoir longe les cours d'eau.

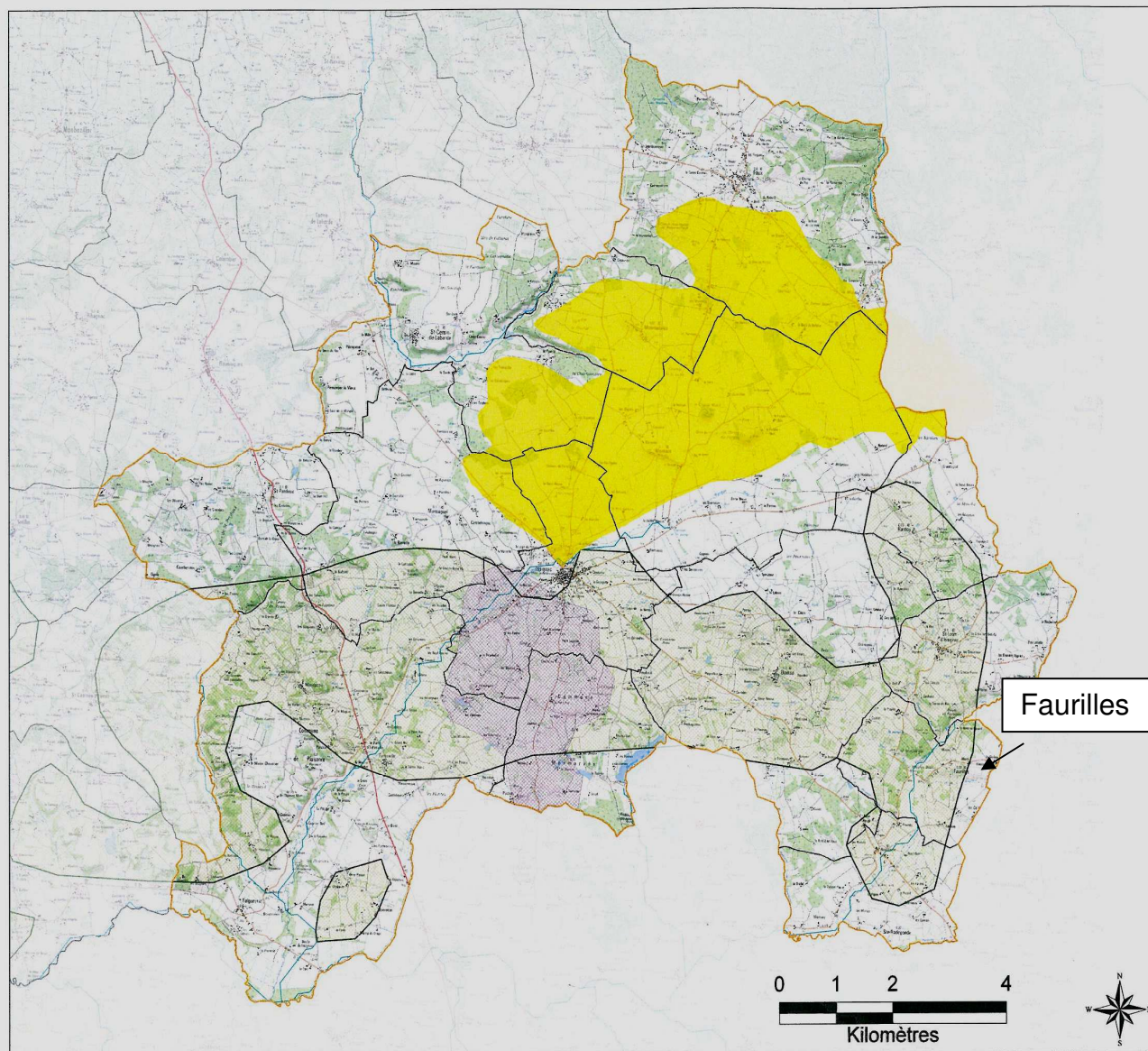
Le SCOT du Bergeracois approuvé en décembre 2014, met en avant un élément agricole remarquable dans la trame verte et bleue, il s'agit de la zone de bocage caractérisée par un maillage dense en haies.

**Cf. cartes ci-après.**









### Légende

#### Eléments agricoles remarquables

- Plateau d'Issigeac : oiseaux de plaine
- Vignes : zones denses en tulipes
- Bocage : zones denses en haies
- Secteur du Plateau d'Issigeac
- Territoire SCOT
- Limites communales
- Hydrographie

Source : IGN BDCARTHAGE - GEOFLA / SDAGE / ONEMA / - Cartographie Biotope, 2013

## **12 RISQUES ET NUISANCES**

### **12.1 Risques recensés**

#### **Inondation**

La commune n'est pas concernée par ce risque.

#### **Eau de ruissellement**

La commune n'est pas concernée par ce risque.

#### **Risque retrait gonflement des argiles**

La commune est concernée par le risque retrait gonflement des argiles (Cf. annexe 3).

Le règlement type définissant les modalités de construction sur sol argileux est disponible en annexe ainsi que sur le site des services de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.dordogne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Eau-Risques/Risques-naturels/Risques-retrait-gonflement-sols-argileux/Reglement-type-argile>.

#### **Risque termites**

La totalité du territoire du département de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

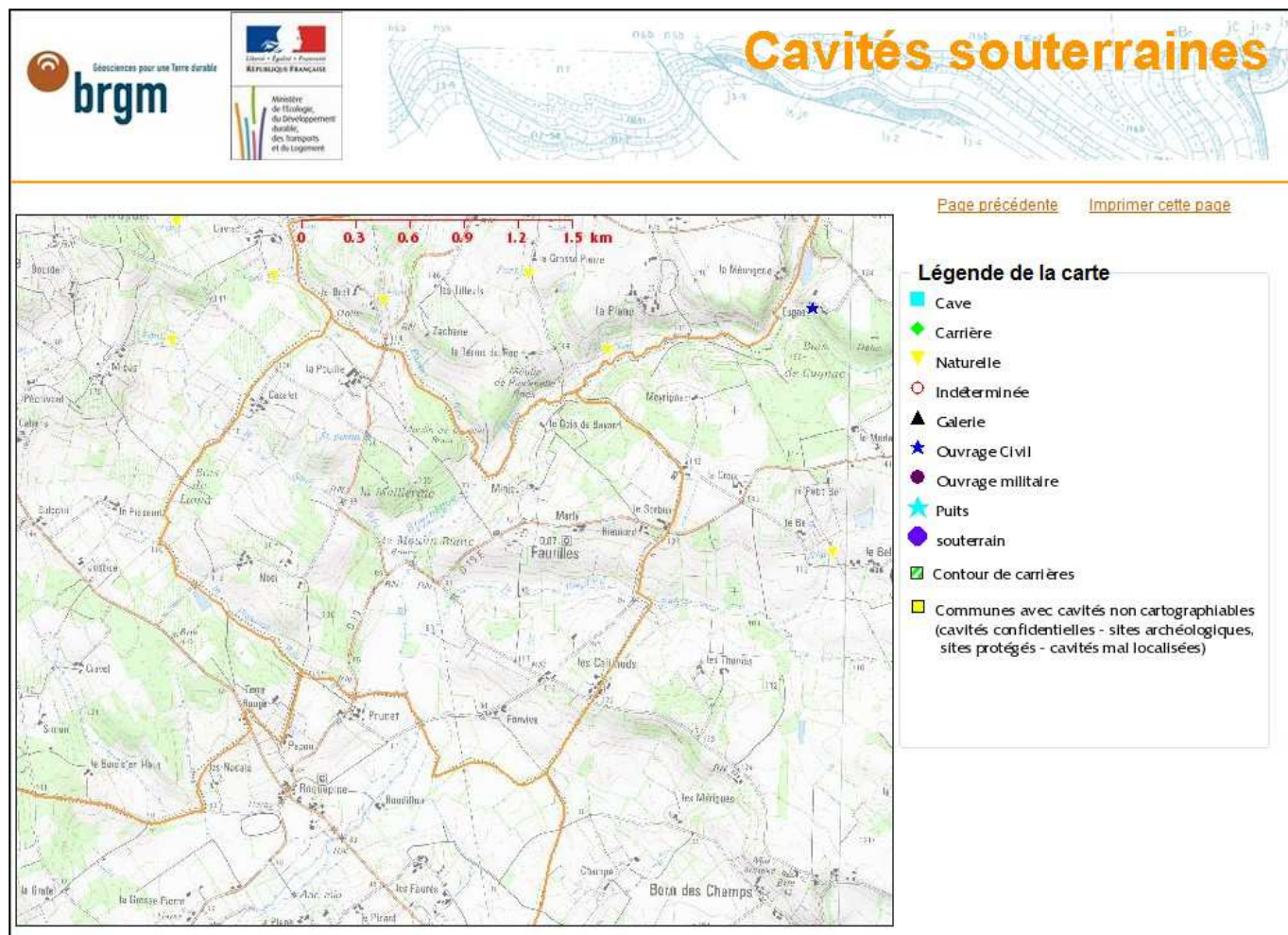
*« Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de 3 mois à la date de signature de l'acte authentique ».*

#### **Risques naturels et technologiques**

La commune n'est pas concernée par ce risque.

## Phénomènes souterrains

Le BRGM n' a pas identifié de cavités sur le territoire communal .





## Risque sismique

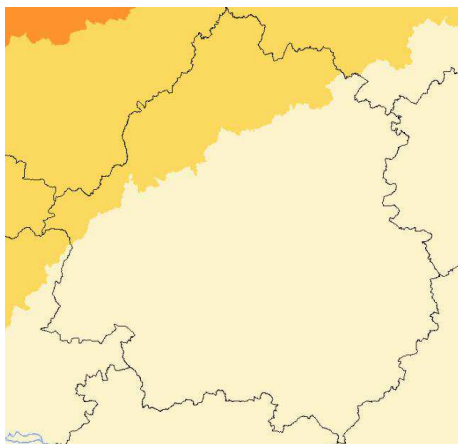
La commune est concernée par ce risque avec un niveau de sismicité de 1 (niveau très faible).

Risques sismiques Dordogne 24 (source : [www.risques-sismiques.fr](http://www.risques-sismiques.fr))

Zone de sismicité du territoire français en vigueur au 1er Mai 2011  
Carte d'aléa sismique du département de la Dordogne (24) Périgueux

**Dordogne (24) : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :**

— les cantons de Bussière-Badil, Mareuil, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière, Verteillac : zone de sismicité faible ;  
— les communes d'Allemans, Bourg-du-Bost, Cantillac, Celles, Chaleix, Champagnac-de-Belair, Chapdeuil, La Chapelle-Montmoreau, Chassaignes, Chenaud, Comberanche-et-Epeluche, La Coquille, Creyssac, Festalemps, La Gonterie-Boulouneix, Grand-Brassac, Parcoult, Paussac-et-Saint-Vivien, Petit-Bersac, Ponteyraud, Puymangou, Quinsac, Ribérac, La Roche-Chalais, Saint-Antoine-Cumond, Saint-Aulaye, Saint-Jory-de-Chalais, Saint-Julien-de-Bourdeilles, Saint-Just, Saint-Martin-de-Fressengeas, Saint-Pancrace, Saint-Paul-la-Roche, Saint-Pierre-de-Frugie, Saint-Priest-les-Fougères, Saint-Privat-des-Prés, Saint-Vincent-Jalmoutiers, Villars, Villeteureix : zone de sismicité faible.



Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la classe dite "à risque normal", le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante :

- 1° Zone de sismicité 1 (très faible)
- 2° Zone de sismicité 2 (faible)
- 3° Zone de sismicité 3 (modérée)
- 4° Zone de sismicité 4 (moyenne)
- 5° Zone de sismicité 5 (forte)

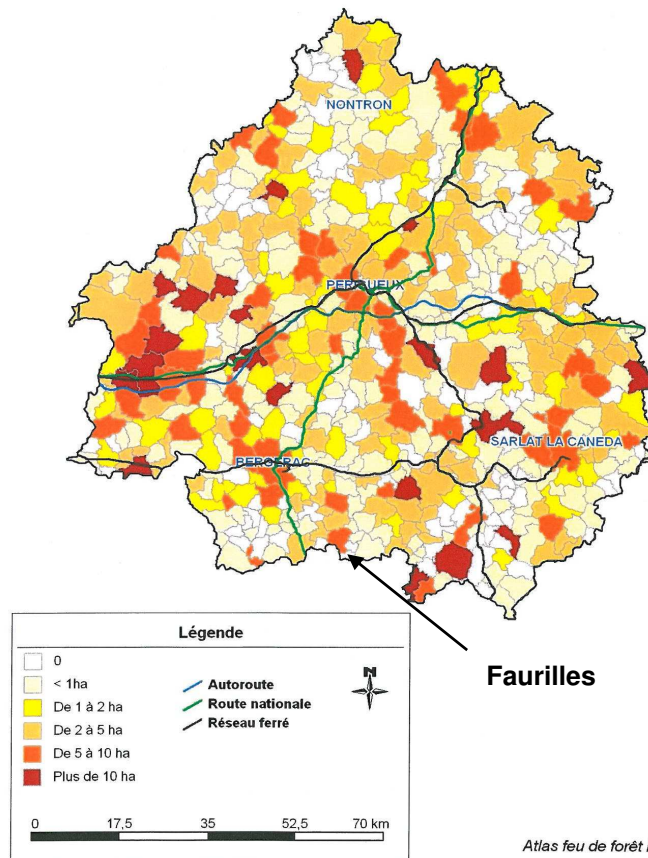


## Risque incendie de forêt

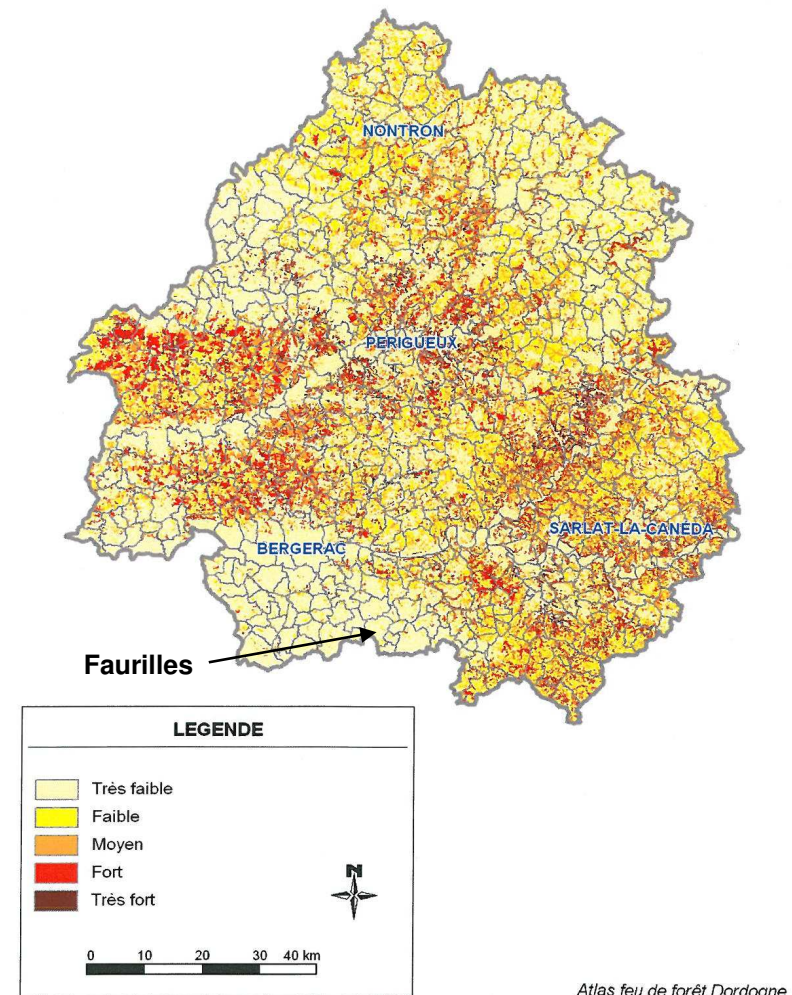
La commune de Faurilles est concernée par des aléas faibles. Aucune surface brûlée n'a été recensée sur la commune entre 2001 et 2007 (voir cartes ci-après et annexe 4 – données forestières et réglementation).



Surfaces brûlées par commune (2001-2007)



Aléa feu de forêt



### **Arrêts de reconnaissance de catastrophe naturelle**

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2011	30/06/2011	27/07/2012	02/08/2012

## **12.2 Nuisances sonores**

La commune de Faurilles n'est pas concernée.

## **12.3 Recensement des sites et sols pollués**

Suivant l'inventaire historique de sites industriels et activités de service du BRGM (bases de données BASOL et BASIAS), aucun site n'est inventorié sur la commune.

**3<sup>ème</sup> VOLET**  
**EXPLICATION DES CHOIX RETENUS**  
**EXPOSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES**  
**ET IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE**

## **13 EXPLICATION DES EVOLUTIONS APPORTEES AU ZONAGE**

### **13.1 Le développement de l'habitat**

Lorsque la carte communale a été approuvée en 2008, la surface calculée pour répondre aux besoins de développement de la communale s'appuyaient sur un taux de rétention foncière de 2 et d'une moyenne de 2500 m<sup>2</sup> prévue par nouvelle construction.

Les prévisions de développement étaient basées sur une hypothèse de développement d'une douzaine de nouveaux logements en dix ans.

La réalité de développement pour la commune de Faurilles depuis 2008 est loin des prévisions de développement (1 nouveau logement).

Comme précisé précédemment, une réflexion sera conduite ultérieurement dans le cadre de l'élaboration d'un PLU ou d'un PLUi, sur l'ensemble du projet de développement urbain du territoire.

### **13.2 L'accompagnement de projets économiques**

Actuellement, la priorité pour la collectivité est de pouvoir accompagner un projet économique à orientation touristique.

Un projet d'accueil touristique atypique (Glamping) a été présenté à la collectivité et rentre dans le cadre des besoins du territoire.

Ce projet, porté par un « privé », propriétaire du terrain, est en adéquation avec les objectifs et orientations du SCOT du Bergeracois qui sont notamment de :

- Permettre l'implantation d'activités touristiques dans les secteurs ruraux dès lors que ces structures favorisent le développement économique, pérennisent les exploitations agricoles et valorisent le patrimoine tant paysager qu'architectural (réhabilitation du patrimoine existant, mise en valeur des milieux naturels, respect des continuités écologiques, valorisation des productions agricoles locales, ...).
- Créer les conditions de création des structures d'accueil adaptées au tourisme d'affaires et à l'organisation de séminaires :
  - Mettre en avant l'aéroport,
  - Mettre en adéquation l'offre d'hébergement avec la clientèle cible (ce qui passe notamment par une amélioration qualitative et quantitative du parc d'hébergement).

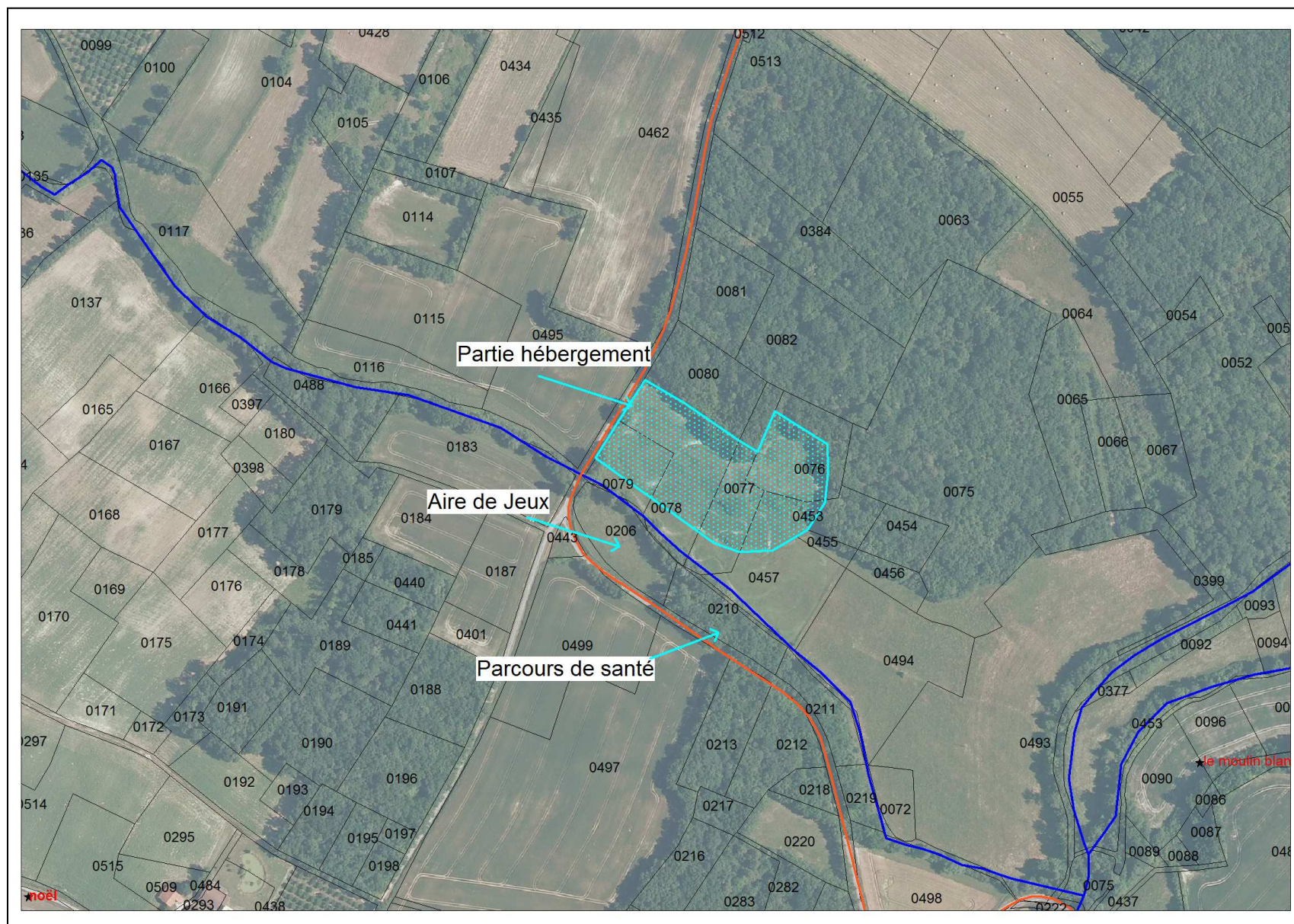
## Présentation du site

Le terrain se situe à l'ouest de la commune au lieu-dit La Mailleraie.  
Accès rapide par la RD 19.

## Plan de situation :

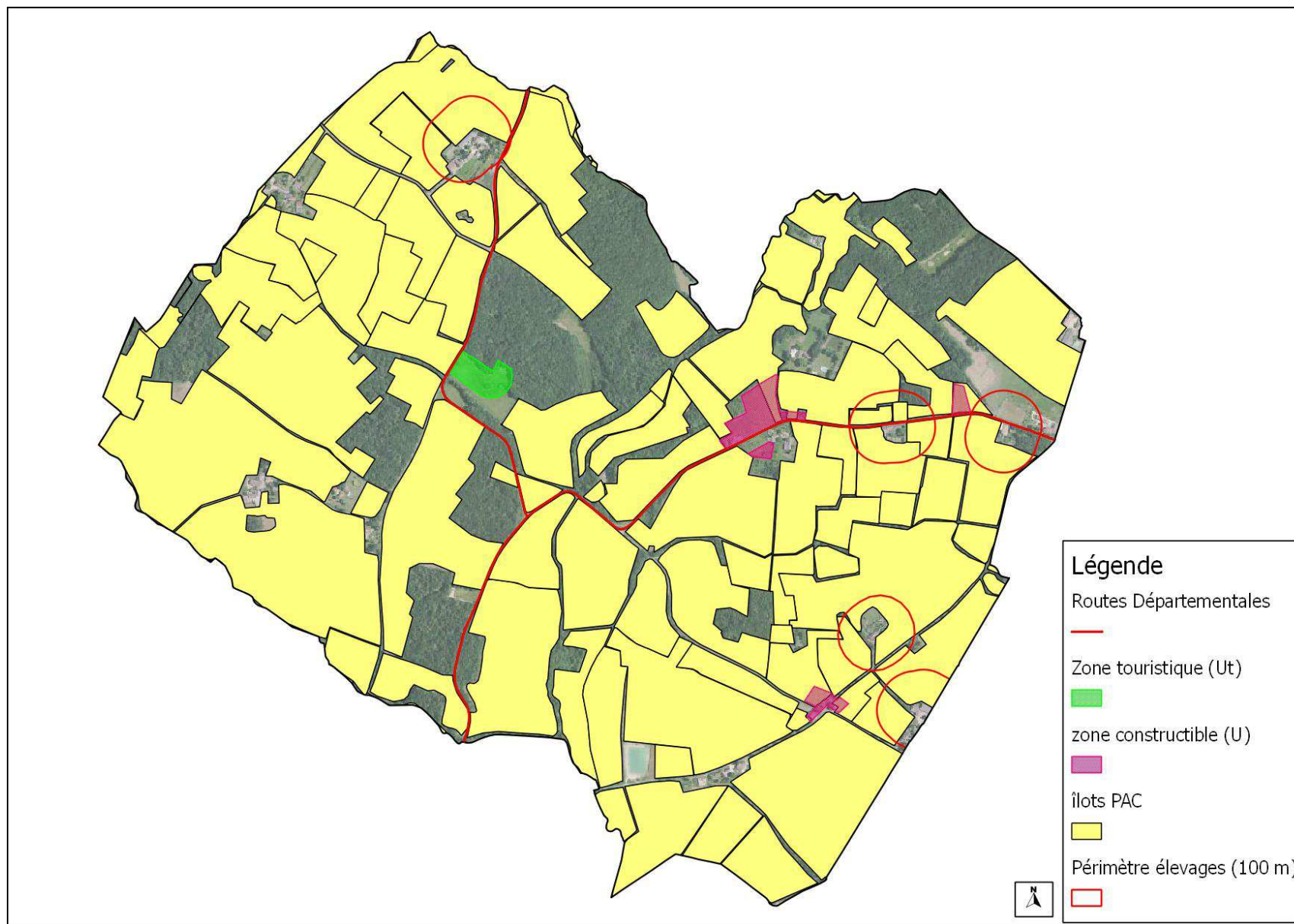








## Vue d'ensemble zone Ut et de son environnement



# Présentation

*Sur un terrain de 3 hectares et demi, situé sur la Commune de Faurilles.*

*Mon projet est de créer un 'glamping' aux logements assez peu communs, afin de pouvoir justement attirer tout type de clientèle !*

- *Dans un 1<sup>er</sup> temps :*

*Il sera composé de 6 logements atypiques :*

-  *1 Yourte Traditionnelle Mongole*
-  *1 Tipi Amérindien*
-  *1 Bubble Room*
-  *3 Tentes Safaris Thématisées*

- *Dans un 2<sup>ème</sup> temps :*

*L' aménagement d' un Bus Anglais qui aura 2 fonctions :*

❖ *Au rdc, le coin cuisine pour le snack ; et le bureau-accueil !*

❖ *Au 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'extérieur devant, la terrasse, « salle à manger ».*

*Nos activités proposées :*

*Piscine ; Ballade en Quad ; Aire de Jeux ; Parcours de Santé et Visite à la Ferme.*

*Nos Petits Plus :*

- *Accueil de Personnes à Mobilité Réduite*
- *Prêt de matériel pour bébé ( lit parapluie, chaise haute, réducteur de wc, etc ...)*

## B - La Yourte

*Il s'agit d'une Yourte Traditionnelle Mongole, que j'aménagerais typiquement, avec 1 lit double, 1 lit gigogne, 1 lit simple, 1 table basse avec ses tabourets, une commode, un poêle.  
Elle se compose de 5 murs, 81 perches.*

### Dimensions :

**Diam. Ouest-Est : 5,90m**

**Diam. Sud-Nord : 5,80m**

**Diam. Du cercle : 1,50m**

**Superficie : 27m<sup>2</sup>**

**Capacité d'accueil : 5 pers. maxi**

**Fournisseur : Yourte.com**

**H : 2,35m**

**L porte : 1,30m**

**H murs : 1,50m**

**H piliers : 2,45m**

**H centre : 2,68m**

**P : 440kgs**





## *C – Le Tipi*

*Il s'agit d'un Tipi Amérindien, avec une toile extérieure en pvc de 550gm2 (pour sa résistance), de couleur peinte à la main, d'un lining (isolant), d'un auzan, des perches et aménagé typiquement indien.*

*Diamètre : 5,40m*

*Superficie : 22m2*

*Fournisseur : Assoinbone tipi (Amérique)*

*Garantie : 2ans*

*Transport : Oui*

*Capacité d'accueil : 5 pers. maxi*



## *D – La Bubble Room*

*Il s'agit d'une innovation en France et de faire de la Bubble Room un point fort !*

*C'est une bulle à ciel ouvert ou j'ai l'intention de faire de cet endroit, un endroit 'coocooning', à l'esprit zen !  
Il sera composé d'un lit double, une commode, une table et 2 chaises.*

### *Dimensions :*

*Diamètre : 3,30m*

*Diamètre au sol : 2,70m*

*H : 2,60m*

*Plancher : oui*

*Fournisseur : Bubble Tree*

*Capacité d'accueil : 2 pers. maxi*



## *E – Les Tentes Safaris*

***Il y aura 3 Tentes Safaris, composées de sol intérieur et extérieur en bois et les chambres seront séparées par des cloisons elles aussi en bois, et chacune d'entre elle sera thématisée :***

-  ***Africaine***
-  ***Asiatique***
-  ***Océanique***

***Dimensions : 6m\* 7m extérieur***

***Fournisseur : Safaritenten***

***Capacité d'accueil : 4 (6 pers. maxi)***



## *F – Le Bus Anglais*

- *Pourquoi, un bus anglais ?*

- *Tout d'abord pour que justement on se pose la question et lors de la réponse, que l'on soit surpris*
- *Ensuite, pour garder ce côté insolite, car on ne croise pas un bus anglais sur les routes de nos campagnes tous les jours et encore moins dans un champ !*
- *Enfin, pour sa taille et son aménagement (2 étages).*

- *Sa fonction :*

*Je compte le décorer typiquement « british » !*

*Au rdc, il y aura un coin cuisine pour le snack (avec four et plaques, frigo, plan de travail, ustensiles & matériel) et à l'entrée, le coin bureau & accueil !*

*Et au 1<sup>er</sup> étage, le coin « salle à manger » ainsi qu'une terrasse aménagée devant le bus. Pour que les gens puissent venir prendre leur repas en restant dans l'incroyable et avec une vue sur l'ensemble du domaine et de la vallée !*

*Et également ouvert au public !*



## *G – Espace Loisirs*

### *I. Aire de Jeux :*

***Il sera composé : 1 balançoire avec toboggan ; 1 bac à sable ; et 1 trampoline.***

***Afin de pouvoir proposer à nos clients un jeux à chaque âge pour leurs bambins !***

### *II. La Piscine :*

***Il s'agit d'une piscine 'hors sol' avec un contour en bois (pour rester dans le naturel), assez grande pour y accueillir nos hôtes.***





## *K – Les Sanitaires*

*Il y aura 3 sanitaires :*

- 1. En Haut : il sera composés de 2 lavabos et de 3 douches (dont 1 pour PMR), 2 bacs à vaisselle, et pas de wc étant donné que chaque logement sera équipé de son propre toilette sèche ; il sera sur le thème du Western !*
- 2. En Bas : Il y aura 2 toilettes sèches (pour les emplacements des tentes), 2-3 lavabos, 4 douches et de 2 bacs à vaisselle, sur le thème du Cinéma !*
- 3. Aux abords du Bus : il y aura une cabine téléphonique, qui cachera un toilette sèche, pour la clientèle extérieure !*

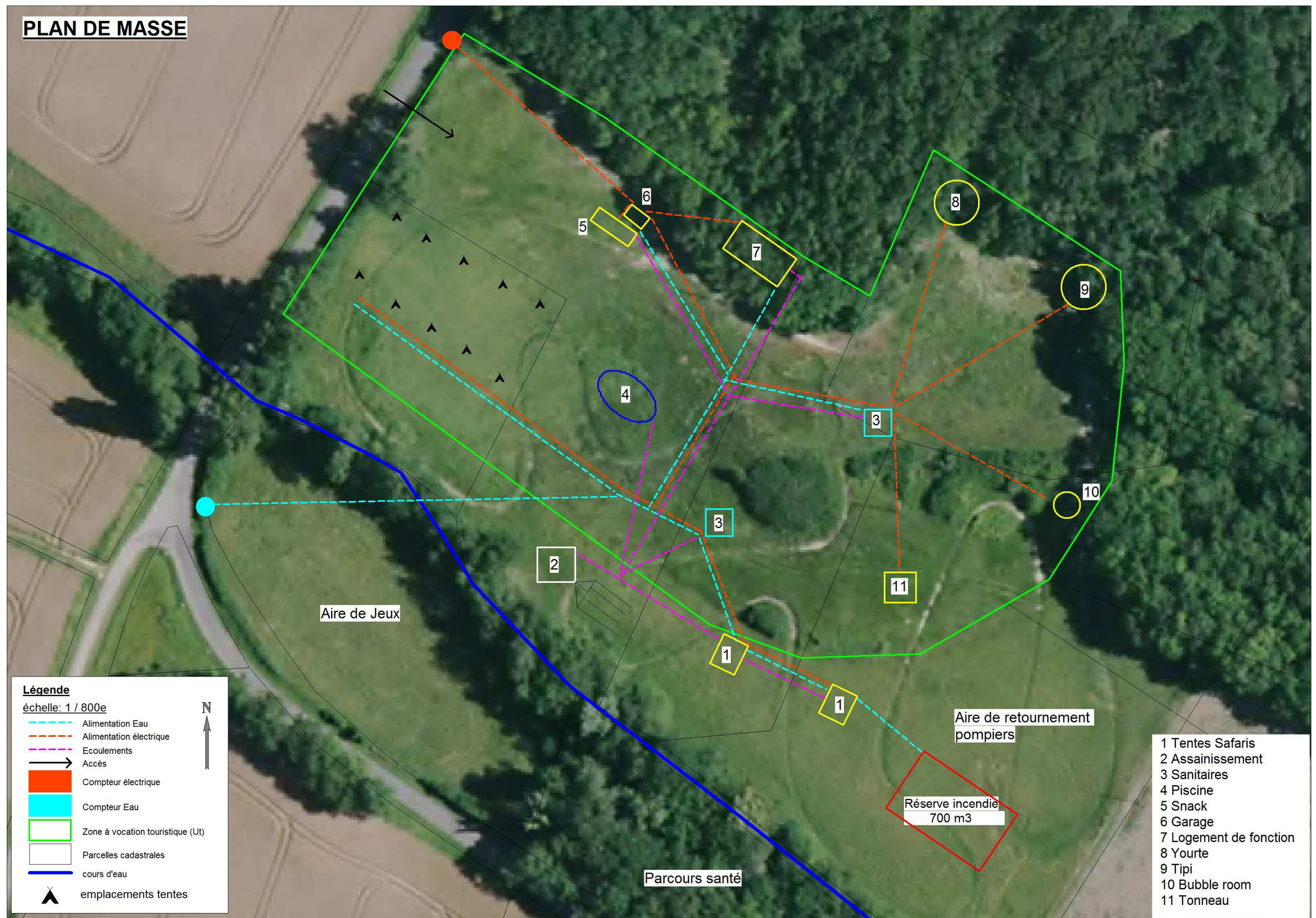
## Maquette :



*source Mme BILLAULT*



# PLAN DE MASSE





Secteur concerné	Justification	Surface totale en zone U (ha)	Surface constructible (ha)
La Mailleraie (Ut)	<p><u>Consommation d'espace</u> : La surface concernée par le projet est de 1,47 ha.</p> <p><u>Equipements</u> : Pour le réseau d'eau, le syndicat finance l'extension (prévu budget 2015). Le porteur de projet prend en charge le compteur (devis de 1400 euros), puis l'ensemble de la distribution dans le budget global. (cf :annexe 7.)</p> <p>Pour le réseau électrique, un renforcement sera effectué par le SDE, le porteur de projet prend en charge 1500 euros (compteur) puis l'ensemble de la distribution dans le budget global. (cf :annexe 8.)</p> <p><u>Défense incendie</u> : Après avoir rencontré le SDIS 24, ce projet nécessite une réserve de 120 m3 et l'obligation de débroussailler sur 50 m autour du terrain. Le porteur de projet a prévu une réserve de type géo-membrane d'une capacité de 700 m3 (soit 5 fois plus que la réglementation). (cf :annexe 9.) Un accès ainsi qu'une aire de retournement pour les véhicules pompiers seront également prévus. 1 accès au terrain est existant par la RD 19. La haie sera taillée, voire supprimée afin d'assurer une bonne visibilité. (A étudier en concertation avec l'Unité d'Aménagement de Bergerac).</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Impact limité. Prairie difficilement exploitable. Parcelle non déclarée à la PAC.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : Le boisement naturel restera en l'état afin de ne pas dénaturer le site. Le porteur de projet souhaite privilégier des emplacements ombragés pour le futur camping. Une autorisation de défrichement pour une surface de 0.48 ha a été demandée à la DDT. (cf :annexe 10)</p>	1,47	1,47

## **Préconisations paysagères :**

Le glamping intégrera donc les préconisations suivantes :

- Conserver, entretenir et renouveler les plantations existantes sur le site en favorisant la diversité des espèces locales. Jasmin, clématite, chèvrefeuille et solanum jasminium.
- Eviter les espèces ayant peu d'intérêt écologique comme les haies de thuya ou de laurier en continu.
- Clôturer le terrain avec une barrière en bois. A l'est du terrain, une haie existe déjà. Au sud du terrain la haie existante sera complétée avec des essences locales (frêne, chêne et noisetier).
- Au nord du terrain se trouve un espace boisé qui sera conservé et entretenu. A l'ouest du terrain la haie naturelle qui s'est formée sera maintenue à l'état naturel et entretenu.
- Entretenir le bosquet existant au centre du terrain. Ce bosquet permet de faire un écran visuel naturel par rapport aux logements.
- Entretenir les chemins qui ont été créés récemment (terre, pierre) pour faciliter l'accès aux pompiers et aux piétons. Les chemins seront balisés avec des luminaires LED afin d'éviter la pollution lumineuse sur le site.
- Dissimuler au mieux les raccordements électricité, téléphone sur le site (coffrage en bois tout autour des 2 poteaux de la ligne à haute tension).
- Intégrer le bâti qui sera mis en place comprenant le logement de fonction qui sera un chalet, la piscine hors sol et le sanitaire seront tous les deux en bois.
- Entretenir, nettoyer, prévenir des maladies, parasites et renouveler les espèces sur le site.



## **Assainissement :**

« Le projet, tel que défini, confronté aux caractéristiques environnementales de la parcelle et aux désidératas de la Maîtrise d'ouvrage, entraîne à conclure sur la mise en place d'un dispositif de traitement dont les critères de sélection choisis pour déterminer le dispositif de traitement seront :

- le nombre d'équivalent-habitant traité par le dispositif qui doit être d'un minimum de 40 EH = 61 Equivalent-Campeur.
- Privilégier une filière d'assainissement non collectif sans électricité et dont le média est valorisable en compostage,
- Positionner la filière en bas de parcelle le long du Ruisseau Le Noël.

Après discussion et validation par la Maîtrise d'ouvrage, il est apparu les préférences suivantes :

- Traitement privilégié à ce jour : Filtres plantés.
- Traitement en variante : Filtre compact à média organique tel que la Noix de Coco ou équivalent, dont le média est compostable en fin de vie.

En suivant, l'évacuation des eaux traitées doit être de préférence par rejet vers le milieu hydraulique superficiel qui sera ici le Ruisseau Le Noël.

Toutefois, on notera que le Ruisseau Le Noël n'était pas en eau le jour de notre intervention mi-septembre 2015. Il ne constitue donc pas un milieu hydraulique pérenne en période estivale.

Dans ce contexte, dans un souci de confort des usagers du camping (risque accru de mauvaise odeur), de salubrité publique avec accès direct aux effluents traités, et pour des raisons environnementales de qualité de rejet, nous recommandons de mettre en œuvre un traitement tertiaire par le biais d'une aire de dispersion végétalisée en périphérie avant le rejet dans le Ruisseau Le Noël.

Attention, les eaux usées traitées, précédemment à l'air de dispersion, après traitement et avant rejet dans l'aire de dispersion, seront envoyées dans une boîte de collecte pour permettre le prélèvement et l'analyse des eaux usées pour pouvoir contrôler la qualité du traitement ».

*Source : Ingénieur Géologue (Alexis TOUSSAINT) Assainiconseil – Etude de conception d'un assainissement non collectif pour Projet de Mme Billault. -*

Un lien avec le chemin de randonnée (PDIPR) et les exploitations agricoles alentours (maraîcher, céréalier, viticulteur, éleveur de chèvres..) permettra de fédérer les porteurs de projets et favoriser la dynamique du territoire.



## 14 SYNTHÈSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTÉS

### DESCRIPTION DU ZONAGE MODIFIÉ PAR LA RÉVISION

Secteurs	Surface constructible « restante » sur la base du zonage validé en 2008 (ha)	Nouvelle surface constructible (ha)	Evolution Surface (ha)
Le Bourg	3,11	3,11	Pas d'évolution des zones U
Les Caillauds	0,30	0,30	
Rieutord	0,72	0,72	
Total zones U	4,13 ha	4,13 ha	
Glamping (Ut)	/	1,47	+ 1,47
Total zones Ut	0,00 ha	1,47 ha	+ 1,47 ha

## ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des servitudes

Annexe 2 : Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) – Vallée de la Bournègue

Annexe 3 : Description des phénomènes « retrait gonflement des argiles » - modèle de règlement et préconisations

Annexe 4 : Données forestières

Annexe 5 : Carte de synthèse du Porter à Connaissance

Annexe 6 : Carte des servitudes

Annexe 7 : Avis SIAEP d'Issigeac

Annexe 8 : Avis SDE 24

Annexe 8 : Avis SDIS 24

Annexe 10 : Réponse autorisation défrichement.



**Notification des servitudes d'utilité publique en vigueur sur le territoire de la commune  
FAURILLES  
24176**

**I4**

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
I4	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Energie électrique	Ligne 225 kv Dantou-Tuilière	Convention: 0	RTE	Non	Non	
I4	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Energie électrique	Diverses lignes MT + BT	Convention: 0	EDFPgx	Non	Non	

Nombre de lignes : 2

24/09/2013

Direction Départementale de l'équipement de la  
Dordogne Service Habitat Urbanisme:Bureau  
Administratif

1/1

## ANNEXE 2 – ZNIEFF de type 2 -



Muséum  
national  
d'Histoire  
naturelle

Date d'édition : 03/10/2014  
<http://npo.mnhn.fr/zone/znieff/720014238>



**znieff** ZONES NATURELLES  
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,  
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

### VALLEE DE LA BOURNEGUE (Identifiant national : 720014238)

(ZNIEFF continentale de type 1)

(Identifiant régional : 00002731)

Région en charge de la zone : Aquitaine  
Rédacteur(s) : COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE.



1. DESCRIPTION .....	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE .....	3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE .....	3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE .....	3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION .....	3
6. HABITATS .....	3
7. ESPECES .....	5
8. LIENS ESPECES ET HABITATS .....	6
9. SOURCES .....	6



## 1. DESCRIPTION

### 1.1 Localisation administrative

- Faurilles (INSEE : 24176)
- Saint-Léon-d'Issigeac (INSEE : 24441)

### 1.2 Altitudes

Minimum (m) : 87  
Maximum (m) : 100

### 1.3 Superficie

37,44 hectares

### 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

*Non renseigné*

### 1.5 Commentaire général

*Non renseigné*

### 1.6 Compléments descriptif

#### 1.6.1 Géomorphologie

*Non renseigné*

*Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

#### 1.6.2 Activités humaines

- Elevage

*Commentaire sur les activités humaines*

*aucun commentaire*

#### 1.6.3 Statut de propriété

*Non renseigné*

*Commentaire sur le statut de propriété*

*aucun commentaire*

#### 1.6.4 Mesures de protection

*Non renseigné*

*Commentaire sur les mesures de protection*

*aucun commentaire*



## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Floristique

*Commentaire sur les intérêts*

*aucun commentaire*

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

*Non renseigné*

*Commentaire sur les critères de délimitation de la zone*

*aucun commentaire*

## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

*Commentaire sur les facteurs*

*aucun commentaire*

## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mammifères</li> <li>- Oiseaux</li> <li>- Reptiles</li> <li>- Amphibiens</li> <li>- Insectes</li> <li>- Autres Invertébrés</li> <li>- Phanérogames</li> <li>- Ptéridophytes</li> <li>- Bryophytes</li> <li>- Algues</li> <li>- Champignons</li> <li>- Lichens</li> <li>- Habitats</li> </ul>			

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
37 Prairies humides et mégaphorbiaies			

### 6.2 Habitats autres

*Non renseigné*

- 3/6 -





### 6.3 Habitats périphériques

Non renseigné

### 6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire



### 7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Angiospermes	98977	<a href="#">Fritillaria meleagris L., 1753</a>	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )
	109297	<a href="#">Narcissus pseudonarcissus L., 1753</a>	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )

## 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

## 9. SOURCES

Non renseigné

## **Annexe 3 – Description des phénomènes « retrait gonflement des argiles » - modèle de règlement et préconisations**

### **ANNEXE 2**

#### **Description des phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et de leurs conséquences**

Le phénomène de retrait-gonflement concerne exclusivement les sols à dominante argileuse.

Ce sont des sols fins comprenant une proportion importante de minéraux argileux et le plus souvent dénommés « argiles », « glaises », « marnes » ou « limons ». Ils sont caractérisés notamment par une consistance variable en fonction de la quantité d'eau qu'ils renferment : collant aux mains, parfois « plastiques », lorsqu'ils sont humides, durs et parfois pulvérulents à l'état desséché.

Les sols argileux se caractérisent essentiellement par une grande influence de la teneur en eau sur leur comportement mécanique.

#### **1. Introduction aux problèmes de « retrait-gonflement »**

Par suite d'une modification de leur teneur en eau, les terrains superficiels argileux varient de volume : retrait lors d'une période d'assèchement, gonflement lorsqu'il y a apport d'eau. Cette variation de volume est accompagnée d'une modification des caractéristiques mécaniques de ces sols.

Ces variations sont donc essentiellement gouvernées par les conditions météorologiques, mais une modification de l'équilibre hydrique établi (imperméabilisation, drainage, concentration de rejet d'eau pluviale....) ou une conception des fondations du bâtiment inadaptée à ces terrains sensibles peut tout à fait jouer un rôle pathogène.

La construction d'un bâtiment débute généralement par l'ouverture d'une fouille qui se traduit par une diminution de la charge appliquée sur le terrain d'assise. Cette diminution de charge peut provoquer un gonflement du sol en cas d'ouverture prolongée de la fouille (c'est pourquoi il est préconisé de limiter au maximum sa durée d'ouverture).

La contrainte appliquée augmente lors de la construction du bâtiment, et s'oppose plus ou moins au gonflement éventuel du sol. On constate en tout cas que plus le bâtiment est léger, plus la surcharge sur le terrain sera faible et donc plus l'amplitude des mouvements liés au phénomène de retrait-gonflement sera grande.

Une fois le bâtiment construit, la surface du sol qu'il occupe devient imperméable. L'évaporation ne peut plus se produire qu'en périphérie de la maison. Il apparaît donc un gradient entre le centre du bâtiment (où le sol est en équilibre hydrique) et les façades, ce qui explique que les fissures apparaissent de façon préférentielle dans les angles.

Une période de sécheresse provoque le retrait qui peut aller jusqu'à la fissuration du sol. Le retour à une période humide se traduit alors par une pénétration d'autant plus brutale de l'eau dans le sol par l'intermédiaire des fissures ouvertes, ce qui entraîne des phénomènes de gonflement. Le bâtiment en surface est donc soumis à des mouvements différentiels alternés dont l'influence finit par amoindrir la résistance de la structure. Contrairement à un phénomène de tassement des sols de remblais, dont les effets diminuent avec le temps, les désordres liés au retrait-gonflement des sols argileux évoluent d'abord lentement puis

s'amplifient lorsque le bâtiment perd de sa rigidité et que la structure originelle des sols s'altère.

Retrait et gonflement sont deux mécanismes liés. Il arrive que leurs effets se compensent (des fissures apparues en été se referment parfois en hiver), mais la variabilité des propriétés mécaniques des sols de fondations et l'hétérogénéité des structures (et des régimes de contraintes) font que les phénomènes sont rarement complètement réversibles.

L'intensité de ces variations de volume, ainsi que la profondeur de terrain affectée par ces mouvements de « retrait-gonflement » dépendent essentiellement :

- des caractéristiques du sol (nature, géométrie, hétérogénéité) ;
- de l'épaisseur de sol concernée par des variations de teneurs en eau : plus la couche de sol concernée par ces variations est épaisse, plus les mouvements en surface seront importants. L'amplitude des déformations s'amortit cependant assez rapidement avec la profondeur et on considère généralement qu'au-delà de 3 à 5 m, le phénomène s'atténue, car les variations saisonnières de teneurs en eau deviennent négligeables ;
- de l'intensité des facteurs climatiques (amplitude et surtout durée des périodes de déficit pluviométrique...) ;
- de facteurs d'environnement tels que :
  - . la végétation ;
  - . la topographie (pente) ;
  - . la présence d'eaux souterraines (nappe, source...) ;
  - . l'exposition (influence sur l'amplitude des phénomènes d'évaporation).

Ces considérations générales sur le mécanisme de retrait-gonflement permettent de mieux comprendre comment se produisent les sinistres « sécheresse » liés à des mouvements différentiels du sol argileux et quels sont les facteurs qui interviennent dans le processus. On distingue pour cela les facteurs de prédisposition (conditions nécessaires à l'apparition de ce phénomène), qui déterminent la répartition spatiale de l'aléa, et des facteurs qui vont influencer ce phénomène soit en le provoquant (facteurs de déclenchement), soit en accentuant les effets (facteurs aggravants).

## **2. Facteurs intervenant dans le mécanisme**

### **2.1. Facteurs de prédisposition**

Il s'agit des facteurs dont la présence induit le phénomène de retrait-gonflement mais ne suffit pas à le déclencher. Ces facteurs sont fixes ou évoluent très lentement avec le temps. Ils conditionnent la répartition spatiale du phénomène et permettent de caractériser la susceptibilité du milieu.

Vis à vis du phénomène de retrait-gonflement, la nature lithologique du sol constitue le facteur de prédisposition prédominant. Les terrains susceptibles de retrait-gonflement sont des formations argileuses au sens large, mais leur nature peut être très variable : dépôts sédimentaires argileux, calcaires argileux, marno-calcaires, dépôts alluvionnaires, colluvions, roches éruptives ou métamorphiques altérées, etc.

La géométrie de la formation géologique a une influence dans la mesure où l'épaisseur de la couche de sol argileux joue sur l'amplitude du phénomène. Une formation argileuse continue sera plus dangereuse qu'un simple inter-lit argileux entre deux bancs calcaires. Mais cette dernière configuration peut dans certains cas conduire à l'apparition de désordres.

Le facteur principal est cependant lié à la nature minéralogique des composants argileux présents dans le sol. Un sol est généralement constitué d'un mélange de différents minéraux dont certains présentent une plus grande aptitude au phénomène de retrait-gonflement. Il s'agit essentiellement des smectites (famille de minéraux argileux tels que la montmorillonite), de certains interstratifiés, de la vermiculite et de certaines chlorites.

Les conditions d'évolution du sol après dépôt jouent également. Le contexte paléoclimatique auquel le sol a été soumis est susceptible de provoquer une évolution de sa composition minéralogique : une altération en climat chaud et humide (de type intertropical) facilite la formation de minéraux argileux gonflants. L'évolution des contraintes mécaniques appliquées intervient aussi : un dépôt vasard à structure lâche sera plus sensible au retrait qu'un matériau « surconsolidé » (sol ancien ayant subi un chargement supérieur à celui des terrains sus-jacents actuels), lequel présentera plutôt des risques de gonflement.

## **2.2. Facteurs déclenchants et/ou aggravants**

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement mais qui n'ont d'effet significatif que s'il existe des facteurs de prédisposition préalables. La connaissance des facteurs déclenchants permet de déterminer l'occurrence du phénomène (autrement dit l'aléa et non plus seulement la susceptibilité).

Certains de ces facteurs ont plutôt un rôle aggravant : ils ne suffisent pas à eux seuls à déclencher le phénomène, mais leur présence contribue à en alourdir l'impact.

### **2.2.1. Phénomènes climatiques**

Les variations climatiques constituent le principal facteur de déclenchement. Les deux paramètres importants sont les précipitations et l'évapotranspiration.

En l'absence de nappe phréatique, ces deux paramètres contribuent en effet fortement aux variations de teneurs en eau dans la tranche superficielle des sols (que l'on peut considérer comme les deux premiers mètres sous la surface du sol).

L'évapotranspiration est la somme de l'évaporation (liée aux conditions de température, de vent et d'ensoleillement) et de la transpiration (eau absorbée par la végétation). Elle est mesurée dans quelques stations météorologiques mais ne constitue jamais qu'une approximation puisqu'elle dépend étroitement des conditions locales de végétation.

On raisonne en général sur les hauteurs de pluies efficaces, qui correspondent aux précipitations diminuées de l'évapotranspiration. Malheureusement, il est très difficile de relier la répartition dans le temps des hauteurs de pluies efficaces avec l'évolution des teneurs en eau dans le sol, même si l'on observe évidemment qu'après une période de sécheresse prolongée la teneur en eau dans la tranche superficielle de sol a tendance à diminuer tandis que l'épaisseur de la tranche de sol concernée par la dessiccation augmente, et ceci d'autant plus que cette période se prolonge.

On peut établir des bilans hydriques en prenant en compte la quantité d'eau réellement infiltrée (ce qui suppose d'estimer non seulement l'évaporation mais aussi le ruissellement), mais toute la difficulté est de connaître la réserve utile des sols, c'est-à-dire leur capacité à

emmagasiner de l'eau et à la restituer ensuite (par évaporation ou en la transférant à la végétation par son système racinaire). Les bilans établis selon la méthode de Thornthwaite supposent arbitrairement que la réserve utile des sols est pleine en début d'année, alors que les évolutions de celle-ci peuvent être très variables.

#### 2.2.2. Actions anthropiques

Certains sinistres « sécheresse » ne sont pas déclenchés par un phénomène climatique, par nature imprévisible, mais par une action humaine.

Des travaux d'aménagement, en modifiant la répartition des écoulements superficiels et souterrains, ainsi que les possibilités d'évaporation naturelle, peuvent entraîner des modifications dans l'évolution des teneurs en eau de la tranche de sol superficielle.

La mise en place de drains à proximité d'un bâtiment peut provoquer un abaissement local des teneurs en eau et entraîner des mouvements différentiels au voisinage. Inversement, une fuite dans un réseau enterré augmente localement la teneur en eau et peut provoquer, outre une érosion localisée, un gonflement du sol qui déstabilisera un bâtiment situé à proximité. Dans le cas d'une conduite d'eaux usées, le phénomène peut d'ailleurs être aggravé par la présence de certains ions qui modifient le comportement mécanique des argiles et accentuent leurs déformations.

La concentration d'eau pluviale ou de ruissellement au droit de la construction joue en particulier un rôle pathogène déterminant.

Par ailleurs, la présence de sources de chaleur en sous-sol (four ou chaudière) à proximité d'un mur peut dans certains cas accentuer la dessiccation du sol dans le voisinage immédiat et entraîner l'apparition de désordres localisés.

Enfin, des défauts de conception de la construction tant au niveau des fondations (ancrage à des niveaux différents, bâtiment construit sur sous-sol partiel, etc.) que de la structure elle-même (par exemple, absence de joints entre bâtiments accolés mais fondés de manière différente) constituent un facteur aggravant indéniable qui explique l'apparition de désordres sur certains bâtiments, même en période de sécheresse à caractère non exceptionnel.

#### 2.2.3. Conditions hydrogéologiques

La présence ou non d'une nappe, ainsi que l'évolution de son niveau en période de sécheresse, jouent un rôle important dans les manifestations du phénomène de retrait-gonflement.

La présence d'une nappe permanente à faible profondeur (c'est-à-dire à moins de 4 m sous le terrain naturel) permet en général d'éviter la dessiccation de la tranche de sol superficielle.

Inversement, le rabattement de la nappe (sous l'influence de pompes situées à proximité, ou du fait d'un abaissement généralisé du niveau) ou le tarissement des circulations d'eau superficielles en période de sécheresse provoque une aggravation de la dessiccation dans la tranche de sol soumise à l'évaporation.

Pour exemple, dans le cas d'une formation argileuse surmontant une couche sableuse habituellement saturée en eau, le dénoyage de cette dernière provoque l'arrêt des remontées capillaires dans le terrain argileux et contribue à sa dessiccation.



#### 2.2.4. Topographie

Hormis les phénomènes de reptation en fonction de la pente, les constructions sur terrain pentu peuvent être propices à l'apparition de désordres issus de mouvements différentiels du terrain d'assise sous l'effet de retrait-gonflement.

En effet, plusieurs caractères propres à ces terrains sont à considérer :

- le ruissellement naturel limite leur recharge en eau, ce qui accentue le phénomène de dessiccation du sol;
- un terrain en pente exposé au Sud sera plus sensible à l'évaporation, du fait de l'ensoleillement, qu'un terrain plat ou exposé différemment ;
- les fondations étant généralement descendues partout à la même cote se trouvent de fait ancrées plus superficiellement du côté aval ;
- enfin, les fondations d'un bâtiment sur terrain pentu se comportent comme une barrière hydraulique vis-à-vis des circulations d'eaux dans les couches superficielles le long du versant. Le sol à l'amont tend donc à conserver une teneur en eau plus importante qu'à l'aval.

#### 2.2.5. Végétation

La présence de végétation arborée à proximité d'un édifice construit sur sol sensible peut, à elle seule, constituer un facteur déclenchant, même si, le plus souvent, elle n'est qu'un élément aggravant.

Les racines des arbres soutirent l'eau contenue dans le sol, par un mécanisme de succion. Cette succion crée une dépression locale autour du système racinaire, ce qui se traduit par un gradient de teneur en eau dans le sol. Celui-ci étant en général faiblement perméable du fait de sa nature argileuse, le rééquilibrage des teneurs en eau est très lent.

Ce phénomène de succion peut alors provoquer un tassement localisé du sol autour de l'arbre. Si la distance au bâtiment n'est pas suffisante, cela peut entraîner des désordres au niveau des fondations, et à terme sur la bâtisse elle-même.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte se fait sentir jusqu'à une distance égale à une fois et demi sa hauteur. Les racines seront naturellement incitées à se développer en direction de la maison puisque celle-ci limite l'évaporation et maintient donc sous sa surface une zone de sol plus humide. Contrairement au processus d'évaporation qui affecte surtout la tranche superficielle des deux premiers mètres, les racines d'arbres ont une influence jusqu'à 4 à 5 m de profondeur, voire davantage.

Le phénomène sera d'autant plus important que l'arbre est en pleine croissance et qu'il a besoin de plus d'eau. Ainsi on considère qu'un peuplier ou un saule adulte a besoin de 300 l d'eau par jour en été. En France, les arbres considérés comme les plus dangereux du fait de leur influence sur les phénomènes de retrait, sont les chênes, les peupliers, les saules et les cèdres. Des massifs de buissons ou arbustes situés près des façades peuvent cependant causer aussi des dégâts.

Par ailleurs, des risques importants de désordres par gonflement de sols argileux sont susceptibles d'apparaître, souvent plusieurs années après la construction de bâtiments, lorsque ces derniers ont été implantés sur des terrains anciennement boisés et qui ont été défrichés pour les besoins du lotissement. La présence de ces arbres induisait en effet une modification importante de l'équilibre hydrique du sol, et ceci sur plusieurs mètres de profondeur. Leur suppression se traduit par une diminution progressive de la succion, l'eau

infiltrée n'étant plus absorbée par le système racinaire. Il s'ensuit un réajustement du profil hydrique, susceptible d'entraîner l'apparition d'un gonflement lent mais continu.

### **.3. Mécanismes et manifestations des désordres**

Les mouvements différentiels du terrain d'assise d'une construction se traduisent par l'apparition de désordres qui affectent l'ensemble du bâti et qui sont en général les suivants :

#### **Gros-œuvre :**

- fissuration des structures enterrées ou aériennes ;
- déversement de structures fondées de manière hétérogène;
- désencastrement des éléments de charpente ou de chaînage ;
- dislocation des cloisons.

#### **Second-œuvre :**

- distorsion des ouvertures ;
- décollement des éléments composites (carrelage, plâtres...) ;
- rupture de tuyauteries et canalisations.

#### **Aménagement extérieur :**

- fissuration des terrasses ;
- décollement des bâtiments annexes, terrasses, perrons ;

La nature, l'intensité et la localisation de ces désordres dépendent de la structure de la construction, du type de fondation réalisée et bien sûr de l'importance des mouvements différentiels de terrain subis.

L'exemple type de la maison sinistrée par la sécheresse est :

- une maison individuelle (structure légère) ;
- à simple rez-de-chaussée avec dallage sur terre-plein voire sous-sol partiel ;
- fondée de façon relativement superficielle, généralement sur des semelles continues, peu ou non armées et peu profondes (inférieur à 80 cm) ;
- avec une structure en maçonnerie peu rigide, sans chaînage horizontal ;

et reposant sur un sol argileux.

**COMMUNE DE**

**PREVENTION DES RISQUES  
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES**

***MODELE DE REGLEMENT***



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



direction  
départementale  
de l'équipement  
Dordogne

## **Titre I - Portée du règlement**

### **Article I-1 - Champ d'application**

Le présent règlement s'applique à la commune de Faurille. Il détermine les mesures de prévention des risques naturels de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :

- une zone fortement exposée (B1) ;
- une zone moyennement exposée (B2).

Le reste du territoire de la commune est en zone blanche, où aucun phénomène de retrait gonflement des argiles n'a été constaté à ce jour, mais qui doit cependant faire l'objet d'une attention particulière sous forme d'une information sur la potentialité d'un risque lors de chaque délivrance d'autorisation d'urbanisme.

### **Article I-2 - Effets du P.P.R.**

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au POS ou PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Conformément à l'article L.526-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

## **TITRE II - Réglementation des projets**

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

### **Chapitre I- Mesures applicables aux constructions nouvelles**

#### ***Sous chapitre I-1 Mesures applicables aux bâtiments à usage d'habitations individuelles hors opérations groupées***

##### **Article I-1-1 - Est interdite :**

- l'exécution d'un sous-sol partiel sauf si son exécution est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées .

##### **Article I-1-2 - Sont prescrites :**

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), les dispositions suivantes :

- I-1-2-1 - la profondeur minimum des fondations est fixée à :
  - 0,80 m en zone moyennement exposée (B2) ;
  - 1,20 m en zone fortement exposée (B1) ;sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblai ou déblai-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 (1) : Règles pour le calcul des fondations superficielles (DTU : document technique unifié et ses annexes).
- I-1-2-2 : les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :
  - toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
  - les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 (1) : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;



- la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est prescrite sauf si le dallage sur terre-plein fait l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

#### ***Sous chapitre I-2 Mesures applicables à tous les autres bâtiments.***

Ces mesures s'appliquent notamment :

- aux bâtiments à usage autre qu'habitation à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées
- aux opérations d'habitat groupé
- aux bâtiments d'habitation collectifs

#### **Article I-2-1 - Est prescrite :**

- la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1).

## **Chapitre II- Mesures applicables à l'environnement immédiat de l'ensemble des constructions projetées**

A défaut d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NP P94-500 (1) et aboutissant à des dispositions contraires, les mesures suivantes sont applicables :

#### **Article II-1 - Sont interdits :**

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique entre début mai et début octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

#### **Article II-2 - Sont prescrits :**

- le rejet des eaux pluviales ou usées dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 10 m de toute construction ;

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m, s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau ; il peut être dérogé à cette prescription en cas d'impossibilité matérielle (maison construite en limite de propriété par exemple).
- le captage des écoulements épidermiques lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité. En zone fortement exposée (B1), un délai minimum de un an doit être respecté entre cet arrachage et le démarrage des travaux de construction lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille (plus de 10 m de haut) ou en nombre important (plus de cinq) .Toutefois ce délai pourra être ramené à six mois si il est compris entre octobre et avril .
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

### **Titre III- Mesures applicables aux constructions existantes**

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan de zonage réglementaire, sauf dispositions particulières résultant d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.

#### **Article III-1 - Sont définies les mesures suivantes :**

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- l'élagage voire l'arrachage des arbres ou arbustes avides d'eau implantés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 3- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 4- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 5- le raccordement des canalisations d'eaux usées et pluviales au réseau collectif lorsqu'il existe ;
- 6- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières.
- 7- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;

#### **Article III-2**

Les mesures 1, 3 et 6 définies à l'article III-1 sont rendues immédiatement obligatoires en zone fortement exposée (B1).

#### **Article III-4**

La mesure 4 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 1 an en zone fortement exposée (B1).

#### **Article III-3**

La mesure 5 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 2 ans en zone fortement exposée (B1) et en zone moyennement exposée (B2).

#### **Article III-5**

Les mesures 2, et 7 définies à l'article III-1 sont rendues obligatoires dans un délai de 5 ans en zone fortement exposée (B1).

#### **Article III-6**

La mesure 1 définie à l'article III-1 est rendue immédiatement obligatoire en zone moyennement exposée (B2).

---

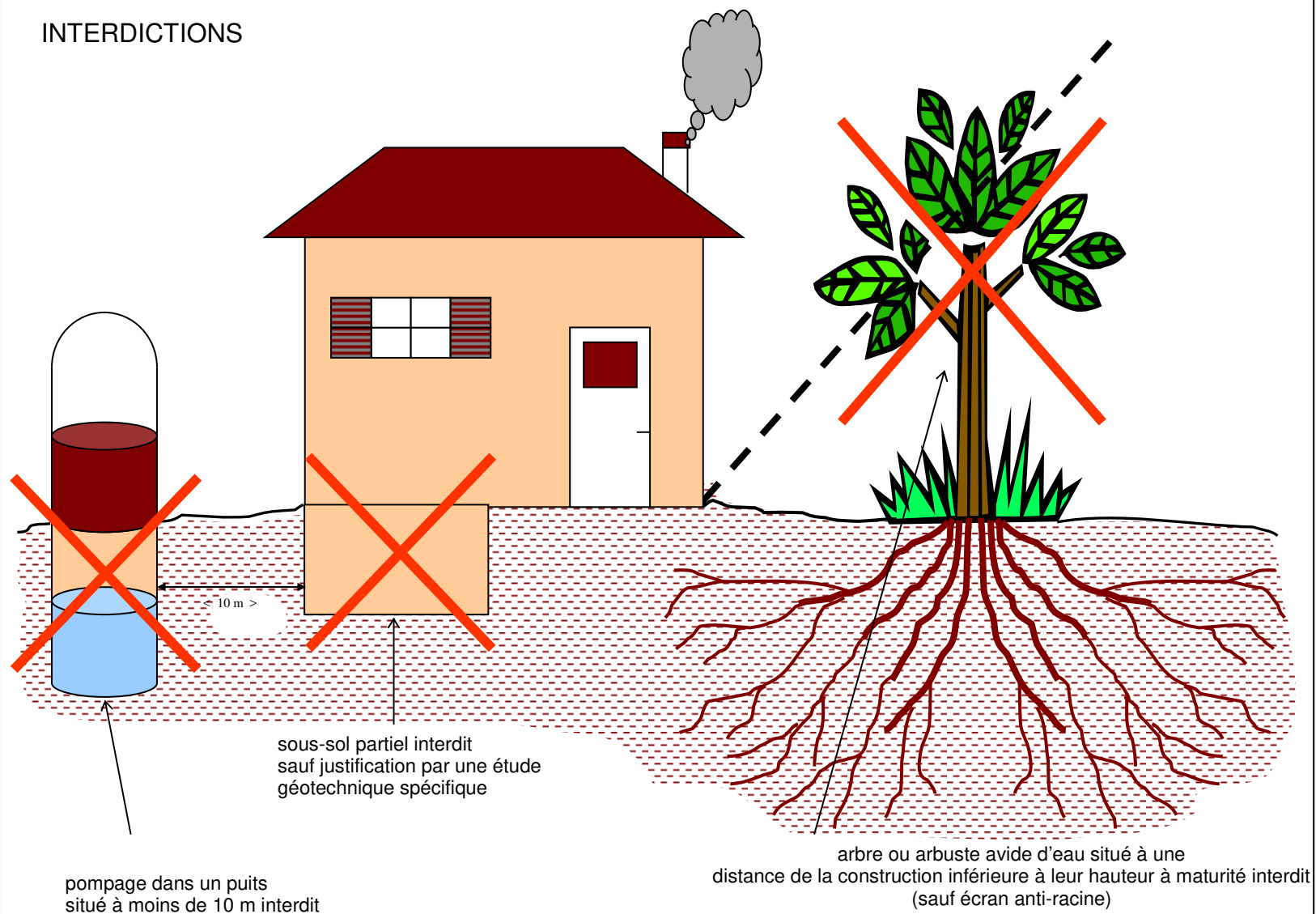
*(1), tous ces documents sont disponibles auprès de l'AFNOR*

**Illustration des principales dispositions réglementaires de  
prévention des risques de mouvements de terrain  
différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement**

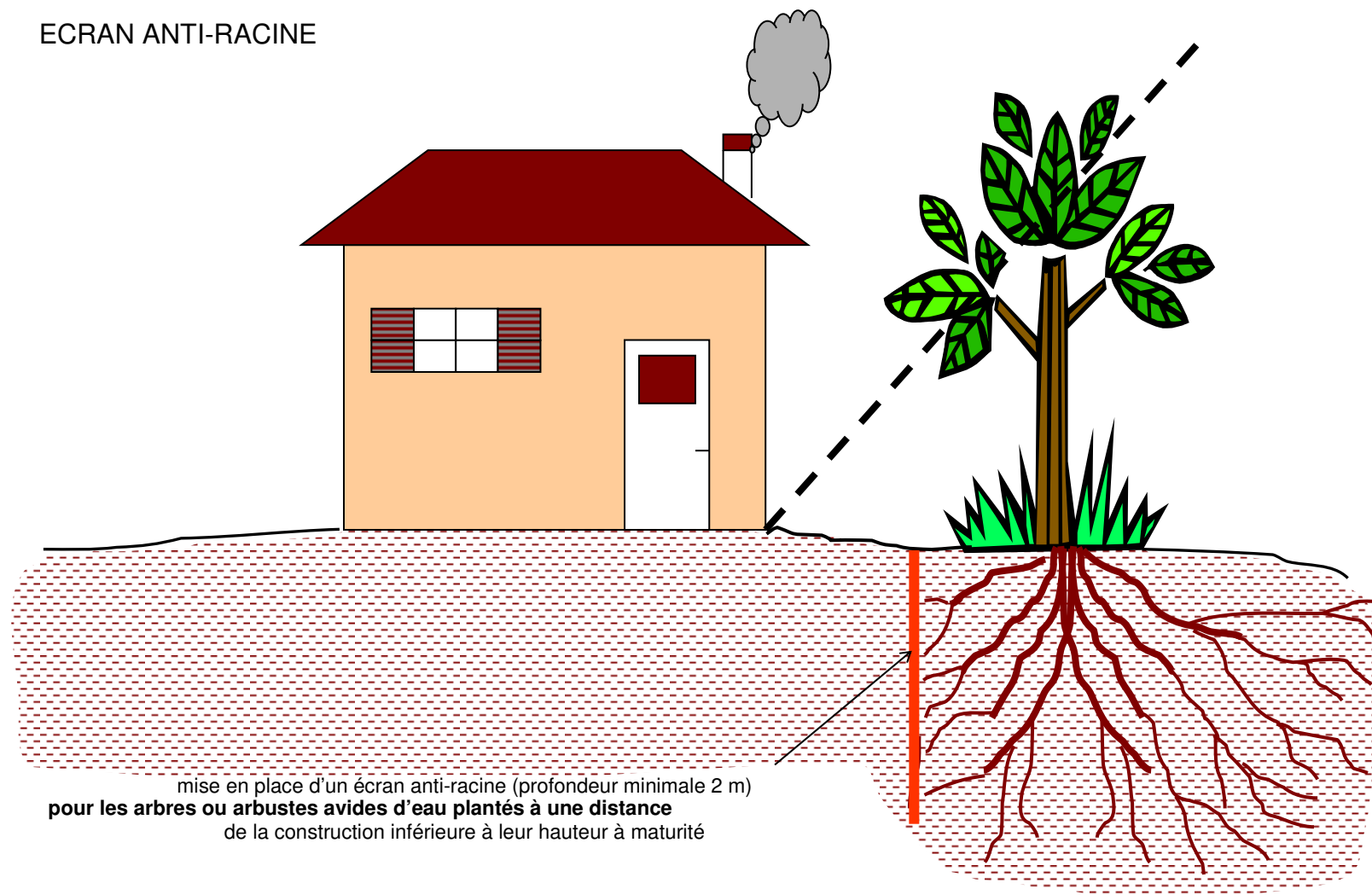
Les illustrations qui suivent présentent une partie des prescriptions et recommandations destinées à s'appliquer dans la zone réglementée par le PPR. Suivant le type de construction (existante ou projetée) et la zone réglementée (B1 ou B2) certaines de ces mesures sont obligatoires, d'autres non, et l'on se reportera donc au règlement pour obtenir toutes les précisions nécessaires.



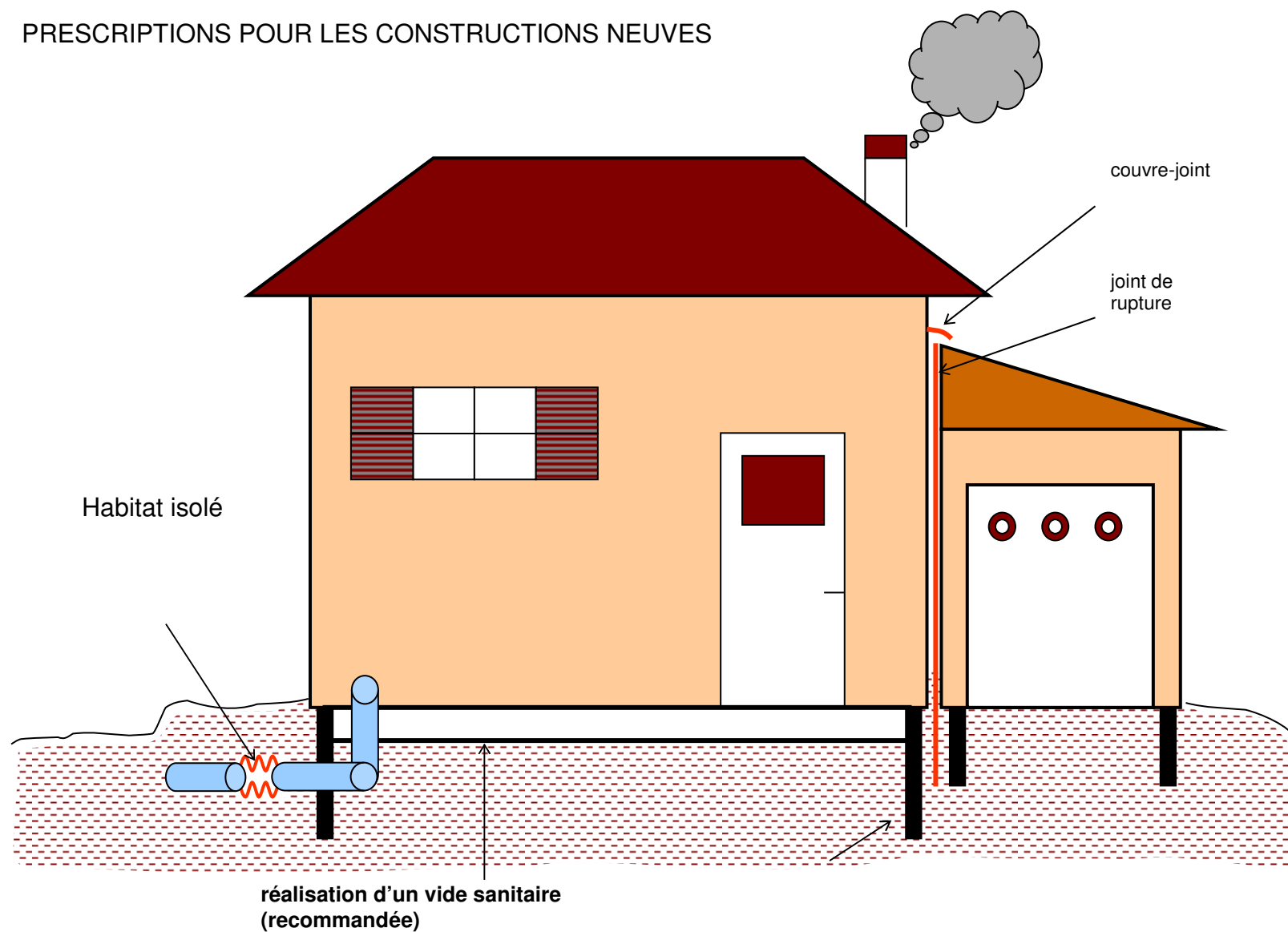
## INTERDICTIONS



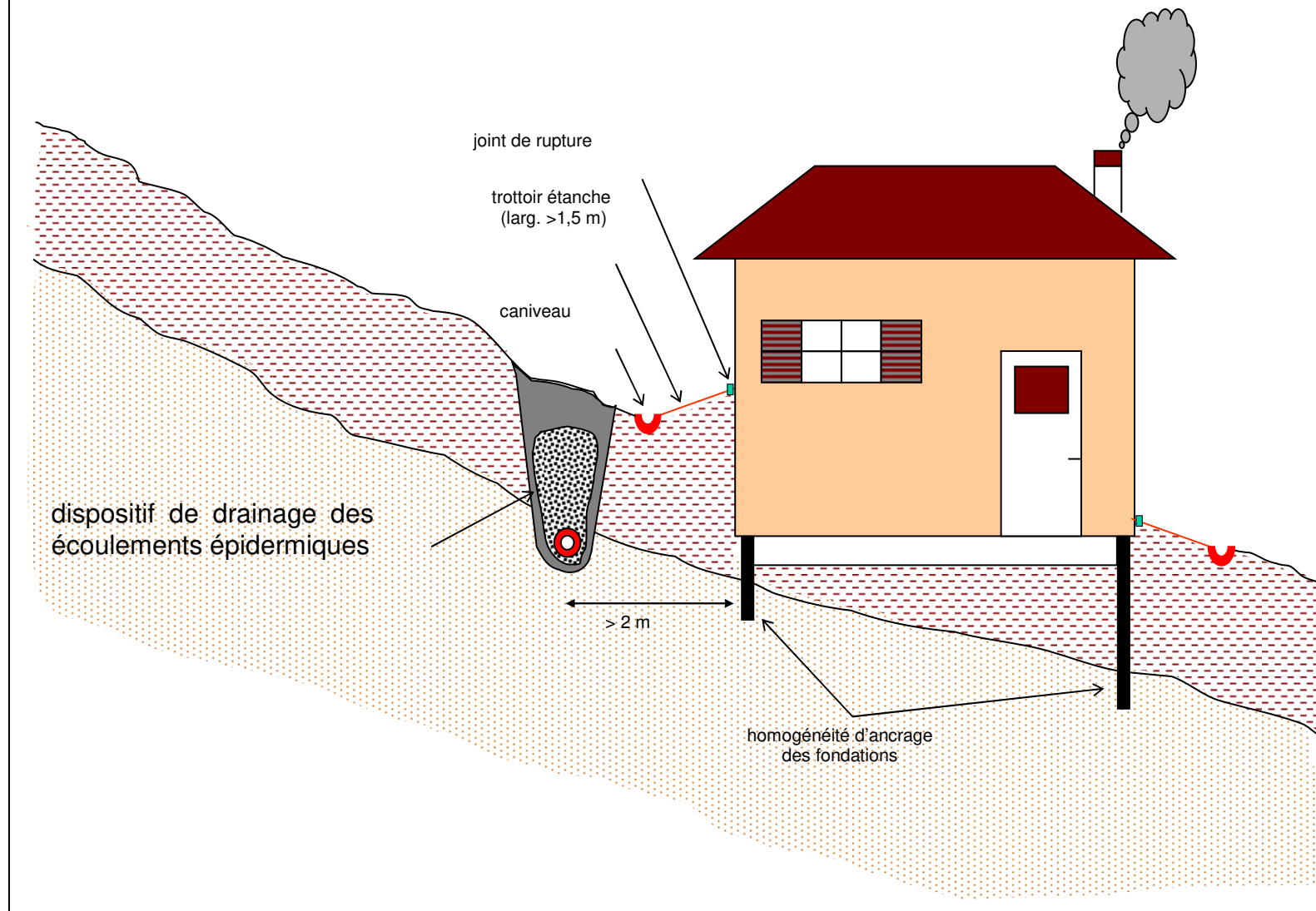
## ECRAN ANTI-RACINE



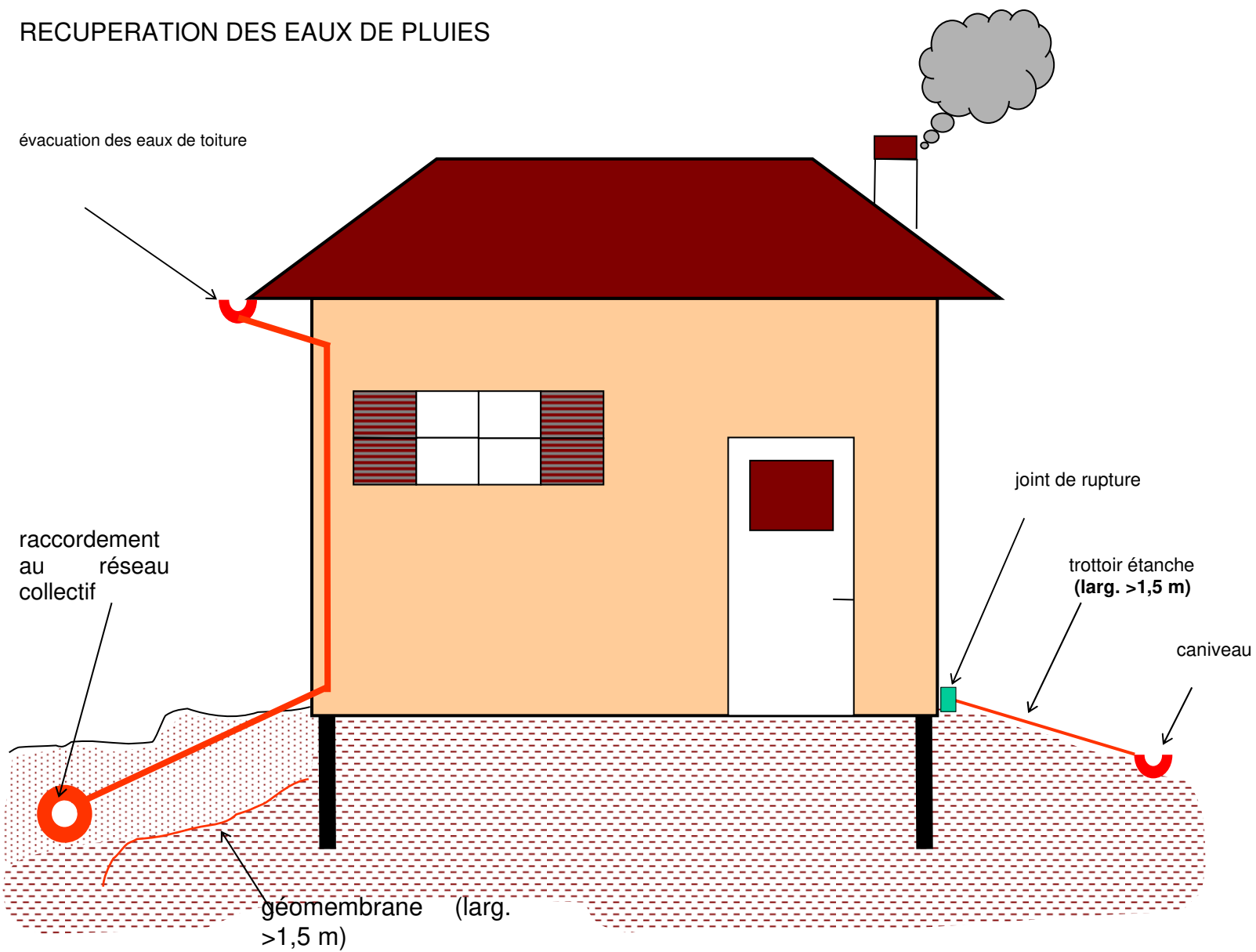
## PRESCRIPTIONS POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES



## PRESCRIPTIONS POUR LES TERRAINS EN PENTE



## RECUPERATION DES EAUX DE PLUIES





## Annexe 4 – Données forestières



Les Services de l'État en Dordogne

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne  
Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts  
Pôle Forêts  
Cité administrative  
24024 PERIGUEUX CEDEX  
Affaire suivie par : Pôle Forêts / Danielle LALOI  
email : danielle.laloi@dordogne.gouv.fr  
Tél. : 05 53 45 56 42 – Fax : 05 53 45 56 50

Périgueux, le 29/01/2013

### DONNEES FORESTIERES A METTRE A DISPOSITION DANS LE CADRE DU PAC

*les documents cartographiques sont disponibles sur le site portail des services de l'État*  
<http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / Agriculture et forêt / Forêt et Bois

#### RISQUE INCENDIE DE FORETS

**OBJECTIF** : attirer l'attention des collectivités et particulièrement celles situées dans les zones les plus sensibles au risque, sur l'obligation de prise en compte de ce risque avec une attention particulière à porter notamment sur les interfaces urbain/forêt, le débroussaillage, l'accessibilité pour les secours, la disponibilité en eau pour la lutte...

#### CARTES : issues de l'atlas du risque incendie de forêts

- Nombre de départs de feux par commune 2001-2007
- Surfaces brûlées par commune 2001-2007
- carte d'aléa (niveau infra communal)
- Nombre d'habitations en zone sensible par commune
- Nombre d'habitations isolées en zone sensible par commune
- Indice synthétique pour les habitations (indice croisant les 2 données précédentes)
- Estimation par commune des surfaces à débroussailler autour des habitations
- Synthèse du risque / approche par grands ensembles géographiques

**COMMENTAIRE relatif aux cartes** : consultables sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêts / forêt et bois / urbanisation et risque d'incendie de forêt en Dordogne

Les cartes présentées ont été établies à partir de données dont les niveaux de mise à jour et de précision sont hétérogènes.

Bien que les données soient pour partie représentées à l'échelle communale, leur interprétation doit être faite par grands ensembles géographiques.

La fiabilité de l'information ne saurait être garantie aux niveaux communal ou infra communal.

#### TEXTES (au titre du droit forestier)

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 9 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

*L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :*

*... 9° A la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.*

- **Code Forestier / Livre Ier/ Titre III Défense et lutte contre les incendies** notamment articles L134-6 et suivants relatifs au débroussaillage obligatoire.

**Rappel** : la Dordogne est classée au titre de l'article L133-1 du Code Forestier, territoire réputé particulièrement exposé aux risques d'incendie de forêt. Ce classement induit notamment des obligations concernant le débroussaillage dans les zones sensibles au risque d'incendie de forêt, ces zones étant constituées des bois, forêts, plantations forestières, reboisements, coupes rases, landes et d'une zone périphérique de 200 mètres de large autour de ces formations.

**Les obligations de débroussaillage sont décrites à l'article L134-6 du code forestier.**

*Une approche cartographique de la zone sensible est consultable sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêt / forêt et bois / une approche cartographique des zones sensibles au risque d'incendie de forêt*

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX



## **Les obligations légales de débroussaillage et les documents d'urbanisme**

L'article L134-15 du code forestier prévoit désormais (ordonnance N°2012-92 du 26/01/2012) que **certaines des obligations légales de débroussaillage soient annexées aux Plans Locaux d'Urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.**

- article L134-15 du code forestier

Lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles [L. 134-5](#) et [L. 134-6](#), cette obligation est annexée aux plans locaux d'urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.

- article R134-6 du code forestier

Les obligations à caractère permanent qui sont annexées au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu sont celles mentionnées à l'[article L. 134-5](#) et aux 3°, 5° et 6° de l'[article L. 134-6](#).

**Ainsi, doivent désormais être annexées aux PLU ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu, les obligations de débroussaillage concernant notamment :**

- *les zones urbaines,*
- *les zones d'aménagement concerté (ZAC),*
- *les associations foncières urbaines (AFU),*
- *les lotissements,*
- *les terrains de camping soumis à permis d'aménager (1),*
- *les parcs résidentiels destinés à l'accueil d'habitations légères de loisirs (1),*
- *les terrains bâtis ou non bâtis permettant l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs(1)*

Pour tous ces terrains, le débroussaillage doit être réalisé sur toute la surface située en zone sensible (c'est-à-dire située en forêt ou à moins de 200 mètres d'une lisière boisée). Les travaux sont à la charge du propriétaire des terrains.

**Tous les PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu qui n'ont pas fait l'objet d'une adoption définitive avant le 1er/07/2012 doivent désormais comporter une annexe sur laquelle figurent ces obligations de débroussaillage.**

En plus de ces obligations qui doivent figurer en annexe du PLU ou du document d'urbanisme en tenant lieu, d'autres obligations de débroussaillage s'appliquent sans qu'il soit obligatoire de les faire figurer en annexe du PLU. Il s'agit des obligations définies par les alinéas 1° et 2° de l'article L134-6 du code forestier :

- Le débroussaillage est obligatoire sur les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres autour de ces constructions, chantiers ou installations et 10 mètres de part et d'autre des voies privées d'accès à ces constructions. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions.
- Pour les trois dernières catégories citées ci-avant relatives à l'hébergement de plein-air (1), les propriétaires sont également soumis à l'obligation de débroussailler une bande de 50 mètres autour de l'emprise de leur établissement (distance mesurée à partir des emplacements ou installations situés le plus en périphérie).

Une information sur l'existence de ces deux types d'obligations, bien que non obligatoire dans le PLU ou le document d'urbanisme, est recommandée.

Le contrôle de l'exécution des obligations de débroussaillage est assuré par le maire (article 134-7 du code forestier).

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX



## DEFRICHEMENT

**OBJECTIF** : attirer l'attention des collectivités sur le droit relatif à la préservation et au maintien de certains espaces forestiers

### TEXTES

**Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5

*L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :*

- 1° au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;
- 2° à la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;
- 3° à l'existence des sources, cours d'eau et zones humides et plus généralement à la qualité des eaux ;
- 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sable ;
- 5° à la défense nationale ;
- 6° à la salubrité publique ;
- 7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers ;
- 8° à l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population ;
- 9° à la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

## FORETS EXPLOITEES

**OBJECTIF** : attirer l'attention des collectivités sur l'enjeu de la forêt de production notamment lorsque les investissements publics en faveur de la forêt sont élevés et concernent des surfaces significatives.  
Les collectivités doivent aussi être averties de l'éventualité de l'application de l'alinéa 7 de l'article L341-5 du Code Forestier.

**CARTES** : investissements plan chablis consultables sous [http://www.dordogne.pref.gouv.fr/rubrique Les actions de l'Etat/agriculture et forêt / forêt et bois / bilan de la tempête de décembre 1999 \(plan chablis\)](http://www.dordogne.pref.gouv.fr/rubrique/Les%20actions%20de%20l'Etat/agriculture%20et%20for%C3%AAt/for%C3%AAt%20et%20bois/bilan%20de%20la%20temp%C3%AAte%20de%20d%C3%A9cembre%201999%20(plan%20chablis))

cartes relatives à la remise en valeur de la forêt sinistrée par la tempête de décembre 1999 (Martin)

- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le nettoyage par commune
- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le reboisement par commune

**NB** : attention, ces cartes ne reflètent pas la totalité des investissements forestiers. Il ne s'agit que d'une indication relative à la remise en valeur après la tempête Martin de décembre 1999 (surfaces dont la remise en valeur forestière est réalisée ou prévue et montants d'aides correspondants de l'Etat et l'Europe – période de référence 2000-2012).

### TEXTES

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV/ Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 7 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

*7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers.*

## FORETS SOUS ENGAGEMENTS FISCAUX

**OBJECTIF** : rappeler l'existence d'engagements trentenaires de maintien de l'état boisé sur certains espaces forestiers en contrepartie d'avantages fiscaux consentis aux propriétaires lors des successions et donations (régime Monichon) ou au titre de l'impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). Il y a des conséquences financières pour les propriétaires successifs en cas de rupture de cet engagement.

**CARTES** : non disponibles à ce stade

### TEXTES

- **article 793 du Code Général des Impôts** alinéas 1-3° et 2-2°
- **article 885 D du Code Général des Impôts**

Les terrains forestiers concernés par les engagements relatifs au régime Monichon font l'objet d'une inscription hypothécaire au profit du Trésor Public.

Adresse postale : Les Services de l'Etat – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX



# Département de la Dordogne

## Porter à connaissance

### Commune de Faurilles

\* Zones à Risque

\* Zones Patrimoine naturel et culturel

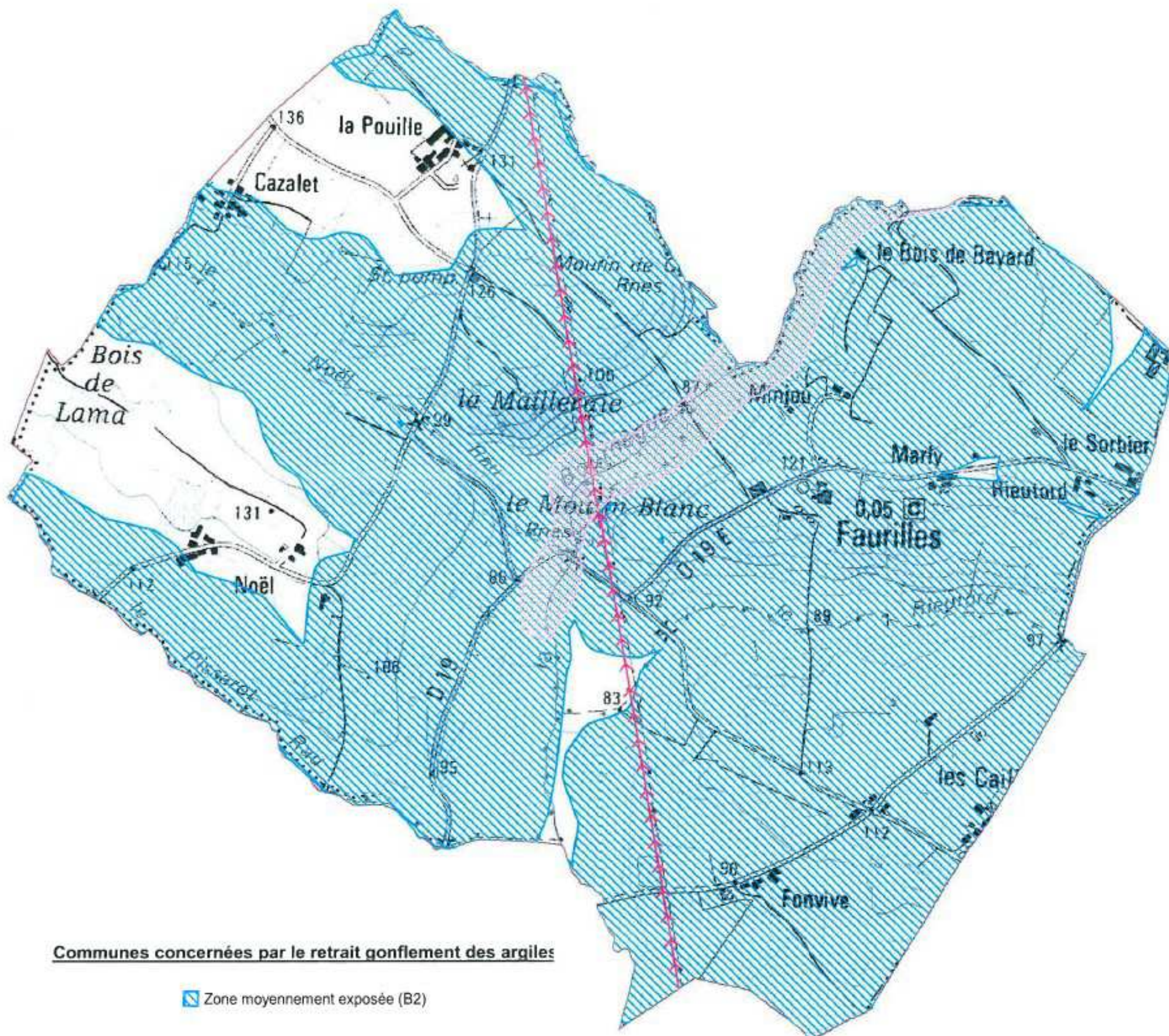


#### Transport d'énergie électrique

→ Transport énergie électrique Voltage 225 KVA

#### Informations utiles patrimoine naturel et culturel

Znieff type: Vallée de la Bourneque



#### Communes concernées par le retrait gonflement des argiles

■ Zone moyennement exposée (B2)



Source : IGN BD CARTO  
DIREN-SIGEA  
Échelle : Porteur à connaissance Etat  
DIREN-SIGEA  
Fichier : Porter à connaissance Etat

#### NOTA :

Données non exhaustives  
Tracés indicatifs

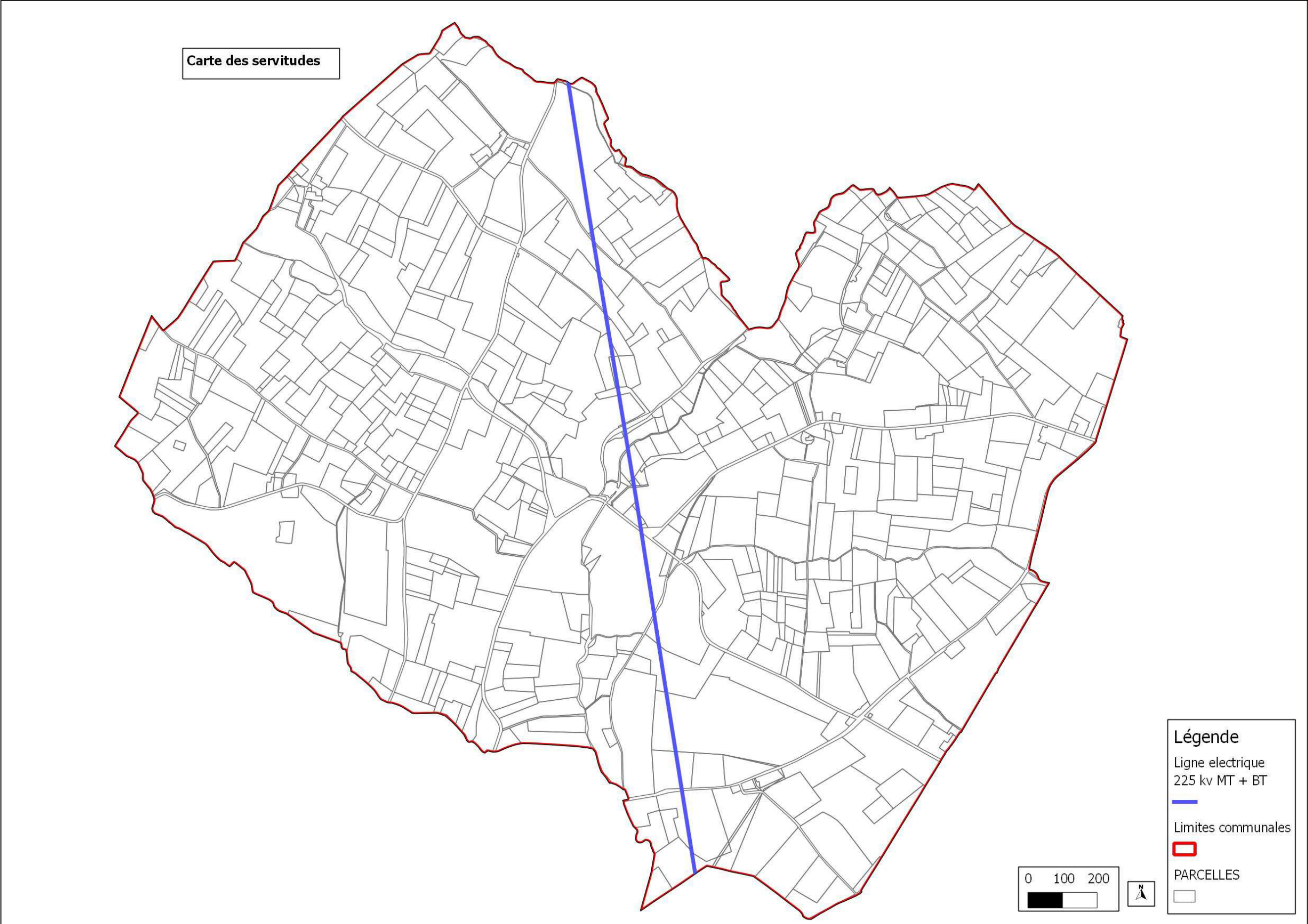
Echelle : 1/ 10 000°

Date exécution du plan : Août 2013

Carte mise à jour avec l'information connue au : 01/01/2013



ANNEXE 6 – Carte des servitudes





## Annexe 7 – Avis SIAEP D'Issigeac



**Mairie de Cours-de-Pile  
24520 COURS-DE-PILE**

Cours-de-Pile, le 20 décembre 2012.

Madame Virginie BILLAULT  
Le Merle

245440 SAINTE SABINE BORN

Objet : Projet touristique.

Madame,

Le bureau du SIAEP d'Issigeac, réuni en séance ordinaire le 19 décembre 2012, a étudié avec attention votre projet touristique sur la commune de Faurilles.

En ce qui concerne le SIAEP, il n'y a pas de problème technique particulier pour la réalisation de ce projet.

Vous devez toutefois solliciter au préalable toutes les autorisations nécessaires et imposées par la réglementation en vigueur.

Ce n'est pas qu'au vu de ces autorisations que le syndicat pourra procéder au raccordement de votre site au réseau d'alimentation en eau potable.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du SIAEP d'Issigeac  
Didier CAPURON



Copie pour information : Mme Canaux Maire de Faurilles

## Annexe 8 – Avis SDE 24



Périgueux, Le 16/03/2015

Le Directeur Général,

à Madame **BILLAULT Virginie**  
Le Merle  
24440 SAINTE SABINE BORN

**Chargé d'affaire** : Pierre MALBOURIANE

**LOT N° : 5**  
**Secteur : 13**

**Objet** : demande d'extension de réseau électrique – commune de FAURILLES

### ACCUSE DE RECEPTION

Madame,

Vous avez sollicité une étude pour une extension du réseau public de distribution d'énergie électrique pour desservir un projet d'installation de camping situé à « La Maillerraie » commune de FAURILLES.

Nous avons effectué une visite sur place. Un réseau basse tension est situé à 295 m de l'unité foncière que vous souhaitez alimenter, soit une participation d'environ 13 275 euros.

La participation définitive vous sera envoyée lorsqu'une autorisation d'urbanisme sera accordée. Son montant sera calculé sur la base des tarifs en vigueur à la date de l'instruction de cette autorisation d'urbanisme.

Nous restons dans l'attente des documents suivants :

☒ Copie de l'Arrêté du Permis ou de l'Autorisation de Construire.

Selon le cas :

- Attestation professionnelle avec N° d'inscription en qualité d'exploitant agricole (N° SIRET)

ou  
- Attestation d'inscription au registre des métiers

☒ ou  
- Attestation d'inscription au registre du commerce

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Général,

GILBERT LEFER

Syndicat Départemental d'Énergies de la Dordogne  
7, Allées de Tourny - CS 81225 - 24019 Périgueux Cédex Tel. 05 53 06 62 00 - Fax. 05 53 09 30 70 -  
accueil@sde24.fr  
www.sde24.fr

## Annexe 9 – Avis SDIS 24

**Service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne**  
Etablissement Public Administratif

*M. Billault*

Corps départemental des  
sapeurs-pompiers

Périgueux, le 9 avril 2015

Etat-major

Groupeement des Services Opérationnels  
Service Prévention des Risques Bâtimentaires

GSO/FL/MLD/N° 1040

Dossier suivi par :

Le commandant F. Laguarrigue

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours,  
chef du corps départemental

à

Monsieur le maire de FAURILLES

commune	activité	dénomination
FAURILLES	Projet de camping	-
adresse	procédure	demandeur
Lieu-dit La Mailleraie	-	MME BILLAULT

### OBSERVATIONS -

#### 1/ - Réglementation applicable (liste non exhaustive) :

- décret n° 93-39 du 11 janvier 1993 modifiant le décret n° 68-134 du 9 février 1968 pris en application du décret n° 59-275 du 7 février 1959 relatif aux campings ;
- arrêté ministériel du 11 Janvier 1993 relatif au reclassement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
- circulaire ministérielle du 12 février 1993 relative au classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
- arrêté préfectoral n° 96-0188 du 1er février 1996 relatif à la sécurité dans les terrains aménagés de camping et de caravanage ;
- lettre du préfet de la Dordogne du 16 février 1995.
- arrêté préfectoral du 16 janvier 2012 relatif à la sécurité de l'hôtellerie de plein air.

#### 2/ - Ressources en eau :

Les moyens d'extinction seront constitués comme suit :

##### a/ - Moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie :

Les moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie seront constitués par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm délivrant un débit de 60 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures au moins.

Si les canalisations existantes ne permettent pas le respect de cette prescription, il pourra être créé une réserve artificielle de 120 m<sup>3</sup> d'un seul tenant.

Service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne-B.P. 4016 - 24004 Périgueux cedex  
Tél. SDIS : 05.53.35.82.82 - Tél. Secrét. DDSIS : 05.53.35.82.80 - Tél. CODIS : 05.53.35.82.79  
Télec. SDIS : 05.53.04.34.41 - Téléc. CODIS : 05.53.53.65.16

1/2

Cependant, cette capacité de 120 m<sup>3</sup> pourra être réduite du double du débit horaire de l'appoint si la réserve est alimentée par un réseau de distribution.

Cette dernière pourra exceptionnellement être remplacée par un point d'eau naturel (cours d'eau, étang) à condition qu'en toute saison il puisse fournir 120 m<sup>3</sup> en 2 heures.

S'il y a réserve naturelle ou artificielle, elle sera réalisée de manière à ce que :

- la hauteur d'aspiration n'excède pas 6 mètres ;
- en tout temps, la crépine d'aspiration soit immergée avec une hauteur d'eau de 0,80 m au-dessus et d'au moins 0,50 m au-dessous ;
- elle soit accessible en permanence et signalée, dotée d'une aire ou d'une plate-forme de 32 m<sup>2</sup> (8 m X 4 m) permettant aisément la mise en œuvre des engins de secours ;
- l'aire soit aménagée sur le sol s'il est résistant, ou au moyen de matériaux durs (pierres, béton, etc...) ; celle-ci sera bordée côté haut par un talus en maçonnerie ; elle sera établie en pente douce (2 cm/m en caniveau évasé).

Elle sera signalée par une pancarte :

Le choix des moyens incombe au maire, après consultation du service départemental d'incendie et de secours.

Considérant qu'en zone rurale le service départemental d'incendie et de secours n'est pas en mesure de garantir que le premier engin de lutte dépêché sur les lieux d'un incendie soit doté d'un armement supérieur à 200 mètres de tuyaux, les moyens assurant les ressources en eau seront implantés de manière à ce que la distance à parcourir entre tout point du terrain et ce moyen, en empruntant les voies d'accès, les dégagements et les chemins de repli, soit au plus égale à 200 mètres.

#### *b) Appareils mobiles :*

Les terrains visés par le présent arrêté doivent être dotés d'extincteurs portatifs conformes aux normes.

Ces appareils doivent contenir un agent extincteur polyvalent capable d'agir sur des foyers de certification minimale 21 A et 233 B.

Les extincteurs sont répartis de manière uniforme. Ils doivent être implantés de façon à ce que la distance à parcourir de n'importe quel point pour atteindre un appareil n'excède pas 30 mètres.

Ils doivent être mis en place dans les dégagements, les voies d'accès et les chemins de repli des utilisateurs.

Leurs supports doivent être fixés solidement.

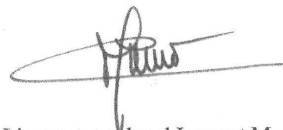
Les extincteurs doivent être d'une part, accessibles, et, d'autre part, visibles ou signalés, de jour comme de nuit, pendant les périodes d'occupation par le public.

Les extincteurs doivent être vérifiés annuellement par un technicien compétent.

La précédente dotation en extincteurs doit être complétée par des extincteurs appropriés aux risques particuliers.

Un plan du terrain, sur lequel seront reportés les emplacements des extincteurs, doit être établi.

Pour le directeur départemental et  
par délégation,  
le directeur départemental adjoint,



Lieutenant colonel Laurent Marty.

## Annexe 10 – Réponse autorisation de défrichement.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA DORDOGNE

Direction Départementale des Territoires de la  
DORDOGNE

Service Connaissance et Animation Territoriale

Madame BILLAULT Virginie  
Las Tres Peyres  
47210 ST EUTROPE DE BORN

Dossier suivi par : Katia THOMAS

Tél. : 05 53 45 57 28  
Fax : 05 53 45 56 50

Réf. : 8855/40/2015

Mèl : [katia.thomas@dordogne.gouv.fr](mailto:katia.thomas@dordogne.gouv.fr)

Objet : Accusé de réception d'un dossier complet de demande  
d'autorisation de défrichement

Périgueux, le 19 mai 2015

Madame,

Par demande reçue le 03 avril 2015 à la Direction Départementale des Territoires, vous sollicitez une autorisation de défrichement pour une surface de **0,4814 ha** de bois sis sur le territoire de la commune de **Faurilles**.

Votre demande porte le numéro : 8855/40. Celui-ci sera à rappeler impérativement sur tout courrier envoyé à la DDT.

Après examen, votre dossier est **réputé complet** à la date du 19 mai 2015.

Le délai d'instruction de votre dossier est fixé à 2 mois, celui-ci expire ainsi le **19 juillet 2015**. Dans ce délai d'instruction, vous pouvez être informé de la nécessité d'une reconnaissance des bois, ce qui porterait le délai d'instruction à 6 mois à compter de la réception du dossier complet, soit le 19 novembre 2015.

Si à l'expiration des délais sus-visés vous n'avez reçu aucun avis de notre part, l'autorisation demandée sera alors tacitement accordée pour une durée de cinq ans à compter de la date d'expiration du délai d'instruction. Dans ce cas, une attestation vous sera délivrée.

En cas d'obtention de cette autorisation tacite :

1- conformément aux dispositions de l'article L341-6 du Code forestier qui dispose que toute autorisation de défrichement est subordonnée à des conditions, vous devrez exécuter, sur d'autres terrains, des travaux de boisement ou reboisement pour une surface correspondant à la surface défrichée, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent de 2 190,37 €<sup>1</sup>.

Vous pourrez vous libérer de cette obligation en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité d'un montant équivalent aux travaux de boisement compensateur, soit dans ce cas un montant de 2 190,37 €.

1- Le montant équivalent de compensation de l'autorisation tacite est calculé selon la formule suivante :  
montant équivalent = surface défrichée en ha \* (coût moyen de mise à disposition du foncier XXXX € / ha + coût moyen d'un boisement YYYY € / ha, arrondi à l'euro près)  
avec un minimum de 1 000 € correspondant au coût de mise en place d'un chantier de reboisement

Adresse postale : Les Services de l'Etat en Dordogne – Cité administrative – DDT – SCAT – 24024 PERIGUEUX CEDEX  
Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX



2- vous disposerez d'un délai d'un an, à compter de cette autorisation tacite, pour transmettre à la DDT un acte d'engagement des travaux ou verser l'indemnité équivalente.

3- c'est la copie du courrier vous informant que votre dossier est complet (la présente lettre ou bien l'attestation sus-visée) qui est à afficher sur le terrain de manière visible de l'extérieur, avec rajout de la mention manuscrite « plan consultable en mairie ». L'affichage a lieu 15 jours au moins avant le début des opérations de défrichement. Il est maintenu en mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement.

Il est rappelé que c'est la date du plus tardif des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) qui constitue le point de départ du délai légal de deux mois permettant à un tiers de contester l'autorisation devant les tribunaux. La preuve de cette date d'affichage relève de votre responsabilité : à défaut de cette preuve, la contestation pourra intervenir au-delà des deux mois.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur,  
Le Responsable du Pôle Gestion de l'Espace



Thierry JULLIEN

Adresse postale : Les Services de l'Etat en Dordogne – Cité administrative – DDT – SCAT – 24024 PERIGUEUX CEDEX  
Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX